

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

## LE CARNET DU SAUVAGE

par Pierre Monatte

La Fédération Générale du Travail  
de Belgique à l'épreuve

par Jean De Boë

## *Réflexions sur Lénine*

par Angelica Balabanoff

VERS LE 3<sup>e</sup> CONGRÈS C.G.T.-F.O.

UN CONGRÈS DE RASSEMBLEMENT ET D'ACTION

par Roger Hagnauer



# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 62 - Juin 1952

Réflexions sur Lénine .....	A. BALABANOFF
Les notables ont voté .....	A.-V. JACQUET
Vers le 2 <sup>e</sup> congrès de la C.G.T.-F.O. : Un congrès de rassemblement et d'action ..	R. HAGNAUER
Aux militants ouvriers .....	J. MAITRON
<b>Le Garnet du Sauvage</b>	
Bout de réponse à Bothereau — Pour ré- colter il faut semer. — Simone Weil et le Comité des 22 .....	P. MONATTE
<b>Parmi nos lettres</b>	
« Pas sénateurs pour un sou ». — Au pays de la « cogestion ouvrière » .....	J. DUPERRAY
<b>A travers le monde</b>	
ALLEMAGNE : Réarmement et cogestion ..	A. ROSMER
BELGIQUE : La Fédération Générale du Travail de Belgique à l'épreuve .....	J. DE BOE
TUNISIE : Pour un internationalisme ef- fectif .....	La « R.P. »
<b>Notes d'économie et de politique</b>	
Qui dépose les bombes ? — A l'Angleterre la mer du Nord, à l'Amérique la Médi- terranée ! — L'« éclatement » du R.P.P. — A propos de la « guerre bactériolo- gique » .....	R. LOUZON
<b>La renaissance du syndicalisme</b>	
Les leçons d'une élection : Des syndicalis- tes chrétiens de gauche dans la bataille électorale .....	U. THEVENON
« L'expérience » Pinay devant les syndicats Le congrès de l'union des syndicats F.O. de la région parisienne .....	L. MARTIN
Complément « externe » à Force Ouvrière Où sont les pourrisseurs ? .....	A. BONNAURE G. WALUSINSKI G. W.
Après les élections corporatives chez les postiers .....	R. MOLINIER
<b>Petites notes</b>	
<b>Livres et revues</b>	
Emile Guillaumin .....	F. TEULE
Le viol de la Pologne .....	G. W.
<b>Faits et documents</b>	
<b>La vie des cercles</b>	
Bulletin de Zimmerwald. — Cercle Pellou- tier.	

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndicats, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndicats comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriés ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir le jour, où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.



# Le Carnet du Sauvage

## BOUT DE REPONSE A BOTHEREAU

Au dernier C.C.N. de F.O., vous avez estimé devoir mettre en cause la « R.P. » et moi-même. Vous ne serez donc pas trop surpris que je vous réponde.

Vous avez parlé d'une revue étrangère à F.O. et d'un adhérent de la C.G.T. La revue étrangère à F.O., c'est évidemment la « R.P. » ; quant à l'adhérent de la C.G.T., c'est moi, non moins évidemment. Tout cela à propos des articles de Lapeyre sur le scandale Villiers-Bedes.

Sur les deux points vous êtes vraiment injuste. D'abord parce que si la « R.P. » est effectivement étrangère ou extérieure à F.O. — heureusement pour elle ! — elle compte dans son noyau pas mal de militants de F.O. Je puis même ajouter qu'on lui a quelquefois reproché de prendre trop d'égards avec la Confédération dont vous êtes le secrétaire général. Vous l'avoueriez-vous ? J'ai souvent trouvé le reproche justifié. Nos camarades auraient rendu service au mouvement syndical et à F.O. elle-même en lui ménageant moins leurs critiques.

Quant à moi, je suis effectivement adhérent à la C.G.T. par le canal de mon syndicat, celui des Correcteurs parisiens, qui adhère à la vieille Fédération du Livre. Mais vous oubliez une chose, c'est qu'en 1948, j'ai été à peu près seul à préconiser le rattachement de la Fédération du Livre à la nouvelle C.G.T.-F.O., alors que vos frères en réformisme la laissaient royalement tomber. J'ajouterais que j'apportais d'abord à mon syndicat et qu'en raison de ma conception du syndicalisme, l'unité syndicale c'est en premier lieu l'unité à l'atelier en face du patron. De là mon attitude en 1922 comme en 1948.

Mais tout cela est secondaire. Ce qui est important, c'est votre position devant le scandale Villiers-Bedes. Vous croyez peut-être avoir réussi l'autre dimanche une savante manœuvre d'enterrement de ce scandale. Détrompez-vous. Ces affaires ne s'enterrent pas. Elles réclament d'être vidées à fond, tout le pus jeté.

Il y a naturellement deux manières de les vider. A l'intérieur entre responsables de l'organisation. Ou publiquement dans des débats de C.C.N. ou de congrès.

Quand les soi-disant responsables d'une organisation fuient leurs responsabilités, il ne reste plus alors que la deuxième manière. C'est ce qui vous advient. Ou vous aurez vidé l'abcès — et il est bien tard au bout de deux ou trois ans — ou vous affronterez ce périlleux débat à votre congrès confédéral de novembre prochain. Vider l'abcès, cela veut dire que les Fédérations de Postiers, de Cheminots, d'autres encore, et combien de dizaines d'Unions départementales auront rompu leur contrat de publicité avec Bedes.

Vous avez été indigné par les articles de Lapeyre. Vous devriez au contraire lui savoir gré de les avoir écrits et d'avoir posé la question à l'intérieur de F.O. de la façon dont il l'a fait. Non pas que je trouve bonne cette façon ; elle m'apparaît plutôt mauvaise ou contraire ; mais vous, vous devriez la trouver excellente. Lapeyre a trop pris de ménagements ; il a tout fait pour que l'affaire soit vidée à l'intérieur de l'organisation, avec le visible désir d'éviter à celle-ci les fâcheuses secousses qu'entraînerait le débat public. Ses articles, obscurs selon certains — peut-être moins obscurs qu'ils ne le disent — sont très clairs pour la plupart des militants.

Voilà près de trois ans qu'il est parlé de l'affaire sous le manteau. C'est un secrétaire confédéral de

F.O. lui-même qui m'a dit, voilà longtemps, qui était Mathot et quel était son rôle — je le confondais jusqu'alors avec un vieux militant du Spectacle du même nom. C'est un secrétaire fédéral des Métaux qui s'écriait vers la même époque, au moment de l'affaire Bouzanquet, ayant lu dans ce Carnet qu'il était question d'appeler Chevalme à remplacer Bouzanquet au bureau confédéral : « S'ils veulent une seconde affaire Bouzanquet, et plus grave encore, ils n'ont que cela à faire ». Ils, c'était vous, Bothereau et vos camarades de clan. Je ne dis pas de tendance, car des militants de votre tendance se refusent à vous suivre sur ce point capital.

Vous vous êtes posé dimanche en arbitre. En voulez-vous vraiment jouer le rôle ? Il serait déjà bien tard, mais mieux vaudrait tard que jamais. Seulement, il conviendrait alors de le jouer vraiment et non pas de « jouer » Lapeyre et ceux qui veulent faire cesser le scandale. Il faudrait ne plus prétendre que cette affaire de publicité est saine. Il faudrait peut-être aussi que vous ne regardiez pas Mathot comme un ami, que vous avez appuyé et couvert jusqu'ici, et qu'il conviendrait de sauver.

Je me demande comment tant de délégués, même parmi ceux qui se disent révolutionnaires, ont pu, dimanche, voter votre résolution d'enterrement. N'ont-ils pas compris encore ? Alors qu'est-ce qu'il leur faut ? Ou, ayant compris, ont-ils cru ainsi épargner des difficultés à F.O. ? En fait, ils sont en train d'augmenter ces difficultés. Ils disent ne pas vouloir mener de l'eau au moulin des staliniens. Nous le voulons autant qu'eux, et même plus qu'eux. C'est en mener, par flots, que de supporter la prolongation du scandale Villiers-Bedes.

Notre ami Lapeyre paraît se réjouir d'avoir réussi déjà à faire fermer à demi le robinet Villiers. Ne te réjouis pas trop, Lapeyre. La question se pose autrement. Il ne s'agit pas de faire fermer ce robinet-ci ou tels autres que la crise des indépendants a révélés. Il s'agit de rétablir un minimum de propriété syndicale suivant laquelle aucun militant ouvrier, aucune organisation syndicale n'ose aller s'climenter à ces robinets patronaux. Sous peine de se discréditer à tout jamais. Il y a là, comme l'a dit le Cercle Pellouvier dans sa déclaration, une question de propriété et une question de principe. Comment pourrait-on parler d'indépendance syndicale si en premier lieu on n'était pas indépendant du patronat ?

Si les soi-disant responsables d'organisations, délégués de Fédérations et délégués d'Unions départementales ne le comprennent pas, ou feignent de ne pas le comprendre, il se trouvera, j'en suis sûr, dans toutes les Fédérations et dans toutes les Unions des militants moins galonnés et même sans galons pour le comprendre et le faire comprendre à ceux qui sont leurs délégués et votent en leur nom des résolutions Bothereau d'enterrement.

Puisque j'en suis là, j'en profiterai pour vous dire, Bothereau, ainsi qu'à Mourguès, Stoessel et Cie comme à Laurent, que nous ne nous émotionnons pas trop du boycott et de la mise à l'index dont vous menacez la « R.P. ». Laissez-moi vous rapporter une conversation avec un camarade de province que le hasard avait fait rencontrer un ami personnel employé alors, peut-être encore aujourd'hui, dans une de ces officines genre Mathot : « Il y a au moins trois caisses patronales où quiconque peut toucher pour faire de l'anticommunisme. — Et la « R.P. » dans tout ça ? — La « R.P. » ne touche pas parce qu'elle ne veut pas toucher ».



Cela remonte déjà à deux ou trois ans. Aujourd'hui, comme alors, la « R.P. » s'efforce de vivre par ses propres moyens. Elle y a réussi jusqu'ici. Elle y réussira encore mieux demain. Pour un désabonnement de Laurent, il y aura plus d'un abonnement nouveau de militants des Cheminots ; pour un désabonnement de Mathé, il y aura plus d'un abonnement nouveau de militants des Postiers. Nous ne voulons pas faire de l'anticommunisme à la sauce patronale. Nous faisons et continuerons à faire de l'antistalinisme, défendant dans toute la mesure de nos moyens les idées essentielles du syndicalisme, du socialisme, du communisme : la lutte de classes, l'internationalisme et l'indépendance syndicale. Faisant cela, malgré les difficultés de tout ordre rencontrées sur notre route, nous avons l'impression que de bien des côtés l'on se dit : « Heureusement que la R.P. est là et qu'elle tient le coup. » Nous savons mieux que l'honneur du syndicalisme, nous préparons son avenir, un avenir prochain.

## POUR RECOLTER IL FAUT SEMER

Quelque camarade ayant suivi le congrès de la vieille Fédération du Livre, en qualité de délégué, en rendra probablement compte dans ce numéro ou dans le prochain, mais à côté de ses impressions je voudrais apporter quelques remarques.

Il ne faut ni s'étonner ni s'alarmer outre mesure du piètre résultat pour nos idées obtenu à ce congrès. Certes, le secrétaire fédéral, Ehni, a réussi un coup de maître. Il a fait décider par le congrès même le retrait de la Fédération de l'Internationale graphique. Pour tout le monde jusqu'à ces derniers temps, il devait être battu au congrès sur cette question de retrait. Mais l'Internationale graphique, dans son dernier Bulletin que je n'ai pu encore me procurer, a, paraît-il, publié sur la Fédération française un article farci d'erreurs et de critiques déplacées. Cet article en main, Ehni avait obtenu l'unanimité au Comité fédéral du 26 avril pour sa proposition de retrait. Il a obtenu pour le retrait une forte majorité au Congrès fédéral qui vient de se tenir à Nice. C'est indiscutablement une défaite sensible pour tous les courants d'opposition au stalinisme au sein de la vieille Fédération du Livre, depuis les vieux réformistes à la Micheneou jusqu'aux révolutionnaires comme Guenec et Patin.

Pourtant un glissement pour se détacher du stalinisme cégétiste semblait se manifester. L'Imprimerie Française avait récemment publié un article de Cad-déo, le secrétaire des typos de Saint-Étienne, qui marche d'habitude sagement derrière Ehni, un article demandant que la Fédération du Livre défende désormais plus carrément son indépendance au sein de la C.G.T. C'était quelque chose de caractéristique. D'autant plus que cela confirmait des propos que m'avait tenus un collègue de Micheneou, membre lui aussi du Comité fédéral : « Pourquoi le Livre ne reviendrait-il pas à sa position d'autrefois d'opposant à l'intérieur de la C.G.T. ? »

Ce brave vieux réformiste du Livre oubliait simplement que la C.G.T. stalinisée de 1952 n'a plus rien de commun avec la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire de 1904-1906, pas plus que la Fédération du Livre d'aujourd'hui ne ressemble à celle d'alors ou que Ehni n'a l'allure de Keuter ou de Liöchen.

Ehni et la Fédération du Livre continueront donc à vivre placidement à l'intérieur de la C.G.T. de Franchon, exécutant dans les grandes occasions les mots d'ordre signifiés par l'ami Soillant.

En peut-il être autrement tant que l'opposition du Livre, tant la réformiste que la centriste ou la révolutionnaire, continuera à dormir ?

Ce n'est pas un mois avant le congrès fédéral qu'il

faut rouvrir les yeux. Peut-on espérer récolter quand on n'a pas semé ?

Le Livre libre devait reprendre sa publication peu après le congrès de Bordeaux. Il n'a pas reparu, et bien avant la mort du camarade Jerram.

Une tentative de groupement de pointe des militants révolutionnaires avait été esquissée. Pourquoi ne pas l'élargir à tous les courants d'opposition du Livre ? lui avait-on objecté. Va pour l'élargissement, admirent les initiateurs de l'opposition révolutionnaire. Mais l'élargissement proposé ne s'est jamais réalisé. Du coup, pas plus de groupement de pointe que de groupement de large opposition. C'est ainsi que les deux années qui séparent le congrès de Bordeaux du congrès de Nice ont été perdues. A Bordeaux, le discours d'Anderson, le délégué de Clermont-Ferrand, avait permis de penser que la province était en train de se ressaisir. Espoir déçu. Il aurait fallu qu'Anderson continuât son effort et que de partout on l'appuie, de Paris plus qu'ailleurs. Anderson s'est contenté de son discours et Paris a dormi.

Faut-il s'étonner de ce qui s'est passé à Nice ? Evidemment non.

Pourtant, il est une chose au moins qui aurait pu être évitée. C'est de fournir des armes à Ehni. Qui donc a si mal informé le secrétaire de l'Internationale graphique et lui a fait commettre la faute qu'a exploitée Ehni ? Je l'ignore. Mais quel qu'il soit, il ne mérite pas de félicitations.

Tout cela ne se serait pas passé si l'opposition du Livre s'était constituée et avait fait sérieusement sa besogne.

## SIMONE WEIL ET LE COMITE DES 22

Paraît que les propos de Simone Weil sur le Comité des 22, rapportés par Thevenon dans son intéressant article du mois dernier, ont « horrifié » certains de nos amis.

Diable ! Qu'a donc écrit Simone Weil ?

« Le Comité des 22 a cru bon de s'appuyer sur des hommes au passé trouble. L'expérience est faite, ne la refaisons plus. Il nous faut des purs, même si c'est des militants de deuxième zone. Si Engler rentrait à la C.G.T... »

Qu'y a-t-il d'horrible ? Je ne le vois pas, pour ma part. On doit pouvoir parler froidement de cette expérience. Il le faut même si on veut en tirer la leçon. Comment obtenir de meilleurs résultats si jamais se constitue un organisme rappelant le vieux Comité des 22 ?

Les hommes au passé trouble auxquels faisait allusion Simone Weil, c'était évidemment Dumoulin et Digat. Dumoulin, qui avait en 1919 lâché la minorité confédérale, et Digat, qui après avoir jeté un coup d'œil à la conférence de cette minorité tenue à la veille du congrès de Lyon ne l'avait pas ralliée. Durant la courte vie du Comité des 22, je ne vois pas ce qu'on peut leur reprocher. Sauf, en tout dernier lieu, la désolidarisation de Digat au congrès confédéral. Il aurait pu se distinguer de nous sans se désolidariser.

Mais la faiblesse des 22 et leur échec ne vint ni de Dumoulin ni de Digat. Des hommes du présent, comme Boville et Rambaud, ou comme Piquemal et Franck pesèrent davantage sur le sort des 22.

Boville et ses camarades de l'Alimentation, Rambaud et les cheminots du réseau Ouest-Etat ne pouvaient plus respirer dans la C.G.T. Il était fatal qu'ils cherchent à en sortir.

Quant à Piquemal, des Fonctionnaires aut-nomes, il avait été amené à envisager la formation d'une troisième C.G.T. Un jour, il en défendit l'idée dans une de nos réunions. Naturellement nous ne pouvions



le suivre dans cette voie. Nous poursuivions l'unité et non l'aggravation de la dispersion syndicale.

Pour Roger Franço, des Techniciens, il n'avait pas su résister à la pression de ses amis stalinien.

A mes yeux, ce qui a pesé du plus grand poids sur le sort du Comité des 22 et ce qui explique l'échec de sa tentative de réunification syndicale, c'est le silence et l'inaction des hommes de bonne volonté de la base, des militants de syndicats dans la C.G.T. comme dans la C.G.T.U. Ils regardaient avec sympathie l'effort du Comité des 22 mais en restant les bras croisés et la bouche close.

Simone Weil a raison quand elle dit : Il nous faut des purs, même de seconde zone. Elle a tort quand elle pense que les purs doivent se condamner à rester entre purs. Il faut que les purs aillent chez les impurs, forts de leurs idées, de leur foi, de leur dévouement, de leur désintéressement, vrai levain dans la masse. Le monde, aujourd'hui comme hier, dans ce domaine comme dans les autres, est aux minorités clairvoyantes et agissantes.

Tout dernièrement, le hasard m'a conduit dans un des rares départements où la section du S.N. des Instituteurs est aux mains des stalinien. Comment cela s'explique-t-il ? ai-je demandé. Oh ! très simplement, m'a répondu un bon camarade, 90 % des instituteurs sont antistalinien, mais dans les 10 % qui restent se trouvent tous les militants dynamiques. Et parmi eux, certains qui sont dévoués au travail corporatif et syndical.

La situation ne sera renversée que lorsque parmi les 90 % se seront dégagés des éléments aussi dévoués et aussi dynamiques. Ce qui suppose une confiance dans ses idées et une foi syndicaliste s'opposant au fanatisme stalinien. C'est tout le problème de l'animation et de la formation des militants.

Quant à la position à prendre dans les grandes éventualités en voyez-vous une autre que celle qui consiste à se demander quels sont les hommes qui comprennent ce qu'il y a à faire et qui sont décidés à le faire, même avec nous, et nous même avec eux ?

Pierre MONATTE.

## Parmi nos

# LETTRES

Nous avons reçu — trop tard pour l'insérer dans le numéro de mai — la lettre suivante de J. Duperray, répondant aux remarques de Monatte publiées en avril :

### « PAS SENATEURS POUR UN SOU »

Je reconnais bien volontiers que Monatte et les camarades du noyau de la R.P. ne sont pas des sénateurs et que même sous forme de plaisanterie, la formule ne traduit pas leur attitude. Leur prudence est justifiée, mais l'abstention n'est pas toujours la manifestation idéale de la prudence. La scission n'a pas conduit au redressement du mouvement ouvrier, mais à sa dispersion qu'aggrave peut-être encore la multiplicité des tentatives de regroupement. Elles sont souvent d'ailleurs utilisées pour d'autres buts que ceux qu'elles proposent.

De bonne ou de mauvaise foi, partis, chapelles et tendances spéculent à travers elles sur les instincts unitaires légitimes de la classe ouvrière. Devant ces tentatives, comme devant toute manifestation forcément déviée du mouvement ouvrier dans son état actuel, il y a deux attitudes : la politique d'abstention et la politique de présence. Qui peut prétendre que l'une d'elles est de façon permanente et pour tous les cas la meilleure recette ?

A propos d'un exemple concret, Monatte rappelle les dangers de la politique de présence. Je voudrais situer ceux de la politique d'abstention en général

avant de préciser ma position, représentant celle de mon organisation, dans le cas concret étudié par Monatte. Les dangers de la politique d'abstention me paraissent se présenter sous trois aspects :

L'abstention des porte-parole autorisés des grands courants syndicalistes est chaque fois une occasion perdue de contacts entre eux et d'activité commune.

Elle est un mauvais exemple que d'autres utilisent comme un alibi présentable du statisme bureaucratique.

Elle laisse le champ libre aux éléments syndicalistes d'occasion pour des spéculations douteuses sur le besoin de regroupement des travailleurs et des syndicalistes de base.

..

Pendant deux ans, Franc et moi, au nom de nos syndicats ou à titre personnel, suivant les cas, nous avons participé à une « tribune libre » intégrale, à diffusion relativement importante. Relativement à l'importance possible de toute diffusion d'organes syndicalistes actuellement. Deux ans de confrontation publique des opinions et des expériences les plus différentes et les liaisons qui au cours de cette confrontation se sont établies, ce ne relève pas de la seule badauderie stérile. C'est sans doute pour cela qu'après ces deux ans, Walusinski considérait dans un article de la « R. P. » que l'expérience avait donné des preuves de vitalité intéressantes. C'est sans doute pour cela également que la « Ligue syndicaliste », alias la « R. P. », organisait à la veille de la conférence de « l'Unité » une controverse publique avec quelques-uns de ses leaders. Les courants titistes et trotskystes ont-ils été les deux moteurs essentiels de l'« Unité » ? C'est une chose. La collection de l'« Unité » est la pièce à conviction de son utilisation possible par d'autres équipes. Quand, à une direction syndicaliste quelconque, deux courants différents collaborent ou s'opposent, il s'ensuit souvent que d'autres courants trouvent là l'occasion de créer un troisième front, d'utiliser un mur d'affichage, et de travailler s'ils sont proches parents à leur propre jonction.

C'est vrai dans les groupes de tendances, c'est vrai dans le mouvement syndical même. Il serait difficile de découvrir par exemple une confédération aux effectifs relativement importants depuis 1914 où les possibilités du syndicalisme proprement dit ont été autre que celles d'un troisième front minoritaire ainsi conditionné.

Quelle a été notre attitude à l'« Unité » où, au nom du syndicalisme enseignant de la Loire, et de divers groupements, plus ou moins officieusement, plus ou moins officiellement, suivant les circonstances, nous avons tenté les chances du troisième front : celui du syndicalisme indépendant ?

Elle a toujours été, très exactement, correspondante à celle définie par les mandats de nos organisations. C'est une des raisons qui nous fait attacher beaucoup d'importance à ce que dit de notre attitude notre aîné Pierre Monatte, qui déforme quelque peu notre position dans la vigueur qu'il met à la critiquer.

Nous n'avons, à l'« Unité » pas plus qu'ailleurs, nullement été influencés par les titistes ou les trotskystes. A la conférence de l'« Unité » nous sommes restés dans la même ligne, et je me suis adressé au troisième front, à celui des syndicalistes divers, majoritaires... et spectateurs dans la salle, d'une part, représentant, d'autre part, à la parité, un tiers du mouvement, derrière les noms de Hébert, Joyeux, Jeuland, Lacueille, etc. J'ai travaillé avec ce courant que les leaders de l'équipe Lambert désignaient sous le terme général de courant « anarcho-syndicaliste » et qu'ils ne paraissent pas avoir plus envie d'épouser que ce courant n'a envie d'épouser le trotskysme.

Mandaté pour défendre le point de vue de la parité des courants exprimés ou ultérieurement ralliés à une tribune libre intégrale, mandaté pour défendre le droit de cité équivalent de toutes les expériences de liaison intersyndicale, mandaté pour défendre l'idée du syndicalisme majeur, qu'aucun problème social, national ou international, ne saurait laisser indifférent et qu'il ne saurait abandonner pour une raison ou une autre aux partis politiques, qui mènent à l'extérieur comme bon leur semble leur activité propre, mandaté pour défendre la nécessité d'un comité de rédaction également paritaire n'exprimant dans tout article leader que le point de vue de sa majorité du moment devant tout événement d'actualité intéressant le syn-



dicalisme, mandaté enfin pour tenter de rallier tout le monde sur un programme d'orientation suffisamment large pour être la plate-forme commune correspondant aux dispositions précédentes, sauf, toutefois, dans le cas où, par certains côtés, cette plate-forme commune s'opposerait à certains points importants du programme d'orientation de ma section syndicale, je m'en suis scrupuleusement tenu à ce mandat... et je continue à m'y tenir.

Je ne pouvais certes pas épouser la position de Lafond-Morin, préconisant un « apolitisme » suffisamment catégorique pour condamner l'antimilitarisme de la C.G.T. de 1906, pour entraîner le refus de voter une motion de solidarité au syndicalisme tunisien C.I.S.L., mais ne mettant nullement en question le droit de Lafond à écrire dans la presse de grande information des articles de politique pure... ornés de son titre de secrétaire confédéral F.O.

Je ne pouvais accepter non plus leur conception limitant préventivement les droits d'expression et de participation des diverses conceptions syndicales non stalinienne dont le regroupement est le premier but.

Est-ce à dire que j'ai voté une motion Lambert et épousé le P.C.I. ? J'ai déjà dit que non et jusque dans le détail d'une motion élaborée en commun, sauf par le courant Morin-Lafond, motion où les dispositions introduites par le troisième courant : celui des syndicalistes, sont visibles à l'œil nu, j'ai fait diverses réserves et je me suis opposé à un mot, le mot : rétribuées.

Purisme acrobatique sans doute ? Tâtilonnerie anarcho-syndicaliste ?

Le mot rétribuées, accolé dans la motion aux termes « fonctions politiques et syndicales, annulait par sa seule présence le principe du non-cumul des mandats politiques et syndicaux sur lequel ma section est intransigeante. En exposant mes raisons, j'ai spécifié publiquement que la présence de Lambert et de Dumont, aussi sympathiques soient-ils, mais responsables P.C.I. proclamés, à la direction d'un organe de regroupement syndicaliste était, dès le départ, un sérieux handicap, qui me faisait réserver la position de ma section.

Je ne pense pas qu'elle puisse répondre « oui » au mot rétribuées et à la mise en veilleuse du non-cumul, aussi bien quand il s'agit du P.C.I. que quand il s'agit du P.C.F. ou d'autres partis politiques ou groupements extérieurs au syndicalisme.

J'examine d'autre part le comité d'administration proposé. Je pense qu'il n'y avait qu'un moyen de respecter la parité : nombre équivalent de militants désignés par le courant Hébert, Joyeux, Lacueille, etc., et de militants désignés par le courant Lambert, Dumont, etc. Il ne me paraît pas que ce soit ce qui se passe... Je l'ai écrit à Hébert, je ne sais pas encore ce qu'il en pense.

Les militants du comité intersyndical (C.F.T.C., C.N.T., F.O., F.E.N., S.N.I.) de la Loire sont des camarades extrêmement circonspects eux aussi. Devant l'« Unité », même après la conférence, ils n'étaient pas partisans de la prudence par l'abstention, mais de la présence active et prudente à la fois. Ils ont donné leur avis sur leur façon de concevoir « une tribune libre du mouvement ouvrier » dans un appel qui n'a pas été publié ici. Il n'envisageait pas le seul cas de l'« Unité », mais, sur cet exemple, des principes généraux. Le silence qui répond à cet appel ne les fait pas douter des principes qu'il contient, mais en démontre malheureusement la terrible inactualité.

Telles furent, telles sont, à peu près, nos positions, mes positions.

Il ne dépend d'ailleurs pas de nous seuls qu'elles puissent être utiles dans une certaine mesure ou nocives dans une certaine mesure aussi et qu'elles soient interprétées bien ou mal, en faveur ou en défaveur de notre travail commun. Que le synchronisme de nos réactions soit parfait, que les réactions malgré les distances géographiques auxquelles ne remédie, heureusement, aucun appareil directeur, soient les mêmes pour nous tous, amis de la « R. P. » et, plus généralement, militants syndicalistes indépendants, c'est bien sûr difficilement concevable. Des camarades de la « R. P. » sont restés dans l'expectative dans la meilleure période de l'« Unité », ont paru s'en rapprocher à la veille de la deuxième conférence, nous signalent maintenant vigoureusement notre échec et notre manque de clairvoyance... Nous avons suivi une

autre courbe. Qui a intégralement raison ? Qui a intégralement tort ? Quelles sont les réussites syndicalistes qui peuvent en témoigner dans une période de tâtonnements où il n'y a que de mauvaises solutions aux problèmes posés ?

#### AU PAYS DE LA « COGESTION OUVRIÈRE »

J'ai dit que nous n'avions jamais été titistes. Cela ne nous a pas empêchés, dès le début de l'affranchissement yougoslave, d'exprimer notre espoir et de défendre la liberté de l'information sur ce pays en participant à l'organisation de cette information, quand nous n'en prenions pas nous-mêmes la responsabilité.

Nous ne soufflons pas sur l'espoir et n'avons pas l'intention de l'éteindre, mais nous voulons tâcher de l'éclairer sur des constatations solides.

Ni à travers les comptes rendus des brigadistes ou des observateurs, ni à travers la propagande officielle elle-même nous n'avons pu découvrir quelque chose de tangible. Il paraît y avoir un effort pour restituer une certaine liberté à l'individu malgré les nécessités du capitalisme d'Etat. Ce n'est pas négligeable, mais cela relève d'un autre domaine et l'humanisation d'un système étatique n'a rien à voir avec la seule garantie qu'on peut avoir contre sa capacité coercitive latente : une force organisée effectivement opposable à la sienne.

Nous avons cherché et nous avons cru que la cogestion était tout au plus une gérance surveillée par l'Etat, dans le cadre de ses intérêts et de son planisme contrôlé.

Nulle part nous n'avons décelé de « séparation des pouvoirs » sous une forme quelconque, garantissant les bases d'une cogestion. A des échelons divers, le directeur d'entreprise était toujours responsable devant l'Etat, souvent nommé par lui, et, dans le meilleur des cas, responsable en même temps devant le « comité de gestion » et devant l'Etat, sans qu'on puisse voir où était, là-dedans, le moyen de distinguer les organismes permettant à la base une autre participation à la gestion... que l'accomplissement des tâches fixées par l'Etat.

Certes la participation syndicale à une telle organisation lui donne une figure sympathique, mais le pire c'est que le syndicat, en prenant par l'intermédiaire de ses participations aux « comités de gestion » un semblant de responsabilité quand ce n'est pas une « lourde responsabilité » (bonne marche de l'accomplissement du plan), paraît bien se déposséder de ses attributions naturelles : salaires, défense ouvrière, etc. ! qui, par l'article 27 de la « loi fondamentale » passent aux fameux organismes de gestion dits « ouvriers », qui ont tout à fait l'allure d'organismes de collaboration entre l'Etat... et lui-même.

Les expériences passées nous ont dit assez clairement ce qu'étaient et dans quel sens les possibilités d'évolution d'un tel système pour que, sans souffler sur nos propres espoirs, nous soyons anxieux à leur propos.

Quand les voix autorisées de la « R.P. », de Rosmer ou de Monatte, s'élèvent à leur sujet, on comprend que nous soyons attentifs et que nous demandions des précisions.

Et qu'entendons-nous ?...

On ne plaide pas seulement les difficultés mais on paraît trouver que ce système se défend, qu'il est presque un indice de santé socialiste-syndicaliste. Il s'explique par quelque chose de tout naturel : l'adaptation à un changement de situation et à de nouveaux problèmes concrets. Ces problèmes paraissent se poser à un syndicalisme dont les libertés dans le choix de ses méthodes de défense ouvrière est une évidence.

Pour tout dire ce qui se passe à propos de la « cogestion » en Yougoslavie est une illustration du changement de rôle normal d'un mouvement syndical, authentique organe d'expression des travailleurs dans le cadre d'une non moins évidente évolution : celle du capitalisme au socialisme. Pour toutes ces raisons il est non moins évident que ses nouvelles conditions d'existence ne transforment nullement les syndicats yougoslaves en syndicats jaunes, c'est-à-dire en rouages de l'appareil d'Etat.

Ces évidences en cascades n'en sont pas encore pour nous. Est-ce être utopiste, antiyougoslave ou trop exigeant que de demander qu'on nous montre mieux de quels défauts souffre notre vue ?

Jean DUPERRAY.



# A TRAVERS LE MONDE

## Allemagne

### REARMEMENT ET COGESTION

Pendant la guerre, les Alliés ont détruit autant de l'Allemagne qu'il leur fut possible de le faire : usines, voies ferrées, routes, villes. Après l'avoir occupée, ils ont achevé ce qui avait partiellement échappé aux bombardements. Les Russes pillèrent largement, emportant en Russie les machines et, parfois, les ouvriers capables de les utiliser ; les Anglais démantelèrent. Après cela, Anglais et Américains entreprirent de la démocratiser tandis que Staline russifiait la zone que les accords lui avaient attribuée.

Sept années se sont écoulées depuis la fin des hostilités et aujourd'hui l'Allemagne de l'Ouest — en fait, pour le moment présent, la seule Allemagne — est déjà une telle puissance, elle occupe une place si importante sur l'échiquier international, qu'elle constitue encore une fois le problème dominant de la politique mondiale. D'un côté on s'engage à la traiter désormais en nation indépendante, quasi en égale ; de l'autre, on fait miroiter aux yeux des Allemands une Allemagne réunifiée — quoique bornée à la ligne Oder-Neisse — dans une paix générale. Son réarmement qui, il y a un an, était hors de toute réalité, est passé au premier plan.

Soumis à la loi des occupants, les Allemands ont concentré leurs efforts sur l'œuvre de reconstruction et les observateurs, ceux qui connaissaient l'Allemagne et la retrouvent après deux ou trois ans, sont stupéfaits des résultats atteints. Parmi les six nations du Plan Schuman, l'Allemagne produit 51 % du charbon, 36 % de l'acier, 38 % de l'électricité, 34 % de la fonte. Son mark est plus solide que le franc, et même que la livre ; elle comble progressivement ce déficit de dollars qui est le cauchemar des ministres des finances ; elle est créditrice à l'Union européenne de paiements ; sur les marchés mondiaux, elle est un concurrent avec lequel il faut compter, l'emportant à prix égaux parce qu'elle peut livrer plus vite et consentir de longs crédits. « L'Allemagne se rétablit avec une rapidité alarmante », écrit un visiteur britannique. Cependant elle a encore un million et demi de chômeurs et, dans certains domaines, sa production est freinée. Où en sera-t-elle demain ? Problème plus aigu et plus pressant pour les occupants que pour les Allemands qui se sont si bien adaptés au régime de l'occupation. Mais ce régime ne peut durer toujours. Comment y mettre fin ?

La question du réarmement devait se poser le jour où les alliés ont envisagé ouvertement ce problème. S'ils retirent leurs troupes, l'Allemagne doit avoir son armée. Après la première guerre mondiale, le désarmement qui lui avait été imposé devait être le point de départ du désarmement général. Ce programme ambitieux a fini par l'hitlérisme. Aujourd'hui la question se pose autrement. L'Allemagne de l'Ouest a manifesté clairement son hostilité au régime stalinien ; pourquoi ne pas l'inviter à contribuer à la défense contre l'expansionnisme russe ? D'où ce projet de communauté européenne de défense qui a fini, après de longs mois de pourparlers et négociations, par prendre forme.

Les obstacles qu'il fallait surmonter étaient nombreux, d'ordre sentimental ou pratique. Le

gouvernement allemand se déclarait prêt à discuter mais, pour lui, il y avait, au départ, une condition absolue : il fallait mettre fin aux servitudes, défenses et contrôles. Longs et laborieux marchandages. Les interlocuteurs doivent tenir compte de leurs oppositions respectives. Les occupants font des concessions. Pas assez. Les négociations recommencent. C'est un jeu dont personne n'est dupe. On sait bien qu'il faudra finir par traiter l'Allemagne en égale. Mais même aujourd'hui, quand les accords vont être signés, les gouvernements doivent déclarer que le dernier mot reste aux parlements puisque les accords devront être ratifiés par eux pour entrer en application.

### La manœuvre stalinienne

Aussi longtemps que pourparlers et négociations traînaient, que l'échec paraissait possible sinon probable, Staline se taisait. Quand il apparut que les multiples obstacles seraient surmontés, il fit, soudain, une proposition imprévue : il invitait à une paix générale, à l'unification de l'Allemagne avec son armée et ses chefs. Et des élections libres. Les dirigeants des partis communistes qui menaient campagne contre le réarmement furent, une fois de plus, pris de court. Peu importe à Staline. Ses manœuvres portent et celle-ci porta tout autant que la campagne pour la paix.

On peut comprendre les sentiments des Allemands. Ils sont moins obsédés que tous autres par la crainte d'une agression russe. Mais si on leur apporte la paix, une paix solide et une Allemagne réunifiée au lieu de l'incorporation de l'Ouest dans un bloc antistalinien qu'il est facile de dénoncer comme une préparation à la guerre, à une guerre dans laquelle des Allemands se battraient contre des Allemands, il leur est difficile de rester insensibles. Même ceux qui sont persuadés qu'il ne s'agit là que d'une manœuvre déclarent qu'il est impossible de rejeter la proposition sans discussion. Les social-démocrates formulèrent le mot d'ordre : unification d'abord.

Le chancelier Adenauer a toujours trouvé une majorité au parlement pour l'approuver et on doit reconnaître que, dans toute sa politique et en particulier dans cette question du réarmement, il a toujours observé les règles démocratiques. Mais quelle a été l'attitude des socialistes et des syndicalistes ?

### Attitude des socialistes et des syndicalistes

Le leader socialiste, Schumacher, emploie assez fréquemment des formules qui laissent entendre une opposition radicale au réarmement. Il n'en est rien, cependant, comme le montre une lecture attentive de ses déclarations. Son opposition n'est pas une opposition de principe. Ce qu'il reproche à Adenauer c'est d'aller toujours au-devant des désirs des occupants, de leur faire trop de concessions. Il faut traiter en égaux : toute la question est là. Position qu'il résuma un jour en disant : « Si c'est de l'Allemagne que la France a peur, inutile de parler d'utiliser les forces allemandes pour une défense commune ; si ce que veut la France c'est un barrage édifié ensemble contre l'expansionnisme russe, alors il faut nous traiter en égaux. »

Son opposition semble s'être exacerbée à mesure qu'on approchait de la signature des accords ; sa



critique est devenue plus brutale avec, parfois, des relents nationalistes inquiétants. Mais l'article paru dans le numéro de mai des *Nouvelles d'Allemagne*, éditées par le Comité directeur du parti social-démocrate, est sans doute l'expression exacte de sa position et de celle de son parti :

« Le gouvernement fédéral, écrit-il, se trouvera dans l'impossibilité de fournir une contribution militaire, bien qu'il y soit disposé, s'il continue à appliquer les méthodes de sa politique économique, financière et fiscale... Il s'est pressé de fournir une contribution allemande à la défense sans se rendre compte des possibilités économiques et financières.

» En Allemagne, le gouvernement n'a encore jamais fait l'essai d'unir l'énergie nationale pour soutenir le point de vue allemand ; par contre, sans mûre réflexion, il s'est toujours hâté de recommander l'acceptation de chaque plan conçu à l'étranger, ce qui a considérablement affaibli la position allemande. Toutes les suggestions positives pour la coopération internationale, soutenables du point de vue national, émanent de la social-démocratie. Le parti social-démocrate était le premier, et pendant une longue période, le seul parti qui eût développé un programme de politique extérieure et une prise de position allemande au sujet de l'ensemble de ces questions. Ceci est valable tout particulièrement pour la contribution à la défense qui devra se baser sur un système bien défini de conditions préalables. »

Enfin, après avoir déclaré que « nous faisons passer, dans l'ordre chronologique, l'unification allemande avant l'intégration de l'Europe occidentale », et demandé des négociations directes, il écrit, en conclusion : « La voie proposée par le gouvernement fédéral et par les partis gouvernementaux ne devra pas être suivie car elle aboutira à un échec et au renforcement de la position de l'agresseur totalitaire. »

Chez les syndicalistes, la position de la centrale syndicale fut fixée dès le 29 février dernier. On sait que le mouvement syndical est unifié ; socialistes et chrétiens y sont ensemble ; le secrétaire général Fette est socialiste ; son adjoint, Mathias Föcher, est chrétien. Pas étonnant, par suite, que des divergences sérieuses se soient manifestées au sein des syndicats, les syndicats chrétiens approuvant, le plus souvent, la politique du chancelier. Certains de leurs leaders, et d'autres de tendance socialiste, ayant exprimé leur approbation en des manifestations publiques, des protestations arrivèrent en grand nombre à Dusseldorf, siège de la centrale : « contre tout réarmement dans les conditions actuelles » était la formule généralement employée. Les plus nombreuses et les plus fermes venaient de Bavière, c'est-à-dire de la région la moins touchée par les destructions et la moins industrielle.

A la conférence nationale qui réunit à Dusseldorf, les 28 et 29 février, 365 délégués des syndicats locaux et régionaux, la question vint à l'ordre du jour. Le président, Christian Fette, fit un rapport, puis une discussion approfondie s'engagea. « Les délégués, dit le communiqué, examineront les problèmes posés par la contribution allemande à la défense occidentale ; en particulier, les répercussions économiques et sociales éventuelles d'une telle contribution furent étudiées en détail, et la nécessité de la défense des intérêts des travailleurs par les syndicats. » En conclusion des débats, la résolution suivante fut adoptée :

« Les délégués ont adopté à l'unanimité une résolution du comité fédéral concernant une contribution allemande à la défense occidentale, et prise à l'unanimité par ce comité le 23 janvier. Ils estiment que le comité directeur fédéral devrait en-

trer en contact avec tous les partis politiques démocratiques afin de les inciter à défendre le point de vue selon lequel, compte tenu des dispositions de la Loi fondamentale, la décision concernant la contribution allemande à la défense occidentale devrait être prise par l'ensemble de la nation. »

La presse ayant publié, sur cette réunion, des informations fantaisistes, Christian Fette fit à la radio un exposé des travaux de la conférence au cours duquel il déclara :

« Ce n'est pas à nous, syndicats allemands, qu'il appartient de décider de la question de la contribution à la défense. A notre avis, les instances politiques et, à vrai dire, tous les membres de la nation sont appelés à se prononcer en la matière... Quiconque ne détourne pas les yeux de la réalité ne peut pas ne pas avoir remarqué qu'une course aux armements a lieu d'ores et déjà dans le monde entier. Etant donné que l'Allemagne se trouve placée entre le bloc des dictatures et les démocraties libres, elle devra peut-être un jour, qu'elle le veuille ou non, décider si elle veut ou non défendre sa liberté politique. »

Parmi les délégués à la conférence, un des délégués les plus catégoriques dans leur opposition avait été le président du syndicat des services publics, Kummernuss. Au cours d'un voyage qu'il fit ensuite aux Etats-Unis, il fut amené, lors d'une réunion à Milwaukee, à préciser ainsi son point de vue : contre le réarmement « maintenant » ; d'abord des réformes économiques et sociales, une hausse des salaires complétée d'une baisse des prix et des impôts ; une plus grande place doit être faite au travail dans l'activité gouvernementale.

Enfin, il me paraît utile, pour aider à prendre une vue d'ensemble des positions syndicales à l'égard de l'Europe, de transcrire ce passage d'un article de Ludwig Rosenberg, paru dans le numéro du 15 mars de la feuille d'information de la centrale syndicale :

« La situation économique de l'Europe oblige à la coopération, et il faut agir avec rapidité si l'on ne veut pas perdre, par l'inflation et les restrictions dans la consommation, ce qui a été acquis depuis 1945. Pour cela, il ne suffira pas de se contenter d'accepter le plan Schuman en tant que commencement d'une telle coopération sur une base internationale encore bien étroite. Cet essai, qui comporte d'ailleurs de nombreux défauts, ne peut finalement aboutir au succès que s'il est suivi d'accords analogues dans d'autres branches économiques décisives, et si une politique économique commune remplace le cloisonnement et l'antagonisme des diverses économies nationales en Europe. »

Ces divers textes mènent à la même conclusion : le réarmement est déjà admis, tacitement, par l'immense majorité des Allemands. Il marque, pour eux, la consécration de l'indépendance de l'Allemagne, de sa souveraineté retrouvée, le début de sa participation, en égale, aux rencontres internationales. Les critiques socialistes et syndicalistes ne portent que sur les modalités de sa réalisation. J'ai rencontré des socialistes qui y restent absolument hostiles, et, de même, le sont les pacifistes. Les militaires et les militaristes n'aiment pas du tout cette armée européenne qu'on est en train de fabriquer ; ils veulent une armée allemande... On veut laisser à Adenauer et aux partis qui l'appuient la responsabilité de l'opération, rien de plus. Même, on peut trouver que la résolution adoptée par la conférence syndicale n'est guère courageuse. On a voulu faire l'unanimité, et on l'a faite au prix d'une dérobade ; car même si l'on admet que c'est le peuple allemand tout entier qui doit, en fin de compte, décider, cela n'empêchait nullement les délégués de se prononcer, franchement.

Une grande puissance sans armée, ce serait



quelque chose de jamais vu et, dans les circonstances présentes, quand c'est un Etat soi-disant socialiste qui est la puissance la plus militaire et la plus militariste, il est difficile même de l'imaginer. Au temps de la Révolution d'Octobre, quand les bolcheviks appuyèrent leur appel aux peuples pour la paix par un désarmement total, ils se virent contraints, par les Allemands d'abord, puis par les alliés, de refaire une armée pour défendre leur révolution.

Peut-on dire, d'ailleurs, qu'en ce moment l'Allemagne n'a pas d'armée ? Elle en a plusieurs, celles des occupants dont l'entretien grève assez lourdement son budget. Et il est intéressant de noter que ceux qui s'opposent le plus fermement au réarmement sont aussi ceux qui insistent le plus pour que les soldats américains et anglais demeurent en Allemagne. J'avais eu plus d'une occasion de le constater : j'en trouvai confirmation dans le récit d'un correspondant du *Times*, qui ajoutait : « Une allusion au réarmement n'anime pas le regard de l'interlocuteur allemand ; on le considère plutôt avec appréhension et suspicion. » Pour conclure, ces impressions et remarques, citons celle, ironique, faite par un Allemand à un officier américain : « Eh ! quoi, notre démilitarisation c'est ce que vous avez le mieux réussi. Et maintenant vous voulez détruire ce remarquable succès ! »



Avec la communauté européenne de défense, c'est un morceau d'Europe qui se constitue, sous l'inspiration et la direction des militaires. La politique stalinienne y est certainement pour quelque chose. Ce n'est pas plus rassurant pour cela. Après la première guerre mondiale, des voix s'élevèrent de divers côtés, soulignant l'urgence de « faire l'Europe ». Mais il ne suffit pas qu'une conception soit raisonnable et profitable pour qu'elle se réalise. Quand Bismarck entreprit de faire l'Allemagne, son cynisme brutal s'exprima dans la formule « par le fer et par le feu ». L'Europe ne pouvait se faire, après la première guerre mondiale, que sur la base du socialisme. L'« utopie » était la seule voie pratique. Les Etats-Unis socialistes d'Europe, que Trotsky inscrivait à son programme de paix en novembre 1914, c'était le seul moyen de faire l'Europe — quand il y avait encore une Europe. Ce que le mouvement ouvrier n'a pas su faire se réalise aujourd'hui, partiellement et mal, par l'alignement sur des forces militaires.

Que fait Staline ? Que va-t-il faire ? Pourquoi laisse-t-il se constituer, sous ses yeux, un rassemblement de forces adverses ? Toutes questions qui montrent qu'il a toujours le pouvoir d'égarer l'opinion. Pourquoi se hâterait-il ? Sa manœuvre de paix est encore loin d'avoir épuisé toutes ses possibilités. Il l'a déclenchée dès qu'il a entrevu la menace, avec le mouvement des combattants de la paix, l'Appel de Stockholm, qui ont puissamment servi sa politique, créant les conditions qui lui ont permis, maintenant, d'avancer sa proposition de paix générale. Et d'amener les socialistes anglais, français et allemands à la prendre au sérieux. Il dissocie, trouble, affaiblit les alliances dressées contre lui ; neutralise la politique de fermeté qui l'inquiète. Entre les conférences présentes et la mise sur pied d'une armée européenne, il sait que de longs mois s'écouleront. Son intérêt n'est pas de précipiter les événements. Au contraire, les délais lui permettront d'utiliser les divergences qui surgissent encore, inévitablement, entre les nouveaux alliés, au besoin de les susciter et de les aggraver. Il continuera de parler de paix, laissant à ses exécutants l'emploi des moyens de chantage, de menaces, de terreur. Division du travail de la propagande.

## Menace d'offensive patronale

Bien que la question du réarmement soit devenue, au cours de l'année écoulée, une des préoccupations dominantes, le mouvement ouvrier n'a pas négligé ses tâches propres. La loi instituant la cogestion a été appliquée comme il était prévu : dans les aciéries et les mines où elle ne faisait d'ailleurs que consacrer un état de fait. La désignation du « onzième homme », c'est-à-dire l'arbitre en cas de conflit au sein des conseils d'administration des entreprises, n'a pas, jusqu'à présent, suscité de difficultés. Par une sorte d'accord tacite, délégués des ouvriers et des actionnaires ont, alternativement, pris la place.

Mais les dirigeants syndicaux n'ont pas cherché à étendre le bénéfice de la loi à d'autres industries, comme ils avaient projeté de le faire. Il semble que la longue campagne, appuyée d'une menace de grève générale, pour imposer le vote de la loi, ait épuisé, pour le moment, la capacité d'action des militants ouvriers en ce domaine, aussi bien que la revendication des ouvriers eux-mêmes.

Cette pause a permis aux employeurs de déclencher une offensive. Leur combativité s'était manifestée lors de la grève des ouvriers des métaux de Hesse. D'ordre de l'organisation patronale centrale, une résistance intransigeante fut opposée aux revendications des ouvriers. La grève se prolongea durant quatre semaines et ne se termina que par un demi-succès.

Mais cette combativité se développa sous une forme généralisée. Les « Länder » disposent d'une assez large autonomie et, dans plusieurs d'entre eux, une législation sociale établie dès 1945 accordait aux conseils d'entreprise des attributions importantes, concernant non seulement embauchage et débauchage, mais contrôle des prix, examen des livres de comptabilité par des experts désignés par les ouvriers. Les patrons étaient, à l'époque, très faibles ; il était relativement facile aux ouvriers d'imposer leurs revendications.

La situation est toute différente aujourd'hui. L'activité qui a permis un rétablissement économique rapide a favorisé le développement des syndicats ouvriers ; mais, parallèlement, les organisations patronales, quasi inexistantes au début, ont retrouvé une part de leur puissance ancienne, et elles font sentir leur pression.

Sous prétexte d'unifier les diverses législations sociales des Länder, elles ont fait soumettre au parlement un projet de loi qui, s'il était voté, reprendrait plus ou moins ouvertement les attributions essentielles des conseils d'usine. Devant cette menace, la centrale syndicale déclencha une agitation étendue à tout le pays, appelant les ouvriers à la résistance. Car il ne s'agit pas seulement de reprendre ce qu'on a concédé en 1945, quand les efforts des travailleurs étaient glorifiés et qu'on reconnaissait qu'ils étaient les artisans « de ce qu'on appelle aujourd'hui le miracle économique de l'Allemagne ». La récente loi sur la cogestion est elle-même menacée. « La résistance patronale va toujours en augmentant : on veut empêcher la réalisation de la cogestion dans les autres branches économiques et administratives. »

Deux tentatives de scission ont été amorcées. La première par les staliniens qui, ayant quelque force dans les syndicats des métaux, ont essayé de créer une Fédération syndicale dont ils auraient la direction. L'opération s'annonçait difficile : ils y ont renoncé. L'autre, encore dans la phase préparatoire, émane des chrétiens. Ils y sont poussés par Adenauer qui aimerait avoir une organisation syndicale dévouée à sa politique, et plus encore par les dirigeants de l'Internationale syndicale chrétienne, impatiente d'avoir une section alle-



mande. Les militants chrétiens hésitent à quitter l'organisation unifiée. Ils s'y sont taillés une bonne place et ils savent fort bien profiter des possibilités que leur présence à des postes de direction leur offre.

A. ROSMER.

## Belgique

### LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE A L'EPREUVE

Rien n'est dangereux, en matière syndicale, comme de dresser le bilan hâtif d'un mouvement. Si je m'y risque, ce n'est qu'en laissant ouvert un poste où la sagesse inscrira peut-être tout ce qu'elle aura pu tirer de l'expérience. Mais, pour l'immédiat, la dernière entreprise de la Fédération Générale du Travail de Belgique se solde par une grosse désillusion.

#### La situation à la fin de 1951

Reprenons cette affaire par le début.

En 1950, l'affaire de Corée avait déclenché, en Belgique comme ailleurs, une brusque inflation des prix. Le gouvernement Pholien, pour en atténuer les conséquences psychologiques, fut forcé de prendre certaines dispositions économiques, particulièrement pour les produits de consommation figurant dans la liste des produits relevés pour l'établissement de l'index des prix de détail. Les mercuriales du gouvernement, notamment pour ce qui concerne la viande, demeurèrent pratiquement sans effet, les commerçants intéressés refusant de les observer ; mais ce furent les prix officiels qui furent repris à l'index. D'autre part, pour compenser le manque à gagner des agriculteurs pour ce qui concerne le bétail et la laiterie, le gouvernement établissait un régime de protection en fermant les frontières aux importations étrangères de fruits et légumes — qui ne figurent pas à l'index — favorisant les paysans, mais provoquant ainsi un renchérissement sensible du coût réel de la vie. Il n'y avait pas que le facteur psychologique qui poussait le gouvernement à agir de la sorte, il y avait aussi le fait que, dans la plupart des industries, les salaires sont basés sur les fluctuations de l'index, et qu'il fallait empêcher à tout prix le déclenchement de la fameuse spirale inflatoire.

Mais le monde ouvrier fut rapidement alerté et la F.G.T.B. proposa à son Comité National du 10 octobre 1951 les revendications suivantes :

1° Prélèvement de 2 milliards sur les bénéfices exceptionnels, à répartir de la façon suivante :

- a) 500 francs pour tous les travailleurs masculins adultes et les chefs de famille ;
- b) 400 francs pour les femmes et les célibataires de 18 à 21 ans ;
- c) 300 francs pour les travailleurs de moins de 18 ans ;
- d) le solde du prélèvement devra être affecté au financement d'une politique de logement.

2° Adaptation des pensions de vieillesse sur la base de 26.000 francs à l'indice 400 pour un ménage, en supprimant les inégalités actuelles selon les années de naissance, et en prévoyant l'adaptation automatique des taux des pensions au coût de la vie. Discussion immédiate d'un projet de loi prévoyant pour les pensionnés du régime général une pension égale à 75 % de la rémunération moyenne de la carrière et confiant la gestion des caisses aux travailleurs ;

3° Généralisation du régime des congés supplémentaires ;

4° Prorogation, jusque fin 1952, de la loi protégeant les locataires.

Ces revendications répondaient aux besoins de toute la classe ouvrière. A telle enseigne que les confédérations libérale et chrétienne furent obligées de reprendre, sous l'une ou l'autre forme, l'essentiel de ce programme.

Pour le réaliser, la F.G.T.B. eut recours à une stratégie ingénieuse autant que généreuse. Il y avait alors, en Belgique, environ 250.000 chômeurs, c'est dire qu'il y avait de nombreux secteurs industriels où la situation était loin d'être brillante et où la grève n'aurait pas apporté le moindre résultat. Par contre, il y en avait d'autres dont les carnets de commandes étaient garnis pour longtemps. Les trois centrales des industries de pointe : la sidérurgie, les mines, le bâtiment — ou plutôt les cimenteries et les industries chimiques — constituèrent un cartel, pour la réalisation, au profit de tous, des revendications de la F.G.T.B. Le secteur « Gazelco », des Services publics, se joignit au cartel.

Ce programme, tout au moins dans sa forme, échappait à la compétence des Commissions paritaires d'industrie. Tout au plus, aurait-il pu trouver une solution au sein de ces conférences du travail très à la mode dans l'immédiat après-guerre. Il fut mis au compte du gouvernement, responsable d'ailleurs des tripotages de l'index. Celui-ci tenta de s'en dégager, mais la remise des préavis de grève, dans les secteurs désignés, l'obligea à composer. Après avoir provoqué une réunion entre les délégués ouvriers et patrons et enregistré la carence de ces derniers, le ministre du Travail, Van den Daele, engagea la responsabilité du gouvernement par les déclarations suivantes :

« Les pensions. — En attendant le vote d'une loi revisant le régime des pensions de vieillesse et en vue de supprimer l'inégalité existante depuis la loi de décembre dernier, des mesures seront prises pour fixer uniformément la pension sans distinction d'âge à 25.000 francs pour deux conjoints.

« Les loyers. — Le gouvernement a déjà élaboré un projet prorogant la loi existante. Ce projet sera présenté dès la rentrée au Parlement.

« Les salaires. — Une proposition transactionnelle d'augmentation extraconventionnelle des salaires de 50 centimes à l'heure (100 francs par mois pour les appointés), pour 6 mois, a été discutée et n'a pas été acceptée par la délégation patronale.

« M. le Ministre déclare que le gouvernement espère encore que ce refus n'est pas définitif. Il priera les Commissions paritaires de se prononcer sur cette proposition transactionnelle.

« Il déclare que le gouvernement estime que l'économie belge dans son ensemble peut supporter cette charge.

« Le gouvernement appuie la proposition transactionnelle, il donne l'assurance qu'en tout état de cause, les travailleurs recevront à dater du 1<sup>er</sup> novembre l'augmentation de 50 centimes à l'heure (100 francs par mois pour les appointés) ou un avantage pécuniaire équivalent. Un avantage du même ordre sera accordé aux allocataires sociaux (non compris les pensionnés de vieillesse et les bénéficiaires d'allocations familiales visés à d'autres paragraphes). Quant aux agents des services publics, de conditions modestes, tant en activité que retraités, le gouvernement soumettra à bref délai des propositions au Comité Interdépartemental de Consultation Syndicale.

« Vacances supplémentaires. — Les délégations syndicales estiment que l'octroi des vacances com-



plémentaires doit, dans l'avenir, être fondé sur la carrière totale de l'intéressé.

« La délégation patronale déclare qu'elle veut maintenir le principe de la fidélité dans l'entreprise et l'assiduité au travail.

« Le Ministre du Travail a décidé de demander au Conseil Paritaire Général de se prononcer sur cette question lors de sa prochaine séance.

« Il prendra les dispositions nécessaires afin qu'en tout cas, à 21 ans, et pour autant que le travailleur puisse prouver cinq ans d'assujettissement à la Sécurité sociale, il doit bénéficier d'un congé complémentaire de 2 jours ; après 10 ans, 4 jours ; après 15 ans, 6 jours. »

Les calculs ont permis d'évaluer à 2 milliards 400 millions le financement des concessions ainsi faites par le gouvernement. Mais les patrons sortaient indemnes de la bagarre. Les 50 centimes de prime horaire pouvaient être retenus sur la cotisation à verser à la Sécurité sociale.

Cette capitulation de certains membres du gouvernement devant les prétentions syndicales amena — le prétexte fut facile à trouver — la démission du gouvernement et... sa reconduction avec quelques changements. Mais M. Van den Daele conserva son portefeuille.

Comme certains discours cachaient mal les intentions d'en revenir à une politique antisociale : réarmement d'abord, refonte de la Sécurité sociale, nécessité d'abaisser les prix de revient, le bureau de la F.G.T.B., dès le mois de janvier 1952 :

« Constate que l'incohérence de sa politique économique, qui a eu pour conséquence un accroissement désastreux du chômage, a fait tomber le gouvernement Pholien ;

« Rappelle que la F.G.T.B. a, à de nombreuses reprises, fait des propositions constructives concernant la politique des prix, le commerce extérieur et la résorption du chômage ;

« Souligne qu'à aucun moment il n'a été tenu compte de son point de vue ; ce qui a amené notamment le retrait de la F.G.T.B. de la Commission des Prix.

« Le Bureau considère que tous les engagements pris au Conseil Paritaire Général extraordinaire du 20 octobre, et plus spécialement en matière de pensions et vacances, doivent être tenus sans délai.

« En ce qui concerne les salaires, le Bureau considère que le 30 avril le problème se reposera de nouveau conformément à ce qui a été convenu au Conseil Paritaire Général Extraordinaire. »

Voilà, pour les antécédents.

## La F.G.T.B. menace

Les engagements du ministre du Travail avaient été tenus pour ce qui concerne les primes aux salariés et allocataires sociaux ; la loi sur les pensions a été votée, portant celles-ci à 25.000 francs et supprimant certaines inégalités. Un nouveau projet de loi a été déposé par le gouvernement portant la pension à 26.000 francs. Le 9 avril, la Chambre des Députés a voté un projet de loi sur les vacances supplémentaires.

Le 1<sup>er</sup> avril, le Bureau de la F.G.T.B. vote la motion suivante :

« Considérant la situation découlant des engagements du 20 octobre 1951.

« Considérant la résolution adoptée le 18 mars 1952 dans laquelle le Bureau a fixé les positions de la F.G.T.B.,

« Considérant que le texte de cette résolution a été transmis au premier ministre en même temps

qu'au ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à la direction du F.I.B. ;

« Considérant que le 26 mars une demande d'audience pour une délégation du Bureau a été adressée au premier ministre par les soins du secrétariat,

« Qu'une proposition d'entretien avec une délégation de la F.G.T.B. avait été adressée à la F.I.B. (1) en date du 19 mars,

« Constatant que, jusqu'à ce jour, aucune réponse n'a été donnée ni par le premier ministre ni par la F.I.B. aux deux demandes formulées.

« Que le premier ministre semble avoir voulu donner publiquement une réponse aux revendications de la F.G.T.B., par son discours prononcé le 28 mars devant le Conseil Général du Parti Social Chrétien.

« Le Bureau a estimé devoir porter, à son tour, le débat devant l'opinion publique,

« Le Bureau, précisant ses revendications, réclame l'octroi d'une prime de 800 francs pour l'année 1952.

« Maintient les autres revendications reprises dans l'ordre du jour du 18 mars et notamment la liquidation des congés complémentaires calculés sur la base des années de travail en opposition au principe de l'ancienneté dans l'entreprise ou la profession. »

Et le 5 avril, le Comité National précisait les revendications nouvelles : prélèvement de trois milliards sur les bénéfices capitalistes. Au moyen de ce prélèvement, il sera octroyé pour les huit mois restant à courir de l'année 1952, à tous les travailleurs tant du secteur public que du secteur privé, ainsi qu'aux allocataires sociaux, une prime de huit cents francs. Le solde servira au financement de l'extension des congés complémentaires de 1952.

Cette fois, la Confédération des Syndicats Libéraux ne s'embarqua pas sur la galère : prélèvement, c'est-à-dire expropriation, de trois milliards sur les bénéfices capitalistes, c'est dur à avaler par des gens qui se recommandent du libéralisme économique, mais la Confédération des Syndicats Chrétiens, sans invoquer une telle formule révolutionnaire, rallia la thèse d'une participation des travailleurs au revenu sous forme d'une prime. Et c'est ainsi que, pour la première fois, les deux grandes confédérations entamèrent des pourparlers pour une unité d'action et de revendication. De part et d'autre, il fut entendu que l'on poursuivrait par la grève si c'était nécessaire la réalisation des revendications, et dans la formule du cartel des Quatre Grands qui avait été arrêtée par la F.G.T.B. Et, pour ce qui concerne cette dernière, toutes les centrales syndicales donnèrent leur accord à la constitution d'un pool financier auquel chaque centrale participerait au prorata de ses membres.

Dans ce conflit, il y a deux éléments importants : d'abord, le principe du prélèvement sur les bénéfices capitalistes ; ensuite, l'unité de front de la F.G.T.B. et de la C.S.C. La prime de 800 francs n'avait qu'une valeur circonstancielle, le retrait des 50 centimes au 1<sup>er</sup> mai devant coïncider avec le retrait d'une tranche de 2,5 % déterminée par la baisse de l'index. Au point de vue tactique, il y avait le fait nouveau que quatre centrales allaient se battre pour tous les travailleurs, puisque même les non-syndiqués et les allocataires sociaux devaient bénéficier du fruit de leurs efforts.

(1) La Fédération des Industries Belges, l'ancien Comité central industriel, est le groupe patronal des grosses industries de base. Beaucoup de patrons adhèrent plutôt à la Fédération des classes moyennes, étroitement réactionnaire.



## L'action avorte

Cette action avait soulevé énormément d'intérêt auprès des militants. Peut-être moins auprès des travailleurs, au moins dans certaines régions du pays. La bataille intéressait surtout la partie wallonne du pays : les mines, la métallurgie, les cimenteries, les industries chimiques. Tandis que toute la partie flamande est fortement touchée par le chômage.

Le Conseil Paritaire Général fut convoqué pour le jeudi 14 avril, avec à l'ordre du jour : 1° attribution d'une prime à tous les travailleurs pour l'année 1952 ; 2° application de la décision du 20 octobre 1951 en matière de congés complémentaires.

La réponse patronale fut négative et ne laissait aucun espoir. La thèse des dirigeants de la F.I.B. est un credo chanté à la légitimité du profit capitaliste : « Il est faux de prétendre que même si l'industrie avait fait des bénéfices exceptionnels, c'est l'ensemble des travailleurs du pays qui doivent y trouver la source d'une augmentation de salaire. »

D'ailleurs, dans le memorandum adressé par la F.I.B. au premier ministre, les patrons ferment toutes les issues : « Toute solution comportant de nouvelles charges, directes ou indirectes, pour l'industrie doit être radicalement exclue. Toute solution impliquant, sous quelque forme que ce soit, un prélèvement sur les bénéfices de certaines entreprises, en vue d'une redistribution à des fins syndicales ou sociales, doit être radicalement abandonnée. »

C'est dans ces conditions que les préavis furent remis. D'après l'ordre de remise des préavis, les secteurs désignés, dans certaines contrées, devaient partir le premier jour, soit le 5 mai, les autres suivraient dans l'ordre : la grève devait être complète dans les quatre secteurs pour le 8. Déjà, des officiers du génie inspectaient les usines à gaz et d'électricité. Et dans tous les secteurs industriels les dirigeants prenaient des dispositions en vue du chômage forcé résultant de l'arrêt des tramways et de l'insuffisance de gaz ou d'énergie électrique. Tout le dispositif semblait devoir jouer à coup sûr.

Pourtant, la presse, certainement inspirée soit par les milieux patronaux, soit par le gouvernement, lançait des ballons d'essai. Il était question de compromis. Appelant des démentis et des affirmations d'aller jusqu'au bout. Le Comité National de la F.G.T.B. fut convoqué le 2 mai pour discuter les « propositions en vue de la prochaine réunion du Conseil Paritaire Général » qui devait se tenir le même jour.

Ce fut Paul Finet qui fit rapport sur les dernières tractations en dehors du cadre du Conseil Paritaire : il fallait abandonner le principe du prélèvement de trois milliards sur les bénéfices capitalistes ; il n'y avait guère de chances non plus d'obtenir l'incorporation des 50 centimes dans les salaires ; il était question seulement de l'immunisation d'une tranche d'index de 2,5 % pour les industries dont les conventions étaient basées sur le rattachement à l'index pendant deux ou quatre mois, ou d'un avantage équivalent. Peut-être pourrait-on défendre l'idée d'une souscription en faveur de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché. Pendant plusieurs heures les délégués ouvriers avaient discuté et défendu leur point de vue, sans autre résultat que l'éventualité, sans la moindre assurance à cet égard, d'une prise en considération des propositions ci-dessus.

Personne ne fut convaincu, personne ne fut indigné, personne ne cria « aux armes ! ». La formule même du cartel, si belle en elle-même et qui pouvait être si efficace, interdisait à ceux qui n'en

étaient pas toute prise de position énergique. Et, du côté des Quatre Grands, il n'y eut aucune réaction violente. Les négociateurs s'étaient engagés à présenter et à défendre ces propositions minima aussi bien du côté de la F.G.T.B. que de la C.S.C. Un seul orateur flamand, des métallos d'Anvers, apporta un peu de chaleur dans ce frigorifère. Au vote, il n'y eut pas une voix pour accepter ces propositions, mais confiance fut donnée aux délégués de poursuivre à la réunion du Conseil Paritaire qui devait se tenir le soir les pourparlers afin d'en tirer le maximum.

Le Comité National se réunit à nouveau le lendemain. Il n'y avait guère d'espoir de voir modifier sensiblement les propositions qui avaient été exposées la veille. Ce seraient les commissions paritaires professionnelles qui seraient appelées à se prononcer et ainsi s'effondrait cette magnifique formule du cartel des quatre qui, étant la seule efficace dans les conjonctures que traverse l'industrie belge, n'en était pas moins fort prématurée. Les préavis de grève étaient donc suspendus pour quinze jours, période au cours de laquelle les commissions paritaires devaient se prononcer.

## Les résultats

Le Conseil Paritaire Général fut à nouveau réuni le mardi 6 mai sous la présidence du ministre du Travail. Un accord fut signé sur les bases suivantes :

1° Pour mettre fin au conflit actuel, la F.I.B. recommandera aux fédérations industrielles, soit d'immuniser une tranche de 2,5 % de la diminution des salaires résultant du jeu normal des conventions collectives pendant une période pouvant aller de 2 à 4 mois, soit d'accorder un avantage équivalent, dont la nature et les modalités seront librement décidées par chaque commission paritaire.

2° La F.I.B. recommandera également aux fédérations industrielles d'appliquer, dans un esprit libéral, la loi sur le régime des vacances complémentaires en 1952.

3° La F.I.B. recommandera, enfin, aux entreprises ayant distribué en 1952 des dividendes sur les bénéfices réalisés en 1951, de souscrire, à concurrence de 10 % de ces dividendes, des obligations de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché ou de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne étant entendu que le gouvernement s'engage à favoriser cette souscription par des aménagements fiscaux.

4° L'établissement de relations confiantes entre employeurs et travailleurs postule le respect intégral des conventions collectives librement conclues.

5° La délégation patronale insiste, une fois de plus, sur l'impossibilité totale d'accroître encore, dans les circonstances actuelles, les charges tant directes qu'indirectes qui pèsent sur l'économie du pays.

6° Les délégations patronale et syndicales sont d'accord pour examiner dans le calme et sans aucune pression extérieure une série de problèmes d'ordre général qui conditionnent la vie économique et sociale du pays. Cet examen, auquel le gouvernement devrait participer, porterait, notamment, sur la situation économique réelle du pays, sur les mesures à préconiser pour la consolider, sur les moyens à utiliser pour accroître la productivité, en vue d'améliorer le standing de vie de la population belge, sur la situation du régime de la Sécurité sociale et sur d'autres problèmes qui pourraient être soulevés au cours de ce débat.

7° Le gouvernement s'est déclaré disposé à prendre des mesures analogues en faveur des alloca-



taires sociaux qui ont bénéficié de l'allocation temporaire (chômeurs, estropiés et mutilés, accidentés du travail et victimes de maladies professionnelles, malades et invalides).

8° Les commissions paritaires sont invitées à se réunir d'urgence.

Cet accord est suivi de commentaires qui engagent notamment le gouvernement pour l'application de certaines mesures dans les secteurs faibles de l'économie.

Le lendemain, un Comité National de la F.G.T.B., aussi découragé que les précédents, adopta avec résignation cet enterrement d'une tentative héroïque de faire admettre le principe de

redistribution des bénéfices capitalistes, de voir s'élever la solidarité des forts envers les faibles, et de voir unies dans l'action les deux grandes confédérations syndicales du pays.

Ce que décideront les commissions paritaires n'a pour ainsi dire plus aucune importance. Il ne s'agira de toute façon que d'une petite gratification de trois ou quatre cents francs. Mais cet échec est une douche froide bien faite pour réveiller ceux qui ont cru que le patronat était mûr pour les grandes formules sociales nouvelles. Cette affaire aura des échos, aussi bien à la base qu'au sommet. Et ce ne sera déjà pas si mal.

Jean de BOE.

## POUR UN INTERNATIONALISME EFFECTIF

### Intensifions la Souscription pour les Tunisiens

Notre appel en faveur des Tunisiens victimes de la barbarie coloniale a été entendu. Il importe cependant qu'il le soit davantage.

Il n'y a plus seulement, en effet, que les familles de ceux qui au cap Bon virent leurs maisons dynamitées et leurs biens détruits, qui sont à secourir, il y a maintenant aussi celles des milliers de Tunisiens qui ont été jetés dans les prisons ou les camps de concentration et se trouvent, de ce fait, incapables d'assurer par leur travail la subsistance de leurs femmes et de leurs enfants.

Et, plus que jamais aussi, il est nécessaire d'affirmer par ce geste de solidarité que tous les Français ne sont pas aveuglés par la folie colo-

niale. Qu'il y en a au moins quelques-uns qui ne partagent point la croyance en la supériorité de leur « race de seigneurs » et qui savent que les seuls coupables de racisme sont les peuples qui oppriment, non ceux qui cherchent à se débarrasser de leurs oppresseurs.

Souscrivez donc tous, amis lecteurs de la « R.P. » ! Aidez les syndicats ouvriers de l'Union Générale Tunisienne du Travail (U.G.T.T.), auxquels nous envoyons les fonds recueillis, à soutenir les familles des internés, des emprisonnés, des déportés !

#### La Révolution prolétarienne

#### LE MARTYROLOGE DES PEUPLES SOUMIS A LA DOMINATION FRANÇAISE (Suite et à suivre)

**TUNISIE.** — Le 28 avril un Arabe est tué à Sousse par le tir d'une mitrailleuse. Aucune explication n'en est donnée.

Sans doute le mitrailleur voulait-il se faire la main ?

**ALGERIE.** — Le 14 mai, à Orléansville, le « service d'ordre » tire sur des Arabes venus accueillir le chef du « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » Messali Hadj.

Deux tués.

#### SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS

##### Deuxième liste

Autuche (Haute-Loire) 500 ; Cordier (S.-et-O.) 800 ; Duperray (Loire) 500 ; Groupe unitaire démocratique Enseignement (Loire) 500 ; Section du S. N. Instituteurs (Loire) 10.000 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 1000 ; Auriol (Haute-Garonne) 500 ; Raoul (Alpes-Maritimes) 100 ; Polcher (Loire) 300 ; Ledur (Loire) 300 ; Des anciens de l'Insurgé de Lyon 300 ; D. Martinet (Paris) 1000 ; Delaunay (Seine-Inférieure) 500 ; Anonyme (U.S.A.) 1000. — Total : 17.300 fr.

Première liste ..... 10.120  
Deuxième liste ..... 17.300

Total au 20 mai ..... 27.420

## DOCUMENT

Président de la République, Gouvernement français et Résident général à Tunis ne cessent de répéter qu'ils veulent bien des réformes en Tunisie, mais « dans le cadre du traité de 1881 ».

Ils signifient par là qu'ils entendent rester dans le régime du « protectorat ».

Et c'est bien ce que comprennent les Tunisiens, avec désespoir ou révolte.

Cependant que personne ne se demande ce que dit le traité en question.

Or, 1° le mot de protectorat NE FIGURE PAS dans le texte du traité ;

2° le traité se présente, de toute évidence, comme une convention circonstancielle et temporaire.

#### TRAITE DU 12 MAI 1881

Le gouvernement de la République française et celui de S.A. le Bey de Tunis, voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux Etats et sur le littoral de la Tunisie, et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une convention à

cette fin, dans l'intérêt des deux hautes parties contractantes.

En conséquence, le Président de la République française a nommé pour plénipotentiaire M. le général Bréart qui est tombé d'accord avec S.A. le Bey de Tunis sur les stipulations suivantes :

Article premier. — Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la République française et S.A. le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

Art. 2. — En vue de faciliter au gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, S.A. le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral. Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires française et tunisienne auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

Mohamed ESSADOQ, Général BREART.



# REFLEXIONS sur LENINE

En ma qualité de vieille abonnée et de très assidue lectrice de la *Révolution prolétarienne*, je me permets de vous demander la publication de certaines considérations qui m'ont été suggérées par l'article de B. Sarel, paru dans le numéro de novembre de votre revue, et notamment par la fin dudit article où l'auteur, parlant de Lénine, affirme qu'il ne s'adonnait jamais aux attaques personnelles. Si je me sens autorisée et même tant soit peu qualifiée à faire des réserves à propos de cette affirmation, ce n'est pas seulement parce qu'il m'est possible de citer des faits qui la contredisent, mais aussi pour des raisons psychologiques. Je ne suis pas seulement une des personnes qui ont « connu » Lénine avant et après les révolutions de Février et d'Octobre — donc dans des milieux et à des époques bien différents — mais aussi et surtout parce que sa psychologie, sa mentalité m'ont toujours beaucoup intéressée ; c'est pourquoi je l'ai observé de très près.

Lénine a été pour moi une espèce d'énigme dès le premier jour où je l'ai connu. Je me demandais souvent si la simplicité qui était si accentuée en lui était l'expression de sa nature, de son tempérament ou si c'était une attitude qu'il s'imposait pour ne pas être « dévié », pour pouvoir se concentrer — et concentrer les autres — sur un seul et unique problème, la stratégie de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne.

Cette espèce d'étude, je l'ai commencée bien avant que Lénine fût devenu célèbre et intéressant aux yeux de ceux pour qui un homme devient grand et intéressant à partir du moment où il devient puissant. C'est ainsi que je me souviens d'avoir échangé des notes avec Lénine pendant les interminables discours qu'on prononçait aux réunions de Zimmerwald, comme à toutes les réunions dont des intellectuels russes firent partie.

Lénine connaissait la matière et le point de vue de l'orateur s'ennuyait, et moi, qui devais traduire les discours et en assimiler très vite le contenu et la tendance, je m'impatientais à cause des répétitions. C'est ainsi qu'à une de ces réunions Lénine me fit parvenir un billet ainsi conçu : « Chère camarade Balabanoff, pourquoi hésitez-vous à vous joindre à notre fraction bolchevique ? Vous êtes une si bonne révolutionnaire, si proche de nous autres. » Je ne me souviens pas si oui ou non je répondis par écrit ; je me souviens seulement d'avoir souri, intérieurement et extérieurement.

A cette époque-là je ne savais pas grand-chose des divergences au sein du mouvement marxiste russe ; je n'en connaissais seulement que les manifestations théoriques, polémiques ; c'est surtout dans les réunions internationales ou à l'occasion des conférences publiques que j'eus l'occasion d'entrer en contact avec la social-démocratie russe. Toujours est-il que si j'avais formulé alors la raison de mon refus, j'aurais probablement commencé par dire que la façon dont les bolcheviks étaient et résolvaient les problèmes — même les plus compliqués — me paraissait par trop simpliste.

Pourtant au fur et à mesure que les réunions avec les bolcheviks devenaient plus fréquentes, ils étaient parmi les initiateurs et les collaborateurs les plus zélés du mouvement zimmerwaldien, surtout à ses débuts (et ceci, comme j'ai pu le cons-

tater à maintes reprises, parce que Zimmerwald devait, selon leurs plans et calculs, détruire la Deuxième Internationale et faire élargir la division du mouvement ouvrier socialiste et syndical).

D'autres « phénomènes » psychologiques attirèrent mon attention. C'était par exemple l'application de deux poids et deux mesures : l'individu ou le groupe en question en assumant une attitude donnée était proclamé révolutionnaire, s'il était bolchevique, et, traître, s'il ne l'était pas. Frappée par cette injustice, j'en demandai l'explication à Lénine. « Il ne faut pas donner une interprétation subjective, me dit-il, au terme traître. Il ne s'agit pas d'une trahison subjective ; l'individu qui la commet pourrait bien être honnête ; mais son activité comme telle est nuisible au mouvement, c'est pourquoi il en résulte une trahison. »

« Mais, lui répliquai-je, dans ma naïveté d'antan, comment voulez-vous que les ouvriers qui lisent votre tract fassent cette distinction ? Pour eux, le traître est traître, individu abject qui se fait payer par les ennemis de la classe ouvrière pour l'induire en erreur. » « Eh bien ! tant pis », murmura-t-il pour toute réponse.

Ce qui me frappa aussi très souvent avant et après la Révolution dans l'attitude de Lénine, c'était l'énorme intérêt — je dirai même le souci — qu'il manifestait à l'occasion du vote d'ordres du jour, dont l'importance était minime et qui ne pouvaient avoir aucune influence sur le mouvement révolutionnaire. Je me demandais alors comment un homme de l'envergure de Lénine pouvait perdre autant de temps, d'énergie pour des questions si insignifiantes comme, par exemple, la victoire d'une fraction du minuscule mouvement social-démocrate russe, à l'étranger, sur une autre. C'est en observant la « cuisine » de la fraction bolchevique à toutes les réunions internationales que j'ai pu me convaincre de la participation directe, vigilante, constante de Lénine à toutes les décisions, même les plus menues, des bolcheviks.

Tous les ordres émanaient de lui, toutes les manœuvres, tandis que la plupart du temps il chargeait d'autres membres du groupe de les exécuter, notamment Radek ou Zinoviev. Mais jamais on n'aurait osé se prononcer sans l'avoir préalablement consulté et ceci a usé littéralement du terme. Quand il s'agissait de réunions auxquelles il ne pouvait participer, comme par exemple des conférences de femmes ou de la jeunesse, il se rendait au local où elles avaient lieu, suivait et dirigeait la tactique de ses disciples, délégués à ces réunions. Ceux-ci quittaient de temps en temps les travaux de la conférence internationale pour le consulter. Du reste cet état de choses n'était pas secret ni du tout dissimulé.

La réunion des socialistes restés internationalistes qui eut lieu à Zimmerwald en 1915 avait été précédée et préparée par une conférence internationale (illégal naturellement) des femmes socialistes dont le manifeste et la déclaration sur les principes et le but du mouvement servirent de base aux déclarations faites plus tard par les participants à la réunion de Zimmerwald. Les bolcheviks avaient pris part aux travaux préparatoires de la réunion des femmes socialistes ; ils avaient approuvé les déclarations et les résolutions qui de-



vaient être soumises à l'approbation de la conférence ; ils profitèrent de l'occasion pour présenter un ordre du jour dont ils savaient qu'il ne pouvait être voté par la majorité des délégués. Par leur attitude les bolcheviks avaient mis la conférence dans une des impasses les plus tragiquement dangereuses pour le mouvement socialiste international. Cette conférence dont la convocation et la réalisation avaient imposé d'énormes sacrifices, et exposé à un réel danger de mort les délégués des pays belligérants, devait prouver que la guerre n'avait pas brisé les liens qui unissaient les exploités, les révolutionnaires des différents pays. Le manque d'unanimité dans une déclaration de ce genre équivalait à la confirmation de toutes les assertions démagogiques des nationalistes, de tous les fauteurs de la « trêve des classes ». Les bolcheviks, tout en sachant cela, persistèrent dans leur refus de signer la déclaration. Ce fut alors qu'on décida de suspendre les travaux pour qu'une délégation pût conférer avec Lénine. Le résultat obtenu fut un compromis.

La même situation avec des détails encore plus ébouriffants se reproduisit à la réunion de la jeunesse que nous convoquâmes quelques semaines après la réunion des femmes. La même impasse fut créée par les bolcheviks avec la présentation du même ordre du jour, suivie de la même suspension des travaux, du même envoi d'une délégation chez Lénine obtenant le même résultat.

A ce propos il me souvient de l'angoissante exclamation d'un jeune socialiste allemand qui s'était rendu à la conférence, bravant de multiples obstacles et le danger d'être fusillé pour avoir traversé la frontière en temps de guerre. « Que pourrai-je dire à mes camarades dans les tranchées ? C'est là l'Internationale ! Nous risquons nos vies pour nous unir à nos camarades d'autres pays dans l'affirmation de notre inébranlable foi dans la solidarité internationale, et eux, ces chefs bolcheviks, ils nous exaspèrent et nous découragent par leur sabotage, par leurs extorsions ! ».

Aujourd'hui personne ne prend au sérieux les expulsions des communistes de leur parti, les excommunications de Moscou. Tout au plus, c'est, dit-on, « tel maître, tel valet ». Ceux qui aujourd'hui se mettent au service du Kremlin savent bien de quoi il s'agit. Quand leur tour arrive ils ne font que subir le traitement qu'ils ont infligé aux autres ; et ils ne demanderaient pas mieux que de pouvoir continuer à l'infliger.

Il n'en fut pas toujours ainsi : quand des communistes de bonne foi étaient obligés d'abandonner les rangs, au début du régime, à cause d'incompatibilité morale ou politique, ou pour d'autres raisons, ils tâchaient de se persuader et de persuader les autres que les « déviations » du bolchevisme dataient de l'époque où eux-mêmes avaient commencé à s'en apercevoir, à se prononcer contre. Il en est de même pour la ligne de démarcation qu'ils voudraient établir entre les régimes léniniste et stalinien.

Les individualités des deux dictateurs sont aussi différentes que le rôle joué par chacun d'eux, ce sont des entités incommensurables. L'ascendant exercé par Lénine était aussi grand que la répulsion et la méfiance suscitées par Staline. Cela explique pourquoi cette ligne de démarcation surgit dans l'imagination ou dans la conscience des meilleurs parmi les ex-communistes. Aussi est-il difficile d'associer l'image qu'on s'est faite de Lénine, en tant qu'individu et révolutionnaire, avec les aberrations monstrueuses qui se perpétuent au nom du prétendu communisme. Et pourtant il ne s'agit que du développement, de l'épanouissement de ce qui a été semé par Lénine. « La fin justifie

les moyens. Pour frapper l'ennemi tous les moyens sont bons. »

..

Puisque je suis parmi ceux qui aimeraient pouvoir affirmer que cette ligne de démarcation a existé ou existe, il m'en coûte énormément de devoir le nier. Nous, nous tous qui avons été les contemporains, les témoins, les collaborateurs, ne fût-ce que pour un instant, du régime qui a causé la débâcle du mouvement révolutionnaire tout entier, qui a causé et continue de causer d'indicibles souffrances, des humiliations sans pareilles à d'innombrables êtres humains, nous avons le *devoir* de dire la vérité, d'entraver la diffusion de mensonges et de légendes.

Quant à moi, personnellement, qui ai été la première à rompre définitivement avec le communisme, ayant quitté la Russie en 1921 et ayant répondu aux insistances du comité central du P.C.R. que je n'entendais pas être « complice de ceux qui déshonorent et détruisent le mouvement ouvrier international », je ne cesse de me demander comment un homme de la droiture morale de Lénine, de son envergure, d'un dévouement total au bien-être de l'humanité, a pu être l'artisan d'une parodie exécrable qui a mené au suicide, à l'étouffement, à la trahison en théorie et en pratique de l'idéal dont il avait préconisé le triomphe, auquel il avait immolé son existence, auquel il avait sacrifié et était prêt à sacrifier tout ce qu'un être humain peut sacrifier à une cause. Tragédie énorme, considérable, qui dépasse de beaucoup une tragédie individuelle ; elle réclame la plume d'un Dante, d'un Goethe, la parole flamboyante d'un Jaurès, l'ironie cuisante d'un Bernard Shaw. C'est un témoignage par le document, un témoignage irréfutable de l'impuissance de la volonté humaine lorsqu'elle sert à la logique des choses créées par nous-mêmes et dont le développement ne peut être arrêté par leurs créateurs.

« La fin justifie tous les moyens » a abouti à la substitution du but par les moyens, à la trahison du but, à l'oubli de son existence dans le passé. Et parmi ces moyens introduits et sanctionnés par Lénine dans le présumable intérêt du but, la calomnie, la diffamation ont joué un rôle non secondaire. « Calomniez, calomniez. »

Dans le domaine des moyens à user pour faire triompher une thèse bolcheviste, Lénine était le partisan à outrance, le vulgarisateur de la maxime dont les bolcheviks ont fait leur code : « Le But justifie les Moyens », dont la variation moins connue mais appliquée avec volupté était : « Ce qui nuit à nos ennemis est utile à nos amis », ou bien encore : « Pour frapper nos ennemis, tous les moyens sont bons ».

Le camarade Sarel se trompe en voulant exclure de l'arsenal des moyens propagés et appliqués sur une vaste échelle par Lénine celui de la calomnie, de la diffamation personnelle. De ces exemples, l'histoire du bolchevisme abonde, et jamais on n'aurait pu en user sans le consentement de Lénine. Jamais. Je me borne à un seul exemple, dont j'ai été témoin dans toutes les phases de son développement.

Pendant la Révolution d'Octobre et tout de suite après l'établissement du nouveau régime, les murs des cités russes étaient placardés d'affiches disant : « Vivent les héros de la Révolution Internationale, Serrati, Höflund, Liebknecht ! » Tous ceux qui ont suivi les événements pendant et après la première guerre mondiale se souviennent du rôle unique joué à l'époque par le parti socialiste italien. Seul parmi les partis des pays belligérants il se prononça contre la guerre, pour la reconstruction immédiate de l'Internationale. La création du mouve-



ment zimmerwaldien était due à son effort, à sa participation, aux sacrifices du parti tout entier. A une époque où le régime bolcheviste ne comptait ni amis ni défenseurs, même au sein du mouvement ouvrier ; à un moment où l'on s'attendait à l'écroulement du nouveau régime, le parti socialiste italien s'était solidarisé avec la jeune république dite des ouvriers et des paysans. Les bolcheviks, dont l'espoir pour la consolidation du régime et la propagande se basaient sur la solidarité internationale prolétarienne, se servaient toujours de l'exemple de l'Italie, de son ardente sympathie pour convaincre les ouvriers russes de persister dans leur lutte. C'est pourquoi le nom de Serrati — alors directeur du journal du parti socialiste italien et le plus influent des membres de son exécutif — était non seulement sur les murs, mais dans les cœurs, dans la mémoire de beaucoup de militants. Zinoviev, président de l'Internationale, s'en servait inmanquablement. Lénine, comme tous les autres membres du gouvernement qui connaissaient le mouvement international, en parlait avec la plus grande admiration, en public comme dans les conversations privées.

Pour diminuer l'isolement et le boycottage de la république, pour ébranler l'hostilité générale envers elle, Serrati avait réussi en 1920 à faire envoyer par le gouvernement italien une commission d'étude en Russie. Elle était composée de socialistes de gauche et de droite, de citoyens n'appartenant à aucun parti, de techniciens employés par la ville de Milan, etc. Les bolcheviks voulurent en profiter immédiatement pour leur objectif principal : la division du mouvement socialiste. Serrati — sur l'obéissance duquel ils avaient compté en raison des preuves de dévouement à la cause ouvrière qu'il avait données — s'y opposa catégoriquement. Alors une guerre des plus acharnées, une guerre sans merci fut déchaînée contre lui. Du jour au lendemain, de leader révolutionnaire par excellence, il était devenu le traître à la cause révolutionnaire. Et cela dans un pays sans presse, sans possibilités quelconques de se défendre. Par une ruse à laquelle Lénine prit directement part, Serrati et moi, les deux adversaires irréductibles de manœuvres contre l'unité du mouvement socialiste, avec d'autres membres de la commission italienne, fûmes éloignés de Moscou pour donner le temps aux bolcheviks d'ouvrir leur plan d'attaque contre Serrati. Dans ce but on fit venir d'Italie d'autres socialistes, des antiparlementaires pour que l'attaque contre Serrati vint de deux côtés. De plus on choisit parmi les membres de la délégation italienne deux individus dont on connaissait la vulnérabilité et les faiblesses pour les lancer en notre absence contre la même proie. Quand nous revînmes à Moscou tout était prêt.

Serrati, inflexible, défia la toute-puissance de Lénine, de Zinoviev, brava l'impopularité, le mépris, les calomnies, les dérisions, les insultes. Les journaux bolcheviques, qui avaient été créés pour la besogne, publièrent les accusations les plus mesquines, les plus vulgaires sur le compte d'un homme dont les instigateurs de la campagne connaissaient, appréciaient et avaient naguère fait apprécier le désintéressement, le courage, le dévouement révolutionnaire. C'est dans cette atmosphère que se passa le premier congrès de l'Internationale.

Les bolcheviks avaient intérêt à ce que leurs laquais fussent en Italie avant Serrati pour faire accepter, en son absence, les directives de Moscou et pour chercher à les discréditer aux yeux des masses. Quelques jours après la clôture du congrès, Serrati, Zinoviev, Boukharine et moi nous nous trouvions à causer de son départ. Zinoviev et Boukharine tâchaient de le persuader de rester encore à Moscou. Serrati insistait sur la nécessité de ren-

trer au plus vite en Italie. Outre le travail et la responsabilité, une autre circonstance l'induisait au retour, disait-il. Il raconta que pendant la guerre un Italien qui se disait pacifiste lui avait été recommandé par le correspondant viennois du journal socialiste que Serrati dirigeait à Milan. En sa qualité de commerçant, ce pacifiste avait la possibilité de voyager en temps de guerre et se chargeait de servir de facteur entre le correspondant et la rédaction du journal. Il devint l'habitué de la maison.

Un jour que Serrati, devant déménager, se préparait à faire un emprunt à la banque, son hôte lui offrit la somme en question remboursable en quelques mois. Lorsque le terme fut écoulé, le créancier ne se présenta pas ; Serrati conçut des soupçons. Il mit immédiatement l'exécutif du parti au courant et s'empressa de déposer la somme chez un notaire en sommant l'individu de venir la retirer. « En même temps, nous disait Serrati à Moscou, j'ai stipulé avec le notaire qu'il m'informe de l'apparition chez lui de l'individu. Si mes soupçons sont confirmés, je veux lui donner une bonne leçon, pour que cette canaille sache comment sont traités des misérables comme lui. » Zinoviev interrompit Serrati en lui disant : « Et pour une chose comme celle-ci tu veux partir ? Reste, ne bouge pas, il n'en vaut pas la peine. » Et Boukharine, sur le même ton de camaraderie : « Si ce n'est que cela ! Nous autres bolcheviks avons subi bien d'autres histoires de ce genre. Balivernes. Un révolutionnaire comme toi ! »

En rentrant en Italie, Serrati continua à défendre l'unité et l'intégrité du mouvement socialiste, à dénoncer et à stigmatiser les méthodes bolcheviques. Les attaques contre lui redoublèrent, tous les organes de presse communistes durent les reproduire dans tous les pays. A l'entrée du Kremlin où Lénine passait plus d'une fois par jour, une brochure illustrée attirait l'attention, c'était l'image d'un perroquet qui était censé représenter Serrati. La brochure contenait les attaques les plus mensongères, les plus vulgaires des adversaires et ennemis de classe du leader socialiste. A la veille du second congrès pour lequel les bolcheviks avaient mobilisé toutes leurs forces et où il s'agissait de résoudre la « question italienne » en excommuniant Serrati, les journaux communistes de tous les pays, notamment ceux de Moscou, publièrent la nouvelle du « leader socialiste Serrati acceptant de l'argent d'un agent de police ». Coup de grâce de l'exécutif présidé par Lénine, couronnement de la campagne diffamatoire ! Les mêmes camarades qui avaient assuré Serrati de l'insignifiance de l'épisode qu'il leur avait raconté avaient donné l'ordre à leur agence à Rome, la Tass, de répandre la nouvelle, en lui donnant l'interprétation voulue par les bolcheviks. Tout cela pour se débarrasser d'un adversaire qui n'était devenu tel que par dévotion à la cause.

Lénine qui avait pour Serrati une sympathie particulière, qui l'appréciait énormément et le considérait comme un des révolutionnaires des plus fidèles, avait inspiré et dirigé cette odieuse chasse à l'homme, au camarade.

Dans une nécrologie que Zinoviev eut la cynique impudence d'écrire à l'occasion de la mort de Serrati, il déclara que les bolcheviks avaient été forcés de mener cette violente campagne contre lui, car il avait trop de bonnes qualités, il jouissait de trop de confiance dans les milieux prolétariens pour qu'on puisse se débarrasser de lui sans recourir à ces moyens.

Angelica BALABANOFF.

New York, janvier 1952.



# LES NOTABLES ONT VOTÉ

L'élection sénatoriale du Rhône a présenté quelques particularités qui méritent d'être relevées.

Peuplé par un million d'habitants, le très petit département du Rhône comprend tout d'abord un important groupe urbain — plus de 700.000 âmes — ayant Lyon pour centre et, pour banlieue, une ceinture de villes industrielles.

De même qu'au moyen âge le faubourg, siège des marchands, l'emporta sur le bourg, où résidaient soit le seigneur laïque soit le seigneur religieux, la banlieue ouvrière de Lyon tend à l'emporter sur le chef-lieu. La population de Lyon décline lentement mais sans arrêt, tandis que la banlieue s'étend et se peuple.

Le Rhône possède en outre plusieurs villes de moyen commerce et de moyenne industrie : Givors, Tarare, Villefranche-sur-Saône, etc.

Les communes vraiment rurales diffèrent largement entre elles.

Au sud, une fois Givors dépassé, le Midi commence. Ampuis et Condrieu — à moins de 200 mètres d'altitude — cultivent des primeurs et produisent des vins remarquables, riches en alcool.

Au contraire, au nord, dans le canton de Monsois, le climat est rude. A Propières (700 mètres d'altitude) le blé ne mûrit que fin août et parfois la neige a déjà fait son apparition quand on arrache les pommes de terre.

Le *Paysan en sol*, le fameux *Paysan*, majestueusement au singulier, comme aimait à écrire le grand et doux Marc Bloch, est une fiction, dans le Rhône comme ailleurs. Par contre, on y connaît une majorité de ruraux violemment réactionnaires. Le département a sa Vendée dans les Monts du Lyonnais, les Monts de Tarare, le Haut Beaujolais. Là l'école publique recule constamment devant l'école privée confessionnelle, impulsée et contrôlée de très près par un clergé batailleur dont l'audace grandit avec le succès.

Je dirai enfin que Lyon est animé d'un esprit particulariste qui se manifeste en tous domaines. La grande cité mystique connut un modernisme spécifiquement lyonnais très différent du modernisme des abbés Loisy, Denis ou Laberthonnière. Dans le monde du travail, le cartel autonome du bâtiment, refusant de rejoindre soit la C.G.T. soit la C.G.T.U., occupa une place de premier ordre dans le mouvement ouvrier. Et notre ami Dommanget — que Riazanof voulait voir s'installer à Lyon — m'a dit que l'étude de la franc-maçonnerie et des clubs révolutionnaires lyonnais ne manquerait pas d'intérêt.

Longtemps, dans le Rhône, les élections sénatoriales se bornèrent à un duel extrêmement serré entre les radicaux et les « modérés », les radicaux étant obligés d'inscrire un socialiste sur leur liste afin de pouvoir l'emporter.

Maintenant tout est changé. Au point de vue sénatorial, le Rhône vit sous le signe de la proportionnelle et il a cinq représentants. Censément « moralisateur », le nouveau système a plutôt favorisé les marchandages et les intrigues. Le niveau des candidats ne s'est pas relevé — loin de là.

Vu la composition sociale du département, la formation des listes est difficile car il s'agit de capter des suffrages d'une étonnante diversité. Dans chaque camp on cherche à avoir un agriculteur plutôt bon teint, un ouvrier plus ou moins honoraire, un industriel pas trop « gros », quelque universitaire point trop défraîchi, un membre repré-

sentatif des classes moyennes, etc. Les chances des sortants sont grandes.

..

En 1948, les réactionnaires urbains, partisans de Grande Andouille, et les réactionnaires ruraux ayant à leur tête un ultra nommé Delorme font liste commune. Ils obtiennent 466 voix et deux élus.

En ce temps les hommes de la troisième force redoutent le coup d'Etat (gaulliste ou stalinien). Les socialistes ne présentent aucun candidat et votent pour les radicaux et ces derniers recueillent 368 voix et ont un siège.

Le M.R.P. n'a pas encore pour lui l'appui décidé du clergé. Aussi le parti des chauves-souris recueille-t-il seulement 196 voix. D'où un siège.

Les staliniens obtiennent 191 voix et un siège.

Enfin une vague liste d'action démocratique (?) n'obtient que 22 voix.

..

En 1952, Grande Andouille cesse d'avoir le vent en poupe. Ses longs discours d'adjudant Flick déplaissent. Il n'est pas assez « paysan », au gré des ruraux réactionnaires. Mais ces derniers, seuls, ne peuvent rien. Dès lors l'alliance de 1948 est maintenue, Delorme devenant tête de liste. Lassagne qui était un candidat très représentatif (chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, agrégé de l'Université) n'occupe plus que le deuxième rang.

Delorme, Lassagne (et les trois bouche-trous qui leur font cortège) forment, prétendent-ils, la « Liste d'Union républicaine de Défense du franc ». Cela ne veut rien dire mais, pour les imbéciles, ça ronfle agréablement et produit son petit effet.

La profession de foi des réactionnaires d'extrême droite confine à l'anérissement intégral. Elle se compose de courts paragraphes que n'unit aucun lien logique. Le style en est très vague. Les candidats alignent, d'une façon sentencieuse, des affirmations gratuites qu'ils prennent sans doute pour des vérités éternelles. Cette stupidité ne surprend pas. Elle est en quelque sorte congénitale. Ruraux ou citadins, les réactionnaires sont en général des grotesques pleins de fatuité ; ils s'expriment avec la solennité des fantoches — Dambreuse, Martinon, le père Roque, — de *l'Education sentimentale*. Lisez, en effet, ces pauvretés :

« Toutefois il serait vain de supposer (?) que le pays puisse être sauvé sans un effort de tous ; les bonnes volontés ne seront jamais trop nombreuses pour faire face aux sectes partisans (??) plus soucieuses de leurs privilèges (??) que des intérêts du pays. »

Et là-dessus, sans transition, nouveau couplet sentencieux, nouveaux clichés :

« Nous pensons qu'il importe de réformer enfin la Constitution de 1946. La révision de nos institutions devra consacrer la séparation des pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire ; le rétablissement de l'autorité gouvernementale et l'équilibre (?) des assemblées parlementaires. »

Nos sauveurs du franc se gardent bien de parler de la guerre d'Indochine qui a provoqué l'inflation qu'ils veulent juguler. Ils flagornent l'électeur :

« Nous savons bien qu'il s'agit pour vous qui êtes délégué d'élire à cette occasion (*sic*) des hommes dont le caractère et le sérieux constituent des qualités de bons administrateurs, plutôt que de choisir des étiquettes de partis » (re-*sic*).



Il n'est pire politiciens que ceux qui se défendent de l'être. Et comme la politique électorale dégrade tout ce qu'elle touche nous voyons l'agréé Lassagne écrire des stupidités de commande qui, pour être de commande, n'en sont pas moins des stupidités.

Les élocubrations de nos réactionnaires n'ont pas obtenu le succès qu'ils en attendaient. Ils n'ont recueilli que 357 voix contre 466 en 1948. Le déchet est sensible.

D'une élection à l'autre, les candidats du M.R.P. ont gagné 50 voix. Ils les ont prises à Deiorne.

Les M.R.P. du Rhône sont plus nuls encore, si possible, que leurs adversaires. On dirait parfois qu'ils sortent d'un asile d'aliénés tellement leurs phrases hachées manquent de la cohésion la plus élémentaire. Lisez plutôt :

« Avant d'accorder votre voix (à qui ?) souvenez-vous des promesses démagogiques !

« Certains (?) candidats vous promettaient :

« moins d'impôts ; des économies ; une politique de construction, une meilleure politique agricole, etc.

« ONT-ILS FAIT MIEUX QUE LES AUTRES ?  
(qui, ils ? quels autres ?)

« La vie a-t-elle diminuée (sic) depuis les élections ?

« Ils (?) ont voté des dépenses nouvelles sans les recettes correspondantes.

« Le train de vie de l'État n'est pas encore diminué. »

Etc., etc., etc.

Nos M.R.P. ne sont guère modestes. Ils se décernent des compliments pharisaïques et louent très fort leur cher Schuman.

Par contre, ces répugnants jésuites ne disent pas un mot de la sinistre politique colonialiste et cléricale dont ils ont pris la direction, où ils occupent toutes les positions dominantes et où ils se veulent inamovibles. Cette omission volontaire les caractérise. Tartufes ils étaient, Tartufes ils sont. Tartufes ils restent ! Les yeux au ciel et la main sur le cœur naturellement. Profondément méprisés, les M.R.P. n'ont pas gagné une voix à gauche. C'est réconfortant !

Maintenant rions un bon coup car un militant triste ne sera jamais qu'un triste militant.

Doudou Herriot n'est pas le classique bon gros que la caricature a rendu célèbre. Doudou est moirinaire. Doudou n'aime que ceux qui l'encensent. Doudou s'entoure volontiers de médiocres ne pouvant lui porter ombrage. Et ainsi Doudou se fait des ennemis.

Un certain Chambareteu, zèbre prolix du type Gaudissart, a été exclu du parti radical et du R.G.R. D'un naturel rouspéteur, Chambareteu a fondé un petit canard, *Le Rhône républicain* où il étrille consciencieusement, chaque semaine, l'épiphant du radicalisme. Et ma foi, au pays de Guignol et de Gnafron, ça rend. La liste Chambareteu a obtenu 106 suffrages.

Les rigolos ayant l'habitude de se prendre très au sérieux, Chambareteu se cite volontiers et pose au prophète.

Il a prévu Pinay et alors en avant les gros titres : « Il faut soutenir M. Antoine Pinay.

« La chute de M. Pinay ce serait la faillite du franc. »

Tout le reste est à l'avenant.

Du camp des pitres passons à celui des radicaux.

La liste radicale comprend les noms des universitaires Pinton et Schiff. Où diantre ces messieurs ont-ils appris à écrire ? Leur prospectus est terne, solennel et vide. Le lieu commun, la banalité sentencieuse y triomphent. Ainsi : « la route périlleuse de l'inflation », « l'évanouissement des

moyens de trésorerie et de crédit », « trainer la France dans l'orbite de la Russie communiste » (!!!), « fuir toute équivoque ».

Reconnaissons pourtant que la profession de foi des radicaux est moins bête que celle des réactionnaires et moins canaille que celle des M.R.P. Les disciples d'Herriot parlent de la guerre d'Indochine, en montrant la gravité, mais ne sont pas sincères quand ils écrivent en caractères gras. « La France (sic) lutte contre le péril communiste en Indochine comme les Nations Unies le font en Corée ».

Non. Le gouvernement français — stalinien compris, — a voulu, en 1946, reconquérir l'Indochine et replacer les autochtones sous le joug que colonialistes et cléricaux faisaient peser sur eux. Cette entreprise se heurtant à des difficultés croissantes, les réactionnaires entendent néanmoins la poursuivre. A cet effet, ils évoquent le « péril communiste » qui, s'il existait, serait leur œuvre. Voilà la vérité simple et nue.

Le topo radical comporte un éloge final, en gros caractères, de l'idole : « Nos candidats se recommandent du grand républicain et du grand Français Edouard Herriot. »

Résultat : les enfants d'Edouard perdent 36 voix d'une élection à l'autre (368-332). Ils comptaient bien avoir 2 élus. Leur déception est cruelle ; ils maudissent le détestable et astucieux Chambareteu.

Le stalinien Dupic garde son siège mais perd 19 voix (191-172). Là comme ailleurs — pourtant les circonstances étaient très favorables — le nombre des sympathisants a diminué parce que les staliniens sont à la fois bêtes et compliqués ; plus exactement bêtes à force d'être compliqués. L'appareil prend des hommes intelligents et les transforme en crétins 100 pour 100. Les fameux « chefs » ne savent pas dire simplement des choses simples. Ils sont prolixes et obscurs. La longue profession de foi de Dupic est aussi nulle que prétentieuse.

Nulle également — parce que vide de tout contenu — est celle des socialistes S.F.I.O. Autant, lors des élections cantonales, j'avais aimé les déclarations franches et claires du citoyen Hornung, autant je trouve minables, et indignes d'un parti qui se dit prolétarien, celles des candidats sénatoriaux qui ont eu le toupet de se dire socialistes. Ils ont recueilli 37 voix ; ils n'en méritaient pas une.

..

Pour finir, philosophons quelque peu.

A Lyon, comme ailleurs, et depuis longtemps, les élections sénatoriales offrent cette particularité frappante que l'électeur ne s'abstient pas. Ce notable, tout pénétré de son importance, accomplit son « devoir civique » (qu'il dit) avec une componction et un sérieux impayables. Or il n'est souvent qu'un médiocre se repaissant de lieux communs et tenant des propos dignes de Pipelet ou de Joseph Prudhomme. Il lui manque l'alerte scepticisme de l'homme du peuple.

L'abstention populaire étant toujours chargée de sens, le suffrage universel est infiniment plus clair, plus significatif et surtout infiniment plus intelligent que celui des notables. D'où cette conclusion que le Sénat est nuisible et doit disparaître.

..

Inutile d'épiloguer. Le Sénat est, par position, une force conservatrice et corrompue au service du capitalisme et de la réaction. Les canailles qui veulent augmenter ses prérogatives savent bien ce qu'elles font.

A.-V. JACQUET.

Blacé, 20 mai 1952.



## Un congrès de rassemblement et d'action

Les propos que nous publions ce mois-ci ont été rédigés pour notre dernier numéro, avant le congrès de l'Union F.O. de la région parisienne, avant le Comité Confédéral National F.O.

Nous nous contentons cependant de quelques suppressions, nous réservant de tirer plus à loisir les leçons des dernières assises confédérales. Les idées que nous défendons, les observations que nous présentons, l'appel que nous lançons demeurent dans l'essentiel, et même si de récents débats ne justifient pas tous nos espoirs, nous maintenons notre confiance dans les militants de base de F.O. qui parleront au congrès si nous savons les toucher.

Sur le congrès de l'Union de la région parisienne, nous publions un compte rendu de notre ami Bonnaire à qui nous reprocherions peut-être — défauts de jeunesse — d'être trop sévère et trop modeste. Trop sévère car la « pagaie » qu'il déplore n'a pas dépassé, n'a pas même atteint la ration ordinaire de désordre dans un congrès de syndicalistes libres. Bien au contraire, j'ai apprécié la densité de nombreuses interventions — d'autant plus que leurs auteurs n'étaient pas des « débats » expérimentés. Trop modeste, car il ne dit rien de la deuxième séance consacrée à l'orientation, pour ne pas être obligé de se citer lui-même. C'est dommage pour lui et pour d'autres. Nous aurons l'occasion de réparer cette omission... peut-être volontaire.

D'autres sans doute exposeront leurs observations sur le C.C.N. A lire le compte rendu, à entendre ceux qui y participèrent, si nous ne sommes pas entièrement satisfaits, nous pouvons nous féliciter d'une opposition unanime à la politique gouvernementale et patronale — et d'une opposition solidement accrochée aux thèses officielles sur la productivité. Si l'affaire du BEDES n'est pas liquidée comme nous le souhaitons, elle reste à l'ordre du jour, ce qui n'est pas un résultat négligeable.

Mais la conclusion des débats sur l'Afrique du Nord nous afflige profondément. Que la majorité du C.C.N. ait voulu concilier les intérêts de l'Union F.O. de Tunisie (constituée essentiellement par des fonctionnaires et agents français) et ceux des travailleurs tunisiens, qu'elle ait même envisagé l'accord avec l'U.G.T.T., c'était peut-être pour elle la position ultime qu'elle n'aurait pu dépasser que par un saut révolutionnaire. Mais il y a le préambule de la motion dirigée contre les démarches de la Confédération Internationale intervenant directement en Afrique du Nord, hors des organes de la C.G.T.-F.O. Au nom de l'internationalisme, par réaction contre le « nationalisme arabe » nos amis s'y sont unanimement ralliés. C'est-à-dire qu'ils ont justifié les privilèges de la nation colonisatrice, qu'ils ont donc consolidé le « nationalisme français » le plus réactionnaire. Par un synchronisme providentiel, leur voix prend place dans le concert orchestré par la Résidence de Tunis, où figure toute la presse bourgeoise : du *Monde* neutraliste au *Rivarol* pétainiste, antisémite et... furieusement « anti-américain ». Le C.C.N. de F.O. s'insurge contre la C.I.S.L., tandis que les politiciens français menacent l'O.N.U. et les U.S.A., coupables de mépriser la « grandeur française » qu'un général grand... par la taille a voulu et veut

encore personnifier. Voilà qui éclairera peut-être nos débats sur le syndicalisme américain et l'esprit de Zimmerwald. Contentons-nous de dire aujourd'hui à nos amis dont l'internationalisme refuse au peuple tunisien de disposer librement de lui-même : PAS ÇA ET PAS VOUS !

Aujourd'hui nous ne voulons penser qu'au prochain congrès de la C.G.T.-F.O. Qu'il soit un congrès efficace, comme celui de la Federation of Organized Trades tenu à Chicago en octobre 1884 qui prépara le premier mai 1886 — comme celui de la C.G.T. tenu à Bourges en 1904 qui prépara le premier mai 1906. Qu'il soit un congrès de rassemblement et d'action.

### LA VOIX DES UNIONS DE SYNDICATS

A un syndicaliste américain qui l'interrogeait sur le remède à la crise du mouvement français, un de nos amis répondait : Il faudrait ici créer un C.I.O. Idée intéressante. Il est vrai que la création du *Congress of Industrial Organisations* en 1935 aboutissant à grouper tous les ouvriers des grandes entreprises, hors des vieux syndicats de métiers, a provoqué un tournant décisif dans l'évolution du syndicalisme américain. Mais aux U.S.A., des villes requièrent des entreprises et des industries — et les unions industrielles sont assez denses pour rassembler tout le prolétariat de grandes cités. On trouverait sans doute des phénomènes semblables dans certains centres miniers du Nord ou du Centre, dans la métallurgie de l'Est, chez Michelin à Clermont-Ferrand. En général cependant la masse syndicale et syndiquée, en France, reste beaucoup moins homogène en son origine et ses activités. C'est toujours l'Union des syndicats, héritière de la Bourse du Travail de Pelloutier, qui se présente en son principe comme le groupement de classe le plus pur.

Il est vrai que depuis 1914, les Unions dans la vieille C.G.T. ont perdu de plus en plus d'influence au bénéfice des Fédérations d'industrie. Nous avons cru entrevoir une évolution en sens contraire dans la C.G.T.-F.O. Dans les deux C.G.T. rivales de 1921 à 1935 les secrétaires d'Unions auraient pu porter le képi galonné du préfet et la crose de l'archevêque. Ils représentaient la politique confédérale, personnifiaient l'infaillibilité confédérale. Seulement la scission de 1947 — quoi que l'on ait prétendu — fut une révolte des militants de base contre les hommes d'Etat du sommet. La masse n'a pas suivi, prétend-on. C'est qu'elle a adhéré aux syndicats, plus par respect et par crainte des politiciens que par confiance en ses propres forces. Mais cette minorité, séparée des stalinien, chassée des bâtiments, groupée « sous les tentes », attendait plutôt des prophètes et des apôtres que des fonctionnaires du sacerdoce. On s'en aperçut aux premiers comités nationaux confédéraux. La voix des Unions dominait les débats. Je l'entendis nettement en deux manifestations témoins. Lorsque fut décidée la grève générale du 25 novembre 1949 ; lorsque Le Bourre, représentant la minorité, fut maintenu à la Commission exécutive confédérale, malgré sa démission. Et les remous qui bousculèrent les projets du bureau confédéral — particulièrement sur le plan de la politique européenne — s'expliquent par la même cause. Alors l'affaire du



BEDES s'éclaire. Il fallait surtout en finir avec les improvisations, les votes imprévisibles de militants qui, ne comptant que sur eux-mêmes, vivant dans l'incertitude et l'instabilité, se familiarisaient avec le risque et s'exprimaient selon les inspirations mouvantes d'une « salutaire inexpérience ». En finir non par la vénalité qui sous sa forme brutale n'atteint que les consciences déjà amollies et rongées. On a choisi une corruption plus subtile. Les subventions financières ? Système encore dangereux. Le financier qui fournit les crédits en laisse la libre disposition à l'entrepreneur. Et celui-ci se libère souvent par l'ingratitude et l'insolence, en débiteur solidement installé. Non, il fallait laisser les militants « sous la tente », mais les délivrer des soucis de la propagande. La boutique livre du « tout fait », du « tout cuit ». Et par dessus le marché des idées générales. Poison lent, ce qui en dissimule la nocivité. Mais dont on peut interrompre la progression avant qu'il ne soit trop tard. Il suffit de ne pas mépriser ceux qui en toute bonne foi se sont laissés séduire par la facilité.

Nous avons signalé régulièrement les initiatives de l'Union parisienne qui n'a jamais subi l'influence de BEDES et dont les permanents sont demeurés assez jeunes pour que l'action directe ne soit pas pour eux une réminiscence attendrissante. Il nous faudra signaler celles de l'Union des Bouches-du-Rhône, qui s'est heureusement dégagée du BEDES. Nous ne connaissons pas suffisamment celles de nos amis de la Loire. Pas du tout celles des autres.

Que les militants départementaux se décident enfin à rédiger cette utile préface au congrès confédéral.

## LA PLACE DES SYNDICATS DE BASE

On a discuté très souvent de l'influence des Unions dans la centrale confédérale. Ce n'est pas exclusivement une question statutaire. En fait la Confédération n'est pas un groupement d'individus, mais de syndicats. Il ne serait pas mauvais d'étudier avec quelque attention la base même du groupement corporatif et son évolution. Nous assistons depuis trente ans à la primauté du confédéral. La scission a naturellement aggravé le mal que nous avons déjà signalé, dont la virulence cependant a atteint son maximum, lorsque l'unité syndicale semblait complètement réalisée — quoique la persistance depuis cinquante ans d'un mouvement chrétien ne soit pas négligeable. Lors du Rassemblement populaire victorieux en 1936, après la libération de 1944, on se syndiquait, parce que l'on adhérait à une politique confédérale ou qu'on la subissait. Le syndicat n'était plus que la section d'une sorte de grand parti syndical. C'est pourquoi nous avons pu écrire que l'on n'avait pas rompu en 1947 une véritable unité syndicale, mais dissocié un rassemblement ouvrier autour d'une bannière politique. Seulement l'opération a échoué parce que l'on a voulu d'abord hisser un autre drapeau et accrocher une autre banderole, c'est-à-dire que l'on a aggravé le mal. Par le jeu prévisible de la force d'inertie, des milliers de travailleurs sont restés à la C.G.T., soumis à une politique qu'ils n'approuvent plus. Et des milliers se décident silencieusement à voter contre cette politique, « avec leurs jambes », sans vouloir adhérer à une autre politique qu'ils n'approuvent pas ou ne comprennent pas. Le problème de l'unité touchera à sa solution, lorsqu'on aura isolé complètement la C.G.T., lorsque aucun travailleur ne discutera l'évidence de l'adhésion, par la C.G.T., à une politique de parti — et lorsque, de l'autre côté, on aura remplacé la pyramide sur sa base, c'est-à-dire que le travailleur rejoindra d'abord son syndicat corporatif, et retrouvera en renforçant celui-ci le chemin

de l'Union, de la Fédération, de la Confédération.

Ceux qui « repensent le syndicalisme » nous reprochent de rester attachés par sentimentalisme à des formations archaïques, que l'évolution a condamnées. Objection qui ne serait justifiée que si notre esprit conservateur avait empêché les transformations organiques du syndicalisme. Nous assistons au contraire, depuis trente ans, à de multiples expériences qui ont souvent changé la figure du syndicalisme sans renforcer la classe ouvrière. L'omnipotence des bureaux confédéraux et fédéraux, l'affaiblissement des unions, la création de syndicats d'industrie, d'unions régionales, les concentrations multipliant les échelons entre la base et le sommet, l'alourdissement statutaire des organisations « de masse » (!) — tout cela s'est accompli, avec notre accord ou malgré nos réserves ou notre opposition. Opérations dictées, non par les nécessités de la bataille, mais les intérêts d'une bureaucratie.

Il faudrait tout reprendre, en partant de la base, c'est-à-dire du syndicat corporatif. En ne cédant pas à ce déterminisme mécanique qui alignerait l'organisation ouvrière sur celle de l'industrie et de l'Etat. Si la classe ouvrière représente « l'anti-thèse », ce n'est pas seulement dans la vision apocalyptique d'une bataille finale et infernale, c'est aussi — surtout ! — dans la pratique quotidienne. Maintenir le syndicat de métier lorsque le machinisme avilit le métier, créer un syndicat unique d'entreprise lorsque la rationalisation isole une petite minorité de professionnels de la masse des manœuvres spécialisés, lutter pour l'autonomie de chaque service public lorsque l'étatisme pèse sur toutes les activités économiques, favoriser des échanges internationaux de marchandises et d'hommes lorsque le nationalisme autarcique renforce ses contraintes — c'est exactement la tendance d'un véritable syndicalisme révolutionnaire.

A la veille du congrès de la C.G.T.-F.O., alors que l'on envisage une nouvelle campagne pour l'unité syndicale — qui, espérons-le, sera moins décevante que l'opération de 1950 — c'est à la base qu'il faut regarder. *Pour examiner objectivement l'activité de F.O., pour connaître exactement ce qui vit vraiment hors de F.O. et de la C.G.T., pour chercher les possibilités de regroupement dans F.O. ou même hors de F.O.*

Nous parlons des unions départementales. Les syndicats de base sont-ils départementaux ? En d'autres termes le syndicat local est-il en voie de disparition, le syndicat d'entreprise inexistant ? Nous ne disposons pas du répertoire des syndicats de la C.G.T.-F.O. L'analyse de la représentation des syndicats au dernier congrès confédéral ne nous apporte que des résultats fragmentaires, incomplets, imprécis. Cependant, nous avons dénombré approximativement : dans l'Alimentation, 39 syndicats locaux sur 84 représentés ; dans le Bâtiment, 78 sur 123 ; dans les Cuirs et Peaux, 14 sur 24 ; dans les Industries Chimiques, 38 sur 50 ; dans les Métaux, 121 sur 146 ; chez les Employés, 35 syndicats locaux ; 41 dans le Textile. Dans la grande majorité des cas, ces syndicats locaux correspondent à des entreprises.

Dans la Fédération des Mineurs, les syndicats sont localisés dans les Bouches-du-Rhône, la Loire, en Maine-et-Loire (8 syndicats dont celui des Ardouaisiers de Trélazé riche de vieilles traditions syndicalistes), en Meurthe-et-Moselle (12 syndicats), en Saône-et-Loire. Au contraire dans le Nord et le Pas-de-Calais le syndicat départemental est seul représenté.

Dans la Fédération des Services publics, les syndicats locaux dominent largement. Il serait même intéressant de préciser quelles sont les villes où l'on compte un syndicat F.O. de Travailleurs municipaux ou communaux.



Énumération fastidieuse ? Peut-être. Mais moyen de repérage. La force numérique de chacun de ces syndicats et surtout ses possibilités de résistance aux politiciens locaux sont des éléments d'appréciation de l'indépendance de F.O. à la base. D'autre part les travailleurs municipaux ont l'avantage de se trouver en contact permanent avec toutes les catégories sociales. Ils peuvent donc jouer un rôle très important dans la propagande des Unions. A nos amis des villes énumérées de nous préciser si la réalité répond à nos désirs.

Dans la Fédération des Transports et dans celle des Travailleurs de l'Etat, la localisation demeure la règle, comme dans celle des Tabacs et Allumettes, celle de la Marine marchande et des Ports et Docks. Pour des raisons évidemment faciles à déceler. L'unité ici c'est la ville, l'établissement, la manufacture, le port. C'est également le cas pour la Fédération des Cheminots où l'unité reste le dépôt ou la gare.

La structure de l'Union de la région parisienne a obligé à une première centralisation — c'est-à-dire que ne sont représentés au congrès confédéral que des syndicats départementaux et régionaux. Quelques exceptions. Celle des Cheminots groupés encore par réseaux. Celle du syndicat de la Régie Renault. Celle de l'Alimentation de Boulogne-sur-Seine. Celles des syndicats d'établissements chez les Travailleurs de l'Etat...

L'organisation départementale dans les Métaux, les Hospitaliers, les Communaux, la R.A.T.P. apparaît d'ailleurs comme une petite fédération — c'est-à-dire que l'on réunit en congrès les délégués des sections d'entreprises, d'établissements, de communes, de dépôts.

C'est ainsi que se présentait la C.G.T.-F.O. lors de son deuxième congrès. C'est en partant de ces données qu'il faudrait examiner l'évolution de notre centrale : mesurer l'importance des changements qui se sont produits dans le nombre et la structure des syndicats de base. Sans doute, la question des effectifs n'est-elle pas négligeable. Mais elle n'est pas primordiale. La force de F.O. se mesure plus à la multiplicité de sa présence qu'à la densité de ses composants. Si les noyaux tiennent aux points décisifs leur rayonnement ne dépend plus que de la propagande et de l'action.

#### POUR QUE LES UNIONS VIVENT D'UNE VIE INDEPENDANTE

Tenons-nous en cependant, en ce premier examen, à l'organisation interne. On a souvent opposé les Industries privées aux Services publics. Je me suis attiré dans nos colonnes quelques gentillesse pour avoir écrit que la classification paraît quelque peu arbitraire, alors que les nationalisations, le dirigisme et les armements pèsent sur toute la production française. Réservons ce débat. Ce qui nous intéresse ici, c'est la participation aux Unions de syndicats. Les Services publics, les Transports, les Cheminots se groupent en syndicats locaux et départementaux particulièrement vivants, dont les militants animent souvent les Unions de syndicats. Les P.T.T. ne manifestent plus à la base une activité comparable à celle d'avant guerre ; mais ils ne sont pas absents des Unions. L'autonomie de l'Enseignement n'a laissé que quelques éléments très rares dans les Bourses du Travail — sauf pour les Centres d'apprentissage où le personnel d'enseignement technique comprend pas mal d'anciens militants de l'Industrie privée.

Les constatations sont beaucoup plus attristantes dans les Fédérations correspondant à des administrations d'Etat. Le syndicalisme des Fonctionnaires a introduit la notion de syndicat national, qui n'a pas de place statutaire dans l'organisation confé-

dérale. En dehors des instituteurs qui restent attachés au terroir, à la ville de l'Ecole Normale, les sections départementales des syndicats nationaux n'ont guère de vie indépendante. La présence dans les Unions, réalisée quelquefois par des militants convaincus, apparaît comme superflue à la majorité des adhérents. Il est d'honorables exceptions, dans la Fédération des Finances en particulier, dont les syndicats parisiens sont animés par d'excellents syndicalistes. Mais on attendait mieux de la Fédération des Travaux publics, d'abord parce qu'elle est dirigée par l'ami Lapeyre. Aussi, parce que les cantonniers, les agents des ponts et chaussées, les conducteurs de chantiers, les techniciens devraient sentir spontanément la nécessité de la liaison avec les ouvriers du Bâtiment et de la Métallurgie.

La vie des Unions dépend sans doute d'un équilibre entre les services publics et les industries privées. Nous n'avons pas cependant dans nombre de départements la possibilité d'un choix. Il faut utiliser les militants des Services publics, mais pour assurer la pénétration dans les Industries privées. Dans la période de transition que nous subissons, l'employé municipal ou le cheminot syndicaliste qui demeure sur place réussira plus facilement à pénétrer dans la mine, dans l'entreprise, sur le chantier, que le délégué fédéral qui pense à l'heure de son train avant de prononcer son « laïus » de propagande (1).

Faut-il cependant saluer comme un progrès la constitution de syndicats départementaux ? Nous ne le pensons pas. Car le département, unité administrative, n'est ordinairement pas une unité économique. Imposé dans la Seine par la mobilité de la population parisienne et l'importance des transports, le syndicat départemental, en province, ne correspond à une nécessité naturelle que dans les administrations publiques. Dans la majorité des cas il reste un groupement d'isolés ou une petite fédération. On nous répète que le syndicalisme pour renaitre doit s'accrocher de plus en plus au métier et à l'entreprise. C'est dire qu'il doit s'orienter vers le développement des syndicats d'entreprise ou des syndicats locaux de métiers.

On jugera nos opinions contradictoires. Nous désirons une vie plus intense des Unions départementales. Nous craignons la centralisation départementale. C'est que justement la simplification que la centralisation provoque aboutit à la hiérarchie organique, à la stabilité, à « l'institution » — c'est-à-dire à tout ce qui contrarie le mouvement. Une Union de syndicats pour conserver ou acquérir une vie autonome se distinguera par sa mobilité. Elle existera bien plus dans ses unions locales que dans ses bureaux de chef-lieu. Sans doute sera-t-elle présente là où s'est opérée la concentration industrielle ? Mais aussi là où s'opèrent les mutations économiques et sociales : entre le champ de betteraves et la raffinerie, sur la route qui mène le fils de paysan à l'usine ou qui ramène l'ouvrier à son jardin, dans la mine et dans le coron, là où persiste une vieille industrie artisanale, là où se construit une ville nouvelle. Dans son *Essai sur la condition ouvrière*, Michel Collinet attire l'attention sur la stabilité relative de la classe ouvrière. Il évalue à 7 % le nombre de fils d'ouvriers qui, en une génération, parviennent à des situations bourgeoises. C'est dire qu'un groupement de classe peut agir sous le signe de la durée, à travers les transformations économiques. A la condition qu'il soit tout autre chose qu'une simple projection sur le plan local des Fédérations d'industrie et des ad-

(1) La « R.P. » a reproduit le discours de Richou, secrétaire de l'Union de la Gironde au deuxième congrès F.O. Qui donc devinerait à le lire que ce militant est agent des P.T.T. ?



ministrations d'Etat — qu'il soit présent derrière le fils d'ouvrier devenu employé, agent de maîtrise ou fonctionnaire subalterne (10,5 % en une génération, selon Collinet), derrière le fils d'ouvrier à sa fin d'apprentissage, derrière le fils de paysan devenu manoeuvre, derrière le vieux travailleur, le travailleur immigré et le chômeur.

Nous ne forçons pas notre pensée. Nous reconnaissons volontiers l'importance des Fédérations d'industries et de services publics, mais nous ne leur accordons aucun rôle dans la préparation d'un congrès confédéral. La Confédération à leur égard devrait se maintenir dans une simple mission de coordination, d'arbitrage lors des querelles de compétences, de patronage et de solidarité. Sans doute, faut-il les consulter lors d'une action confédérale exceptionnelle — telle l'organisation d'une grève générale de 24 heures ? Ce n'est pas un phénomène ordinaire. Au reste, il s'agit non d'une décision déjà prise mais de son application.

D'ailleurs les Fédérations dominent dans la Commission exécutive. Elles exercent sur le bureau confédéral une influence permanente de porte à porte. Elles sont représentées au Comité National Confédéral. Le congrès devrait avoir pour principal effet : de libérer momentanément les syndicats de l'emprise des Fédérations et de les obliger à se déterminer seuls.

*C'est justement aux Unions départementales qu'incombe le soin d'assurer la représentation directe des syndicats. C'est aussi dans la mesure où les Unions rivent d'une vie autonome qu'il est possible d'envisager — non une politique du bureau confédéral — mais une tendance confédérale, une opinion confédérale, une action confédérale.*

Faut-il pousser jusqu'à la simplification extrême notre désir de clarté ? La Fédération concentrera toute son attention sur l'industrie ou le service public dont elle doit revendiquer la charge. C'est-à-dire qu'elle accordera la primauté à la technique la plus avancée, qu'elle engagera la bataille là où le métier, l'entreprise, le service sont placés dans les conditions les plus favorables, là où la revendication satisfaite provoquera de nouveaux progrès dans l'outillage ou la technique.

L'Union au contraire concentrera son attention sur le travailleur, et plus particulièrement sur celui dont l'adaptation aux transformations de la technique paraît le plus difficile et le plus douloureux. Et ce sont justement les conditions de cette adaptation qui pourront déterminer une action confédérale.

## AFIN D'OUVRIR LE DEBAT

C'est dans cet esprit que nous voudrions ouvrir la discussion sur le congrès confédéral F.O. Une double condition préalable. Que ce ne soit pas un monologue ! Que l'on tente à cette occasion d'unir dans un effort mutuel d'éclaircissement tous les amis proches ou lointains de la R.P., sans discrimination, ni exclusive.

Formulons simplement les thèmes qui nous paraissent essentiels :

1. — L'ORGANISATION. *Comment assurer la représentation directe des syndicats ou au moins la représentation des syndicats par des militants vivant localement dans le voisinage immédiat des syndicats.*

*Comme avant-propos : un examen de l'activité et des possibilités des Unions départementales et locales de syndicats.*

*Comme corollaire : des propositions concrètes pour assurer le contrôle permanent des syndicats sur l'activité confédérale. Nous nous sommes prononcés (en opposition à nos amis de la Loire) contre l'élection de la Commission exécutive confédé-*

*rale par le congrès, car en séparant pendant deux ans les mandataires des mandants, on favorise l'omnipotence d'une commission et d'un bureau. Mais notre opposition ne se justifie que si le Comité National Confédéral remplit fidèlement son rôle de contrôle — si les délégués des unions et des fédérations y représentent réellement les syndicats — si les unions sont largement représentées à la Commission exécutive.*

2. — LE PROGRAMME. *Qu'il soit étudié soigneusement, compte tenu des expériences réalisées par les syndicats et les unions. Il est des problèmes résolus par la délibération dont la solution doit être accomplie. Sans doute la défense des salaires demeure-t-elle de la compétence des fédérations. Mais il est une notion du salaire professionnel dont la diffusion relève de la confédération. Il faut en finir avec la duperie du salaire social dont la classe ouvrière supporte seule la charge. Il est des problèmes qu'il faut résoudre immédiatement : celui du logement par exemple, qui s'inscrit dans la chronique scandaleuse de la démocratie. Il est des problèmes obscurcis par des solutions empiriques, improvisées et provisoires : tel celui de l'apprentissage. Il est des problèmes humains beaucoup plus sérieux que celui de la productivité : tel celui de la discordance entre le rythme de vie et le rythme de travail (2). Il est des problèmes qu'il faut reprendre entièrement : tel celui des nationalisations.*

3. — L'ACTION. Nous maintenons les termes de notre introduction. Un congrès efficace c'est celui qui tire du programme quelques formules brèves, claires, immédiatement réalisables, qui fixe les dates et les modalités de l'action à entreprendre pour l'application de ces formules.

4. — LA POLITIQUE INTERNATIONALE. Nous entendra-t-on quand nous répéterons ce que nous disions au deuxième congrès : qu'il importe de définir une politique ouvrière internationale autonome, conçue hors de tout parti pris français ou... européen, se proposant comme premier objectif d'assurer la pleine liberté de tous les mouvements ouvriers, hors des contraintes imposées par TOUS LES ETATS. Que cette politique implique la lutte contre le totalitarisme, contre le colonialisme, contre toute discrimination raciale ou religieuse et la libre circulation des marchandises, des hommes et des idées.

J'entends l'objection majeure. Toujours le parti pris F.O. Est-ce ainsi que l'on travaille pour l'unité syndicale ? Sans nul doute, si l'on veut admettre que tout dépend en fin de compte de la spontanéité à la base.

Préparer le congrès F.O. — étudier les possibilités d'unité du syndicalisme libre, réaliser cette unité dans l'action, ce ne sont pas là deux efforts parallèles, c'est le même effort pour les mêmes fins.

Le péril qui nous menace c'est l'autonomisme corporatif, c'est que les travailleurs doutent de l'utilité d'une confédération. Il faut renforcer F.O. en s'efforçant de la transformer pour qu'elle soit telle que nous aurions voulu qu'elle fût à son départ. Il faut que ce renforcement oriente le syndicalisme libre vers l'unité, même si celle-ci doit aboutir à changer la banderole et modifier la façade.

Roger HAGNAUER.

(2) Michel Collinet dont le livre : *Essai sur la condition ouvrière* fait autorité confirme pleinement notre thèse sur l'importance de l'intervention de l'Etat, par les secteurs nationalisés, le volume de ses financements, les subventions et le contrôle du commerce extérieur, par l'emploi de 3 millions de salariés, soit plus du quart de l'effectif total.



# Notes d'Economie et de Politique

## QUI DEPOSE LES BOMBES ?

Le 5 mai dernier, on annonce que le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires d'Orient était à Tunis, qu'il avait vu Baccouche, le résident, etc.

Le lendemain 6 mai, on apprend que Chenik et ses collègues sont libérés ; puis que Bourguiba est transféré de Remada, poste perdu de l'Extrême-Sud à 25 kilomètres au sud de Tatahouine, à l'île de la Galite sur la côte nord de Tunisie.

Et... tout de suite après, qu'une « vague de terrorisme » s'est mise à déferler sur la Tunisie, avec de **nouveaux** et plus puissants explosifs. Une bombe est déposée à la poste de Tunis où elle fait quatre morts, dont **trois Arabes** ; une autre dans un cinéma, etc.

La relation de cause à effet entre les deux premiers événements était si évidente que même les plus bouchés et les plus « sic » des journalistes n'ont pas pu ne pas la signaler : manifestement les mesures de « clémence » concernant Chenik et Bourguiba avaient été dues à l'intervention du ministre américain.

Mais, **quid** du troisième événement ? **Quid** des bombes ?

Durant les semaines précédentes, il n'y avait à peu près plus eu d'attentats en Tunisie, et voici qu'au lendemain des dites mesures de clémence, ceux-ci reprennent subitement à une échelle jusque-là inconnue ! Des attentats parmi les plus idiots qu'on puisse imaginer, dirigés non contre des personnages politiques, ou contre des entreprises spécifiquement françaises, mais contre le **public**, un public aussi bien arabe qu'européen, et même plus arabe qu'européen comme le montre la proportion des morts arabes parmi les victimes de l'attentat de la poste — des attentats dont le seul résultat ne pouvait donc être que d'ameuter la population contre leurs présumés auteurs.

Mais si de tels attentats ne pouvaient évidemment servir la cause du Destour, combien utiles, en revanche, pouvaient-ils être pour ceux qui n'avaient accédé que contraints et forcés aux mesures d'« apaisement » réclamées par l'envoyé de Washington, puisqu'ils leur permettaient de dire : « Voyez où mène la clémence ! Dès qu'on desserre tant soit peu la vis, le terrorisme reprend. »

Par application de l'adage juridique bien connu : **Is fecit cui prodest**, c'est donc du côté des Français, et non du côté des Tunisiens qu'il faut d'abord se tourner pour rechercher les coupables.

La provocation a été maintes fois employée par les Etats pour le service de leur politique. Depuis le préfet de police Andrieu faisant déposer une bombe à la statue de Thiers de Saint-Germain-en-Laye, jusqu'à l'okhrana russe avec ses Gapon et ses Azev, l'histoire abonde en actes terroristes accomplis sur l'instigation ou avec la complicité des gouvernements ou de leurs agents. La question se pose donc de savoir s'il vient d'en être de même en Tunisie.

M. le ci-devant Hauteclouque a commencé par la provocation ouverte. Lorsque, deux jours à peine après son arrivée, alors que la Tunisie ne connaissait qu'une effervescence politique pacifique, absolument légitime en un moment où se débattaient les plus profonds intérêts du pays, il fait arrêter les chefs du Néo-Destour, défi impudent lancé à toute une population. Ce défi ne pouvait pas ne pas être relevé. Celui qui l'avait lancé, si borné soit-il, ne pouvait l'ignorer. Son acte ne pouvait donc avoir pour but que d'amener un soulèvement général afin de pouvoir le « réprimer », et noyer ainsi dans le sang la lutte des Tunisiens pour leur indépendance.

Le calcul était en partie exact. Le soulèvement eut lieu. Et, comme prévu, il fut étouffé.

Cependant le mouvement national tunisien subsistait. Une seconde saignée s'avérait donc nécessaire. En conséquence, alors que tout était redevenu à peu près calme, on arrêta Chenik, président du conseil, et tous les ministres présents à Tunis.

Ces deux provocations successives, presque coup sur coup, montrent assez le genre de politique qui a les préférences du policier qui gouverne actuellement la Tunisie.

Mais la provocation est un engrenage. On sait où l'on commence, mais on ne sait pas où l'on devra finir. On débute par la provocation officielle, « légale » si l'on peut dire, et il se peut qu'elle vous conduise, que vous le vouliez ou non, à la provocation clandestine, à la provocation criminelle.

Tant que les auteurs des bombes « d'un type nouveau » qui ont été déposées au lendemain de la libération de Chenik n'auront pas été identifiés, et surtout tant que ceux qui en ont ordonné le dépôt n'auront pas été, eux aussi, identifiés, la question restera posée pour tout esprit tant soit peu critique : qui en est responsable ? Les nationalistes tunisiens que ces actes ne peuvent que desservir, ou les ultras du colonialisme français auxquels ils pouvaient être si utiles, tant pour excuser leurs violences passées que pour légitimer leurs excès à venir ?

## A L'ANGLETERRE LA MER DU NORD, A L'AMERIQUE LA MEDITERRANEE !

Même si le faux rapport Fechteler publié par les staliniens honteux du « Monde » avait été vrai, on se demande en quoi il aurait bien pu être une révélation.

Il se contente, en effet, d'énoncer une évidence qu'il nous est arrivé plusieurs fois d'exprimer, notamment dans la « R.P. » de juillet 50 (1). En l'état actuel des forces, il est certain que les quelques divisions anglo-franco-américaines stationnées en Allemagne et en France sont incapables de s'opposer à une ruée des 200 divisions russes sur l'Europe, et qu'en un rien de temps ces dernières atteindront l'Atlantique. Alors quoi faire ? Pas d'autre solution pour les Américains que de, ou bien se retirer chez eux et laisser totalement tomber l'Europe, ou bien se replier là où ils peuvent espérer trouver une ligne capable de tenir ; or il n'existe qu'une ligne de cette sorte, et cette ligne est la Méditerranée.

Que le soi-disant plan Fechteler ait été étudié ou non par l'état-major américain, c'est, en tout état de cause, un plan dont l'exécution, ou la tentative d'exécution, s'imposera **nécessairement** à l'armée occidentale, dès le début des opérations, si elle veut éviter l'anéantissement, et cela tant qu'elle sera réduite, comme c'est le cas aujourd'hui, à une poignée d'hommes. Jusque-là, on ne pourra construire un front — si on le peut — que sur les côtes de la Méditerranée.

Cet épisode du mensonge chronique journalistique ne mériterait donc même point d'être relevé si le moment où il a été commis : au lendemain de la visite de Fechteler à Londres, pour obtenir l'établissement d'un commandement unique en Méditerranée, ne suggérait la pensée que c'est sur la demande même de l'Amirauté britannique qu'il a été publié.

Les Anglais s'imaginent encore qu'ils sont une

(1) Voir l'article intitulé : **La rénitition générale et le drame de demain**. (Les flancs résisteront).



puissance mondiale ! Le commandement de la Méditerranée est pour eux le symbole du commandement du monde. En conséquence, ils veulent à toute force garder leur flotte de la Méditerranée sous leur propre commandement, se refusant à ce qu'en cette arène pourtant vitale des opérations de demain le commandement unique soit réalisé, à moins, bien entendu, que ce commandement ne soit assuré par eux. Or, comme leur flotte méditerranéenne et, plus encore, leur aviation méditerranéenne sont insignifiantes à côté de celles des Etats-Unis, un commandement anglais est manifestement impossible ; en conséquence : pas de commandement unique.

C'est la même faute que celle qu'ils commirent sur le front français durant la guerre de 14, jusqu'à leur défaite de mars 1918, avec cette circonstance aggravante que sur un front terrestre plus ou moins stabilisé comme le front français d'alors, le partage du commandement était beaucoup moins dangereux qu'il ne le sera sur un front éminemment mobile et multiple comme ne pourra que l'être le triple front, maritime, aérien et terrestre de la Méditerranée et de ses côtes.

C'est tout de même une chose qu'il faudrait bien faire entrer dans ces têtes carrées d'amiraux et de généraux : l'Angleterre n'étant plus capable d'être une puissance mondiale, étant devenue une simple puissance insulaire, il lui faut se contenter d'assurer la garde de ses îles et des mers adjacentes.

Nous écrivions, il y a deux ans : « L'Europe ne sera pas perdue, même si son front est percé, du moment que les pays du Nord et ceux de la Méditerranée orientale tiendront suffisamment pour que le continent américain ait le temps de mobiliser. »

Que, de ces deux flancs nord et sud de l'Europe, la Grande-Bretagne assure la sauvegarde de l'Europe du Nord — et c'est à elle, rappelons-le, qu'on en a confié le commandement — et qu'elle abandonne le flanc méditerranéen à l'Amérique, est évidemment la seule solution raisonnable. Maintenir indemne la mer du Nord, les côtes de la Norvège et les îles Britanniques elles-mêmes, est déjà une tâche considérable, mais qui ne semble point dépasser les possibilités de l'Angleterre. Qu'elle s'y cantonne ! Et si elle la mène à bien, cela suffira, à soi seul, à lui mériter la reconnaissance du monde.

## L' « ECLATEMENT » DU R.P.F.

Comme tous les partis fascistes, le R.P.F. était formé jusqu'à hier de deux éléments : un élément populaire, constitué d'hommes plus ou moins turbulents, désireux seulement que « ça change », et, pour ce faire, se groupant derrière un « chef » qui leur promettait la lune grâce à son « génie », et puis, d'autre part, un élément diamétralement opposé, composé des conservateurs les plus dynamiques, comptant sur la violence d'un « gouvernement fort » pour briser toute tentative d'écorner leurs privilèges.

Telle a été la composition typique du fascisme mussolinien avec, d'une part, ses « squadre » de lumpen-prolétariat et, d'autre part, ses fonds tirés des contributions de la grosse industrie italienne, les Fiat et les Ansaldo, effrayés par l'occupation des usines de 1920.

Telle a été également, et peut-être plus nettement encore, la composition du fascisme hitlérien avec, d'une part, la masse des chômeurs allemands, fatigués de ne rien faire et de crever de faim et, d'autre part, les Thyssen et autres magnats de la Ruhr, voulant mettre un terme à la « politique sociale » de la social-démocratie.

Et telle fut également, lors de sa constitution, la composition du fascisme gaulliste. On y trouvait des ouvriers, des employés, poussés surtout par le désir de la bagarre, dont les représentants au sein de

l'état-major du R.P.F. étaient d'anciens militants de gauche ou d'extrême-gauche, comme Malraux et Soustelle — et la bourgeoisie conservatrice et cocardière traditionnelle, voyant en de Gaulle et ses spadassins le meilleur rempart possible contre un coup de force « communiste ».

Or c'est cette coalition qui vient de se dissoudre. Au fur et à mesure que la Droite conservatrice se reconstituait dans le cadre des partis parlementaires, on voyait petit à petit le R.P.F. perdre de ses forces par l'effritement de son aile bourgeoise, et aujourd'hui, la Droite conservatrice étant arrivée au pouvoir avec Pinay, le lent effritement fait place à l'éclatement brusque.

De ce parti totalitaire qui a comme programme que tout le pays obéisse à un « chef », toute la fraction bourgeoise refuse depuis deux mois d'obéir à son « chef ». Lorsqu'il s'agit de voter pour ou contre Pinay, seule la tendance prolo du R.P.F. suit l'ordre de de Gaulle, de voter contre ; les bourgeois, eux, votent pour, ou s'abstiennent.

Ainsi éclate, le R.P.F., qui fut dangereux tant qu'il demeura constitué, comme ses modèles italien et allemand, des deux éléments opposés, a cessé de l'être. Il ne le redeviendrait que si, par suite de nouvelles circonstances, il regroupait à nouveau dans son sein le chômeur et Thyssen.

## A PROPOS DE LA « GUERRE BACTERIOLOGIQUE »

Un souvenir.

C'était le 22 avril 1915. Mon bataillon avait été relevé, quelques jours auparavant, des premières lignes qu'il occupait en Belgique devant le village de Langemark. Nous cantonnions quatre kilomètres en arrière, à Bessinghe sur le canal de l'Yser, et... nous y avions les journaux.

Donc, ce jour-là, en parcourant le journal « le Journal » je vis un communiqué britannique démentant l'affirmation d'un récent communiqué allemand, selon laquelle l'artillerie anglaise aurait lancé des obus à gaz asphyxiants.

Quelques heures plus tard, nous voyions s'élever au-dessus des lignes un nuage verdâtre. C'était... la première attaque allemande par gaz asphyxiants.

Aujourd'hui, les Russes accusent les Américains d'user de microbes. Et demain...

R. LOUZON.

**L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste ; c'est l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif idéal. Plus il dispose de forces productives, plus il devient ce capitalisme collectif, et plus grand est le nombre de citoyens qu'il exploite. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Les rapports capitalistes ne sont pas supprimés, mais portés à leur plus haute puissance.**

(Anti-Dühring)

ENGELS.



# La renaissance du syndicalisme

LES LEÇONS D'UNE ELECTION

## Des syndicalistes chrétiens de gauche dans la bataille électorale

Le département de la Loire a souvent réservé des surprises dans les consultations électorales. Quand on parle de la Loire on pense à un prolétariat industriel important et combatif, et lorsqu'il s'agit d'élire des députés la majorité se porte à droite.

C'est que, dans la Loire, les paysans, commerçants, artisans et petits industriels constituent la fraction la plus importante de la population active. Et cette catégorie de travailleurs, peut-être du fait qu'elle a connu de puissants mouvements de révolte du prolétariat, qu'elle en a subi parfois les contre-coups, se trouve avoir conscience du danger révolutionnaire et apporte sa confiance aux hommes de conservation sociale ou aux hommes de progrès social qui ont fait preuve de modération.

En 1946, le parti communiste qui est en plein essor, avec un préfet, une seule Union départementale, recueille 85.143 voix sur 389.053 inscrits (287.320 suffrages exprimés) ; Pinay, indépendant, maire de Saint-Chamond pendant l'occupation, en a 49.134 ; le M.R.P. 90.683 ; l'U.D.S.R. (Petit) 38.570 et le parti socialiste 23.790.

En 1951, les communistes ont encore 81.299 voix sur 377.435 inscrits et 292.398 suffrages exprimés ; les M.R.P. et indépendants coalisés n'en ont plus que 91.328 alors que le R.P.F., avec Nocher, en obtient 66.324. Le socialiste rassemble 25.593 voix.

En 1952, le communiste n'en a plus, au premier tour, que 59.402 sur 382.397 inscrits et 220.513 votants ; Pétrus Faure, ancien député socialiste, qui se présente comme indépendant de gauche, soutenu par la Tribune comme Roiron, S.F.I.O., rassemble la plupart des voix de gauche (35.897). Roiron n'en obtient plus que 5.780. Le M.R.P. n'en a que 37.857 ; le R.P.F. dégringole à 22.117 tandis qu'un indépendant inconnu patronné par Pinay obtient 57.469 voix.

Le paysan du Forez, qui a besoin de stabilité, a voté Pinay. Les commerçants, artisans, industriels, à l'appel de leurs organisations, ont voté Pinay. Et beaucoup d'ouvriers se sont abstenus.

Au deuxième tour, un événement imprévu se produit. Des militants syndicalistes de la gauche de la C.F.T.C., des militants connus des œuvres sociales et quelques militants de la gauche du M.R.P. présentent un candidat. Pour la première fois, des syndicalistes agissants interviennent dans une bataille électorale : ils invitent les électeurs à ne pas se laisser enfermer dans cette alternative : « communisme ou retour en arrière ». (Seuls le candidat de Pinay et le communiste maintiennent leur candidature, sans bénéficier de désistements) et ils présentent un ancien militant de la Jeune République, ancien élu de la Libération au Conseil Général et à la municipalité de Saint-Etienne : Jean Pralong.

L'ambiance n'est pas favorable, pourtant. Comment se fait-il que des militants syndicalistes libres soient descendus dans l'arène politique pour patronner un candidat ?

Nous en trouvons l'explication dans un article de *Reconstruction*, du 20 février 1952, de Marcel Gonin, un des militants qui patronnent Pralong, article intitulé : « Comment repenser le syndicalisme révolutionnaire ? »

Gonin a été frappé par « l'inefficacité du syndicalisme non communiste », par « l'inadaptation au réel des pensées qui l'animent ».

« L'ensemble de la classe ouvrière française reste, en dernière analyse, très imprégnée de syndicalisme révolutionnaire, d'anarcho-syndicalisme, mais surtout de la phraséologie typique de ce courant social ; elle en a oublié ce qui est l'essentiel : la nécessité de l'effort personnel pour bâtir une société d'hommes fiers et libres... ».

« De cette idéologie, les militants ouvriers ont gardé également une certaine indifférence à l'action politique, alors que la plupart des conquêtes des trente dernières années sont venues de majorités parlementaires... beaucoup plus que par les pressions des travailleurs eux-mêmes sur leurs employeurs respectifs. La méconnaissance de ce fait n'est pas un des moindres illogismes qui caractérisent la pensée syndicale aujourd'hui. Le syndicalisme ne peut se passer d'une doctrine de l'Etat et d'abord d'une conception des rapports du syndicalisme avec la vie politique. »

Pour Gonin, le syndicalisme de 1906 est le syndicalisme d'une époque où dominait encore la petite entreprise... et où « la technique sous ses divers aspects : industriels, économiques, politiques... en était encore à ses balbutiements, où les problèmes internationaux ne dépassaient guère une Europe dans laquelle la Russie, encore tsariste, ne tenait pas tellement de place ».

Et il n'hésite pas à affirmer : « Si le parti communiste a tant de force, même intellectuelle, c'est parce que le syndicalisme révolutionnaire ne s'est pas adapté, c'est que le mouvement ouvrier non communiste n'a rien d'assez valable à opposer, en France, à la pensée, à la stratégie stalinienne. »

Dans un monde où la grande entreprise domine, où l'Etat voit s'accroître ses prérogatives, Gonin se place dans le courant, il se prononce pour une économie planifiée, « seul moyen de garantir un minimum de sécurité aux hommes qui y vivent ».

Il n'ignore pas les dangers de totalitarisme, dans une telle économie, mais l'expérience britannique lui prouve « qu'un peuple qui a une certaine maturité politique et un sens civique développé peut conserver un régime démocratique. Et le voilà qui s'oriente vers la formation du type d'homme capable de dominer la situation dans notre monde en désarroi et désireux de construire à partir de la démocratie bourgeoise... une société planifiée qui soit une société d'hommes libres ».

La conscience de classe, pour Gonin, « n'est qu'une conscience (utile) ou (nécessaire), mais partielle. Il faut situer son problème propre dans l'ensemble des problèmes qui le conditionnent, avoir une conscience de l'ensemble ».

Voilà comment il en est arrivé à « jouer le jeu de la démocratie bourgeoise », à préconiser « la formation d'un groupe politique d'un type nouveau... présentant des solutions d'ensemble... et jouant un rôle essentiel dans l'éducation politique des salariés ».

Gonin est un militant syndicaliste actif, sincère, désintéressé. Son article traduisait l'inquiétude des jeunes générations frappées de l'apathie des « mas-



ses » et de leur glissement vers les solutions faciles que leur apportent les aspirants à la conquête de l'Etat-providence, de l'Etat aux prérogatives croissantes qu'on trouve en face de soi dès qu'on veut aborder un problème d'ordre politique ou social.

Mais il n'apporte rien de neuf. Ses intentions sont celles de beaucoup de socialistes du siècle dernier, entre autres les alémanistes. Que ses suggestions soient admises par tous les syndicalistes et l'esprit électoraliste — confusionnisme inévitable pour plaire à sa clientèle et l'élargir — gagnera les syndicats et, en fin de compte, nous nous retrouverons dans une démocratie impuissante avec, en moins, l'une des forces qui la faisaient se pencher sur le sort des ouvriers. Car les lois sociales n'ont fait que consacrer un état de fait, des conquêtes déjà acquises ou admises, grâce à l'action ouvrière.

En Angleterre, la liaison de l'action syndicale et de l'action politique semble avoir créé un climat de démocratie peu favorable au totalitarisme. Un syndicalisme agissant et constructif peut aboutir au même résultat, et même à un meilleur résultat ; il constitue en France la meilleure force de résistance à un totalitarisme qui a gagné à lui une fraction importante du prolétariat et des intellectuels.

L'utilisation d'une mauvaise machine, d'une machine qui a fait faillite, ne peut avoir que des conséquences néfastes. C'est la faillite de la démocratie bourgeoise plus que les faiblesses du mouvement syndical qui a créé un terrain favorable au totalitarisme. Que le syndicalisme s'enlise à son tour dans l'ornière démocratique en participant aux luttes électorales, et le totalitarisme élargira encore son champ d'action.

Pourquoi quitter le bateau syndicaliste, qui offre encore beaucoup de possibilités constructives et où

l'on apprend mieux que n'importe où à voir loin et à dominer le monde. N'est-ce pas lui qui peut constituer le refuge le plus sûr quand le bateau démocratique et le bateau totalitaire, déjà enfoncés dans une mer sans issues et pleine d'écueils, auront fait naufrage ?

L'issue à la situation actuelle, elle est au delà de la démocratie et du totalitarisme. Nous la voyons mal ; l'horizon est obscurci par des mythes, entre autres le mythe de la Révolution russe, mais l'avenir est aux minorités clairvoyantes et agissantes d'aujourd'hui qui auront su échapper aux compromissions de la période de transition que nous traversons... si elles savent dégager les leçons des expériences en cours elles-mêmes. Alors elles constitueront le centre de ralliement au fur et à mesure que les grandes faillites s'affirmeront.

Et maintenant arrivons-en aux résultats de la première tentative de Gonin et de ses amis de se lancer sur une voie plus constructive que le vieux syndicalisme.

Au second tour : 382.397 inscrits, 231.300 votants. Le communiste Masson obtient 73.112 voix, soit 13.710 de plus qu'au premier tour, venant de Roiron et de Pétrus Faure. L'homme de Pinay en obtient 141.270. Pralong a 16.918 voix.

Pralong a été bien moins net que Roiron dans ses déclarations. Il a bénéficié de ses nombreuses connaissances et sympathies personnelles. Il a peut-être pris des voix socialistes, mais peu, à cause de son manque de netteté sur le problème scolaire ; il a eu surtout les voix des chrétiens sociaux.

Vraiment, ça ne valait pas la peine de quitter les Bourses du Travail ! Et une telle tentative peut avoir des répercussions néfastes pour le syndicalisme chrétien de gauche, sans susciter aucun espoir nouveau !

U. THEVENON.

## « L'expérience » Pinay devant les syndicats

Après beaucoup d'autres, le président actuel du conseil des ministres, M. Antoine Pinay, a annoncé une tentative de déflation à l'égard de laquelle il était impossible aux organisations syndicales de ne pas prendre position.

A la vérité, trois organisations étaient sensiblement gênées : Confédération Générale des Cadres, C.F.T.C. et Force Ouvrière qui, pendant de nombreux mois, affirmèrent mettre leurs espoirs dans un cartel de la baisse constitué en commun et dont les recommandations, sans parler d'action pratique, furent généralement totalement ignorées. Pour la C.G.T., il ne pouvait y avoir de gêne. Elle a prouvé qu'elle pouvait soutenir tout à tour les mots d'ordre les plus contradictoires sans hésitation. Et la politique russe actuelle le lui commandant, elle s'est élevée vivement dès le premier jour contre la tentative gouvernementale.

Comment a commencé cette expérience ? D'abord par un blocage pratique absolu sinon catégoriquement officiel des salaires. Ce qui a obligé les centrales syndicales dites libres de protester dès l'abord en faisant principalement remarquer que ce blocage intervenait à la veille de revendications et alors que le coût de la vie avait augmenté d'environ 15 % depuis le dernier rajustement.

En tout cas il fut rapidement patent que nous avions tous les inconvénients d'une politique de déflation (baisse infinitésimale des prix quand elle a lieu, aggravation du chômage et raidissement patronal dans toutes les industries). Et nous sommes très tentés de reprendre dès maintenant l'argumentation de Robert Louzon exposant que, somme toute, les périodes d'inflation sont favorables aux ouvriers.

Mais malgré quelques déclarations ou communiqués de circonstance, il a fallu attendre ces derniers jours des trois centrales réunissant, la C.G.C. son congrès annuel, la C.F.T.C. et Force Ouvrière leurs conseils nationaux) pour avoir connaissance de leur position officielle.

La C.G.C., elle, n'a d'abord manifesté qu'une

opposition secondaire relative à la non-consultation des centrales syndicales par les ministres intéressés, avant de décider le blocage des salaires. Puis elle a soutenu à fond l'expérience Pinay, ne faisant de réserve que quant à la participation effective d'un secteur de distribution et particulièrement de commerçants de détail, le tout baptisé intermédiaires, selon la terminologie ordinaire.

Le fait le plus marquant de ce congrès sort un peu du cadre de cet article mais il faut cependant le noter. Un leitmotiv est revenu tout au long des débats des techniciens : la volonté d'être les bénéficiaires d'une ère de la technocratie annoncée tant par les Russes que par les Américains.

..

On garde encore au bureau confédéral de la C.F.T.C. la rancœur de l'échec subi au comité national du 18 mai. La vieille garde avait cru habile lors de la session précédente de faire les promesses suivantes : « Nous ne pouvons prendre position à l'égard du plan Pinay parce qu'il n'est entré en application que depuis quelques jours seulement. Par contre, au prochain Comité National, si des résultats appréciables dans le sens de la baisse des prix n'ont pas été obtenus, nous nous prononcerons catégoriquement. » Le 18 mai, les jeunes Turcs Maison qui représentent surtout les Fédérations ouvrières ont rappelé la promesse et ont battu à une nette majorité les bonzes confédéraux en condamnant la politique gouvernementale. On parle encore beaucoup de ce vote à la C.F.T.C. Les tenants ont manifesté de la mauvaise humeur : Jacques Tessier parlant même de démission. De leur côté, les néo-majoritaires pèsent les conséquences et envisagent les prolongements de leur victoire. Voici d'ailleurs la motion explosive :

..

Le Comité National de la C.F.T.C. réuni en session extraordinaire le 18 mai 1952 confirme les termes de la résolution qu'il a prise le mois dernier.



## POUVOIR D'ACHAT

Il constate que malgré plusieurs mois d'expérience gouvernementale de baisse des prix, le pouvoir d'achat des salariés et des familles demeure notablement insuffisant.

Il demande que soient enfin réalisées par les pouvoirs publics les conditions d'une baisse réelle, sensible et durable du coût de la vie, par une répartition plus équitable du revenu national impliquant une réduction des marges bénéficiaires excessives et une réduction du coût de la distribution ; ce qui exige la mise en œuvre de mesures autoritaires.

## CHOMAGE

Le Comité National, inquiet de voir le chômage partiel ou total, se développer dangereusement, demande que tout soit mis en œuvre pour le combattre, tant dans ses causes que dans ses effets, et notamment :

— par la reprise des investissements productifs actuellement bloqués ou réduits contrairement à l'intérêt national ;

— par le relèvement des indemnités de chômage ; au niveau des trois quarts du salaire minimum interprofessionnel garanti.

## RESPECT DES LOIS

Le Comité National proteste de nouveau contre le fait que même dans les cas où des entreprises sont à même, sans hausse de prix, d'augmenter les salaires, la pression des pouvoirs publics rend trop fréquemment de telles augmentations impossibles. Il proteste également contre le blocage des allocations familiales et des allocations aux vieux travailleurs et contre toute atteinte aux conquêtes sociales, y compris les statuts des personnels de la fonction publique et des entreprises nationalisées.

## ECHELLE MOBILE

Devant la situation scandaleuse résultant du fait que l'amnistie fiscale a été accordée au moment même où le gouvernement obtenait du parlement l'ajournement de l'échelle mobile du salaire minimum garanti, et constatant que le gouvernement s'apprête d'autre part à accorder l'échelle mobile aux souscripteurs de l'emprunt, le Comité National invite le parlement à voter sans plus de délai la proposition de loi adoptée par la commission du Travail à l'Assemblée nationale, faisant bénéficier les travailleurs de l'échelle mobile.

## JOURNEE NATIONALE DE PROTESTATION ET DE REVENDICATION

Pour appuyer l'ensemble des revendications énumérées ci-dessus ainsi que le programme économique et social de la C.F.T.C., le Comité National appelle toutes les organisations confédérées à organiser, conformément aux directives confédérales, une journée nationale de protestation et de revendication, fixée au 23 mai.

A FORCE OUVRIERE, la discussion a été vive sur ce problème bien que moins indicative que les débats sur la productivité. La résolution votée en conclusion manque assez de netteté malgré les compléments verbaux que voulurent bien ajouter les secrétaires confédéraux. On ne paraît pas vouloir acquiescer une vigueur revendicative qui seule permettrait de barrer la route aux stalinistes. Les actions envisagées sont bien timides, encore plus ternes si l'on s'en tient au texte lui-même que voici :

Le C.C.N. rappelle que la C.G.T.F.O. a, dès 1948, préconisé la baisse des prix pour obtenir la revalorisation du pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des pensionnés. Elle précisait que cette baisse des prix pouvait être réalisée par la compression des prix de revient, la diminution des marges bénéficiaires, l'allègement du système distributif et le développement du système coopératif.

Cette tentative fut brisée par des décisions du gouvernement de l'époque qui, cédant aux exigences des organisations professionnelles des secteurs agricole, industriel et commercial, a augmenté d'une façon substantielle et injustifiée le prix des produits de première nécessité : blé, lait, viande, etc.

Aujourd'hui, les responsables de ces hausses prétendent revaloriser le pouvoir d'achat par une action sur les prix.

Le C.C.N., après avoir examiné la situation économique et sociale, constate que, malgré tous les efforts publicitaires du gouvernement et les circonstances économiques favorables (baisse saisonnière des prix agricoles et baisse des cours mondiaux des matières premières), l'expérience dite Pinay s'avère très limitée dans ses résultats.

Ainsi, est démontré une fois de plus qu'une politique faisant appel à la confiance du patronat est vouée à l'échec, le capitalisme français n'ayant jamais consenti de bon gré les sacrifices nécessaires au redressement économique du pays et à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs.

Le C.C.N. condamne donc une politique qui, sous prétexte de retour à la confiance des possédants, maintient et accentue les privilèges de cette classe par des concessions exorbitantes telles que :

— la réduction massive des crédits d'investissement et d'équipement, des crédits des budgets civils et en particulier de celui de l'Education nationale ;

— l'amnistie fiscale ;

— la perspective d'un emprunt indexé.

Le C.C.N. estime que, dans la conjoncture actuelle, toutes ces mesures de facilité ne peuvent aboutir qu'à l'alternative suivante : déflation brutale ou reprise accélérée de la poussée inflationniste.

Dans l'un ou l'autre des cas, la classe ouvrière sera une nouvelle fois la principale victime.

Devant des perspectives aussi alarmantes, — chômage partiel ou total, pouvoir d'achat diminué, crise du logement permanente, — le C.C.N. invite la classe ouvrière à prendre conscience du danger qui la menace et à soutenir la C.G.T.F.O. dans le combat à mener pour conjurer ce danger.

Le C.C.N. considérant que :

— le coût de la vie a augmenté de l'ordre de 15 %, depuis la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti de septembre 1951 ;

— le niveau de la production permet la révision de la structure et des pondérations du budget-type individuel de la Commission supérieure des conventions collectives ;

— la garantie du salaire horaire minimum interprofessionnel est devenue illusoire pour un grand nombre de travailleurs effectuant une durée de travail hebdomadaire inférieure à 40 heures ;

— l'augmentation du coût de la vie en province s'accroît, depuis quelques mois, plus rapidement que dans la région parisienne ;

— le développement du salaire social s'effectue au détriment du salaire direct.

Reclame :

— la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti ;

— l'amélioration, en fonction de l'accroissement de la production, du budget-type individuel utilisé par la Commission supérieure des conventions collectives.

LA C.G.T., à qui est commandée présentement une attitude d'hostilité absolue au gouvernement, poussera certainement fortement à la roue, essayant en fin de compte de déborder les promoteurs et de prendre la direction du mouvement. Cela ne constitue en somme que le danger habituel, facile à parer si, ainsi que nous le souhaitons plus haut, les syndicalistes libres sont décidés demain à une action virile. Mais un danger plus grave pour l'aboutissement de l'action est contenu dans la résolution même votée par la commission administrative confédérale le 14 mai. Les mots d'ordre politiques sont remis de nouveau au premier plan. De nouveau, on parle de porter au premier plan de l'agitation ouvrière les slogans de gouvernement démocratique, de lutte contre le fascisme, etc. Comme dans les récents conflits de l'Est, il est à craindre qu'on les ajoute aux mots d'ordre syndicaux dès que l'action en faveur d'une revalorisation des salaires sera commencée. Ne vaut-il pas ainsi diviser une fois de plus la résistance ouvrière ?

Lucien MARTIN.



# Le congrès de l'union des syndicats F.O. de la région parisienne

C'est un bilan de l'activité de l'Union pendant les deux années passées que nous a présenté le numéro spécial de la *Bataille sociale* réservé au troisième congrès.

Le travail pratique de l'Union, au travers de ses commissions, de ses réunions de propagande, de l'organisation des décades d'étude y est étudié, ainsi que la défense de la laïcité et les questions internationales qui furent de 1950 à 1952 l'objet de prises de position très nettes de la part de la commission exécutive.

Cependant, c'est naturellement le problème des salaires, sous tous ses aspects (conventions collectives, échelle mobile, productivité, chômage, etc.), et ses incidences multiples (unité d'action, liaisons syndicales et intersyndicales, fiscalité, habitat), qui ont d'abord nourri ce numéro et permis ainsi à chacun d'apprécier, de critiquer, de se faire une opinion.

Cela représente un grand nombre de questions dont les lignes de divergence et de convergence ne sont pas faciles à saisir. La plupart des interventions sur les rapports moral et d'activité n'ont pas été limitées à un seul sujet et rares ont été celles qui sont parvenues à une synthèse valable des principaux problèmes.

Le nombre et la complexité des points à débattre et les exigences de l'horaire ont suscité quelque confusion à plusieurs reprises, divers orateurs développant, parfois longuement, des problèmes d'orientation, motivant ainsi des observations du président... et de la salle.

Et pourtant ! Une union de syndicats, en raison même de sa structure, a une activité très générale, essentiellement de coordination et d'animation syndicale. Le rapport moral et, par voie de conséquence, le rapport d'activité ne présentent pas ce caractère de compte rendu de la défense de la corporation qu'ils revêtent dans le syndicat ou la fédération. Ils traitent de questions dont la permanence explique le souci des syndicats d'en envisager le développement futur en tenant compte de l'action menée dans le passé et de ses résultats.

Aussi serait-il bon, peut-être, comme l'a demandé Le Prix, d'abandonner cette coupure entre le passé et l'avenir, cette division entre rapport moral et d'activité et débat sur l'orientation. Pour ma part, je pense que le souci de la clarté et de l'efficacité de la discussion le commande.

C'est évidemment vers cet avenir, riche d'espoir et lourd de menaces, que s'orientèrent les préoccupations du congrès, au moins en ce qui concerne les problèmes vitaux du regroupement syndical, du pouvoir d'achat et de la paix.

A cet égard la journée du dimanche, particulièrement la matinée, fut remarquable.

## Réunification du mouvement syndical

Bourgoin (Métro) estime urgent le regroupement syndical avec comme but la reconstitution de l'ancienne C.G.T., celle d'avant 34. Il cite le cas de la R.A.T.P., service public témoin, où l'émiettement syndical n'a pas permis d'ébranler sérieusement les positions cégétistes.

Une note d'optimisme avec Guyard (Cheminots) qui déclare qu'aucune action n'est possible, à la S.N.C.F., sans la participation de F.O., ce qui est un signe de force.

La contradiction est flagrante, mais ne serait-ce pas que Bourgoin vise surtout les positions que la C.G.T. a acquises à la suite d'élections ? Il est un fait que l'on doit souligner : si les travailleurs votent encore pour la C.G.T., ils ne répondent plus à son appel lorsqu'il s'agit de choses sérieuses, et ce n'est pas le moindre grief que l'on puis-

se formuler à l'égard des staliniens que ce refuge électoraliste de la classe ouvrière.

Blanchard (Métaux) voit dans le Cartel de la métallurgie la préfiguration de la nouvelle confédération libre. Sans aller jusque-là, le Cartel représente un effort méritoire des militants de toutes les organisations, et un exemple à suivre.

## Pouvoir d'achat et productivité

On a beaucoup parlé salaires au travers de la productivité qui apparaît à Blanchard et à un grand nombre de ses successeurs à la tribune comme une tentative du patronat d'esquiver les problèmes primordiaux de la discussion des conventions collectives et de l'augmentation des salaires.

Et puis avons-nous la force de faire une politique de productivité, avons-nous les éléments techniques nécessaires à cette politique ? interroge Le Rai (Alimentation).

Il est bien difficile de résumer toutes les interventions sur ce sujet, tous les orateurs, ou à peu près, en ont parlé. Une idée cependant qui commence à se répandre c'est qu'un facteur important de l'amélioration de la productivité réside dans la pression que les hauts salaires exercent sur les prix de revient, obligeant le patronat retardataire, qui, s'il ne veut pas disparaître, doit aligner ses prix de vente, à utiliser d'abord, à rechercher ensuite le progrès technique. Autre idée importante souvent développée : une meilleure productivité doit se traduire par une diminution de la peine du travailleur et par la baisse du prix du produit fabriqué.

La défense du pouvoir d'achat se heurte à de grandes difficultés, du fait que le patron se refuse à la discussion de conventions collectives avec les organisations libres, se rencontrant en cela avec la C.G.T. (Blanchard). Une preuve de plus, s'il en était besoin, que patrons et responsables cégétistes ont le même but : l'anéantissement des forces syndicales indépendantes.

L'enterrement de l'échelle mobile n'a pas suscité de violentes discussions. Faut-il en conclure que les syndicalistes n'attendent plus grand-chose de la loi et comptent davantage sur la force de l'organisation ? C'est ce que semble indiquer la résolution finale qui se prononce pour :

— le retour aux 40 heures sans atteinte au salaire ;

— la conclusion de conventions collectives nationales, avec avenants régionaux ;

— l'institution de l'échelle mobile, après remise en ordre des salaires.

Si nous sommes assez forts pour obtenir une juste revalorisation des salaires et traitements, nous pourrions imposer « les doigts dans le nez » une échelle mobile à notre goût, liant la rémunération au prix et à la production. Mais à ce moment-là, en aurions-nous besoin ?

La résolution affirme une position sans équivoque sur le problème de la productivité. Elle estime que ce n'est pas aux organisations ouvrières à rechercher, de concert avec le patronat, les moyens d'atteindre à une meilleure productivité et invite, ni plus ni moins, les représentants de la confédération à se retirer des organismes officiels de productivité.

## Questions internationales

Le Rai s'en prend à la conférence de Moscou, qu'il accuse d'être d'abord stratégique, le but de l'U.R.S.S. étant d'ouvrir à l'Ouest des débouchés qu'il suffirait de fermer pour déclencher une crise économique.

Sans doute a-t-il raison, mais ne croit-il pas



que l'échange des marchandises peut être le premier pas vers la levée du rideau de fer ? Lorsque les marchandises passent, les hommes passent aussi et avec eux, dans une certaine mesure, les idées.

Il faut travailler à l'unification de l'Europe, la petite Europe, hélas ! Guyard, Le Rai et bien d'autres sont d'accord : on ne doit pas laisser les parlementaires la faire, c'est aux syndicats à prendre l'initiative d'une conférence syndicale européenne qui débattrait les problèmes économiques. La réconciliation franco-allemande, ciment de l'unité européenne, serait plus facile à réaliser et plus solidement assise si elle était l'œuvre des travailleurs.

Mais là aussi et surtout du côté français, l'opposition stalinienne sera difficile à vaincre et l'Union des syndicats se doit de travailler sans relâche au regroupement des forces syndicales libres, seules capables de venir à bout de cette opposition.

Il est regrettable qu'aucune voix ne se soit élevée à la tribune pour dénoncer l'abjecte campagne de haine engagée contre le peuple américain.

Aucune affirmation de solidarité avec les syndicats tunisiens si durement frappés et chose infiniment plus grave, aucune position n'a été prise sur le fond du problème.

Au prochain C.C.N. la question, pour l'honneur du mouvement Force Ouvrière, ne peut être esquivée et une discussion très large doit se développer sur l'indépendance tunisienne.

Il appartenait à Hagnauer de faire entendre au congrès la voix de l'enseignement dont trop de nos unions locales et départementales sont privées. Son intervention, écoutée dans le plus grand silence, magnifie le rôle des unions dans le mouvement syndical. Il souligne la remarquable stabilité de la classe ouvrière. En une génération la pénétration ouvrière chez les organisateurs (patrons et haut techniciens) se chiffre à 7 % et cette permanence même démontre que les idées-forces du syndicalisme révolutionnaire demeurent

valables. La défense de l'homme, écrasé par la technique, lui paraît devoir être assurée plus particulièrement par les Unions dont le rôle est de veiller à l'alignement des salaires en général sur ceux des secteurs les plus favorisés et surtout à ce que les travailleurs des entreprises les moins évoluées s'adaptent d'une façon humaine au progrès technique.

Rouannet (Préfectures) évoque excellemment les problèmes de gestion ouvrière et dénonce les primes, dont la multiplicité et l'importance inquiètent comme l'expression même de l'association capital-travail.

Bloch (V.R.P.) rappelle la position de la commission exécutive sur la laïcité et insiste sur la nécessité d'une défense de l'École laïque qui, seule, peut créer les conditions premières indispensables à l'émancipation des travailleurs.

Ce congrès n'a pas connu les heurts qui opposèrent en 1950 les représentants des grandes corporations engagées dans les grèves du début de l'année, mais les débats n'y ont rien gagné, bien au contraire.

Il y eut, au cours de l'après-midi du samedi et du dimanche, une pagaie énorme et il fallut plusieurs énergiques interventions des secrétaires de l'Union pour ramener un peu de calme. Le regrettable n'est pas tellement les écarts du congrès, communs à toutes ces assemblées, que le peu de consistance des faits qui les ont motivés.

Cependant la matinée du dimanche fut reconfortante : les interventions largement argumentées traitèrent des problèmes principaux devant un auditoire attentif et silencieux, elles servirent de base au travail de la commission des résolutions et inspirèrent, en grande partie, le texte soumis au congrès.

Espérons que les prochaines assises syndicales fédérales et confédérales retiendront l'exemple de cette demi-journée et sauront définir et réaliser « ce syndicalisme de responsabilité qui sait dire oui mais sait aussi dire non ».

A. BONNAURE

## Complément « externe » à Force Ouvrière

D'après le numéro de *Force Ouvrière* du 15 mai, le troisième point de l'ordre du jour du C.C.N. des 17 et 18 mai était : *presse syndicale*. Dans le numéro de F.O. du 22 mai, le secrétaire général de la confédération publie quelques commentaires, dont celui-ci :

*Et ceux qui, de l'extérieur, guettaient le scandale ou l'explosion quant à certains problèmes de presse syndicale, pourront apprendre que les militants de Force Ouvrière ne sont pas de malhonnêtes gens et qu'ils ont le sens de la cohésion et du devoir de leur confédération.*

Le compte rendu du C.C.N. publié dans le même numéro reste muet sur cette affaire. Faute de place, sans doute. Voici donc quelques informations.

Selon la nouvelle organisation des débats une commission s'est réunie pour étudier l'affaire de presse, de 16 h. 30 à une heure du matin, avec interruption du dîner : c'était sérieux !

De mauvaises langues disent que la salle contenait bien 60 militants et que les trois quarts avaient de fortes raisons de savoir comment Bedes « aide » la publication des journaux syndicaux. Comment croire une chose pareille : si connaissais-je il y avait ils ont été muets comme carpes. Des esprits plus mal intentionnés encore en tirent argument : il y a quelques individus malhonnêtes. Comment croire une chose pareille après la déclaration plus haut citée du secrétaire général ?

On ne peut ici que résumer à l'extrême les six heures de débats. (Les chercheurs et les curieux liront tous les détails dans un prochain numéro de F.O.). En fin de compte deux positions. Celle qui préconisait la condamnation de Lapeyre, cet empêcheur de pourrir en rond ; condamnation et sanctions. (Avouez qu'il les mérite !). Celle de Lapeyre et d'une poignée de copains : que le C.C.N. condamne des pratiques qui signifient pénétration

d'influence patronale dans les syndicats. Positions inconciliables. Même à une heure du matin.

Bothereau croit alors tout concilier en proposant au C.C.N. : 1° La commission Thorel activera ses travaux ; on peut espérer qu'elle formulera des propositions réalisables et acceptables par tous pour aider la presse syndicale ; 2° Le bureau confédéral, par des négociations internes, règlera les affaires actuelles avant novembre (avant le congrès) ; 3° Cessation des polémiques externes.

Lapeyre prend ensuite la parole et traite l'affaire dans son ensemble. Aucun militant de F.O. ne peut ainsi prétendre ignorer la nature et l'action de Bedes. On ne peut laisser se perpétuer ou s'étendre des compromissions si graves. Pas plus qu'en commission exécutive il n'y a eu de contestation au sujet des informations données par Lapeyre.

Le C.C.N., dans sa majorité, suit pourtant Bothereau dans son essai de concilier les inconciliables (comme on dit dans la diplomatie), dans son effort de noyer le poisson (comme disent les malappris de « l'extérieur »).

*Force Ouvrière* signale que la question du remplacement de Lapeyre, démissionnaire de la commission exécutive, a été posée. Mais alors que le remplacement de Chevalme, décédé, par Delamarre a été facilement acquis, F.O. ne donne aucune information sur le remplacement de Lapeyre. Il est vrai, disent de bons camarades, que ça n'aurait d'importance que si la commission exécutive servait à quelque chose.

*Force Ouvrière* signale enfin que le C.C.N. a fixé les dates du congrès confédéral 1952. On dit que sa rédaction prend d'ores et déjà toutes dispositions pour publier des comptes rendus analytiques complets des séances. Ça, c'est une bonne idée !

G. WALUSINSKI.



## Où sont les pourrisseurs ?

« Saleté d'abord ! » — voilà le mot d'ordre d'une propagande assurée de trouver de l'écho et de pourrir les cœurs.

Imprimée en caractères gras et majuscules, cette phrase termine un placard publié par P.T.T. syndicaliste de mai 1952, en première page, sous le titre, emprunté à la rubrique habituelle de la R.P. : *D'où vient l'argent ?*

Les hommes intègres qui éditent ce journal, imprimé à Tours, là où les principaux « journaux Bedes » prennent leur source, retournent le mot de notre camarade Salençon : « *propreté d'abord !* » qui les visait et qui les a touchés. Mais au lieu de prouver que nous ne comprenons rien aux pures intentions de M. Villiers et qu'en ce qui les concerne ils sont de pointilleux syndicalistes sur le chapitre de l'indépendance du mouvement, ils se contentent d'affirmer, sans nous nommer — on est prudent — que leurs accusateurs sont des calomnieux persévérants. Et des simulateurs par surcroît puisque, pour expliquer le titre du placard, ils écrivent :

*Au regard de rubriques assez vagues ils placent des chiffres.*

On dira que c'est habile : si nous répondons, nous avouons être visés ; et si nous ne répondons pas, nous avouons que nos comptes sont truqués.

Pas si habile que ça. Car le même numéro de P.T.T. syndicaliste met en cause la R.P. dans une autre colonne et veut faire croire que la R.P. est distribuée gratuitement pour nuire à la Fédération Syndicaliste.

Précisons, à l'intention de tous ceux que ces affaires intéressent :

1° que les comptes, tous les comptes de la R.P. sont à la disposition de qui désire les voir. Des comptes où il y a des rubriques précises et des chiffres qui ne le sont pas moins. C'est d'une banalité qui étonne et qui effraie la rédaction de P.T.T. syndicaliste : elle a horreur des chiffres !

2° que des listes d'abonnés possibles sont demandées chaque mois, et principalement aux auteurs des articles publiés, pour un service d'essai qui n'est jamais renouvelé plus d'une fois.

3° que nous n'avons aucune envie d'examiner les comptes de P.T.T. syndicaliste, d'autant moins envie que cela ne nous regarde pas, mais que nous savons qu'il y a des camarades postiers, adhérents à la Fédération Syndicaliste qui seraient très heureux de les connaître. Quand ils auront eu satisfaction nous ne manquerons pas de les inviter à manifester dans nos colonnes leur appréciation sur ces comptes. C'est alors que la vertueuse indignation de P.T.T. syndicaliste prendra tout son sel, ou, comme dirait Mourguès qui a de l'à-propos, tout son « Stoessel ». — G. W.

## Après les élections corporatives chez les postiers

Dans notre numéro de mai nous avons publié une lettre de Stoessel, secrétaire de la Fédération Syndicaliste des P.T.T. Notre camarade Molinier, mis en cause, nous adresse la réponse suivante :

Ils sont gâtés les lecteurs de la « R. P. ». Ils ne vont rien ignorer quant aux résultats des élections corporatives chez les postiers ! Mais eux, les postiers F.O., je veux dire ceux qui ne lisent pas encore la « R. P. », ils ont dû attendre trois mois pour en connaître, enfin, par leur journal corporatif de mai, les résultats exacts. Nous n'aurons pas l'outrecui-

dance de supposer que, pour apaiser nos craintes d'informations tendancieuses émanant du Bureau fédéral ce tableau fut enfin ! publié avec tant de bonne grâce.

C'est fait. Les meilleures choses ont une fin. Concluons en donnant un tableau comparatif 1948-1952.

SUFFRAGES		
1948	1952 (1)	Gains ou pertes
F.O. . . . .	43.290	44.150 + 860
C.G.T. . . . .	41.060	57.230 + 16.170
C.F.T.C. . . . .	21.400	29.130 + 7.730

(1) Le nombre des suffrages exprimés en 1952 a été de beaucoup supérieur à celui de 1948.

POURCENTAGES		
1948	1952	Gains ou pertes
F.O. . . . .	40,3 %	29,5 % — 10,8 %
C.G.T. . . . .	38,2 %	38,4 % + 0,2 %
C.F.T.C. . . . .	19,9 %	19,5 % — 0,4 %

Nous nous contenterons, pour clore cette controverse, de faire deux constatations.

1° Le tableau transmis par Stoessel — et que la R.P. a publié le 1<sup>er</sup> mai en avance sur l'organe de la Fédération Syndicaliste — n'a fait que confirmer les chiffres cités par Molinier.

2° Laissons donc à Stoessel son appréciation tendancieuse sur « la qualité et la personnalité » des collaborateurs de la R.P. Nous lui savons gré de ne pas être de notre avis.

## PETITES NOTES

### Les lamentations de Labaguète

René Belin se lamente dans la « Revue Syndicaliste » d'avril. La crise des syndicats indépendants est à ses yeux un désastre.

Pensez donc, l'honorable ministre de Pétain voulait par la C.G.S.I. créer « une nouvelle école syndicale », réaliser « un syndicalisme national et réaliste », « apporter une conception nouvelle », « rendre le sens du positif à un mouvement qui, depuis deux tiers de siècle, vit de démagogie, de logomachie et de rêveries puériles », en finir avec « le désordre et la perversion du syndicalisme ouvrier ».

Patatras ! Tout est par terre. Nouvelle école syndicale vraiment que celle de Labaguète ? Il ne semble pas... C'était tout au plus une nouvelle variété dégénérée du vieux réformisme syndical.

Et même un réformisme qu'aurait désavoué Keufer ou Coupat. On ne les voit pas recevoir chaque mois de la main d'un Parsal 60.000 francs provenant de quelque caisse patronale.

Non, on ne les voit pas faisant cela et jouant, néanmoins, au grand personnage insolent.

### Du travail à faire chez Citroën

Les élections au comité d'entreprise chez Citroën ont donné une fois encore une grosse majorité aux staliniens.

Certes, la propagande et la lutte ne sont pas faciles dans les boîtes de la métallurgie parisienne. Les camarades du Cartel des Métaux ont du travail devant eux. Mais font-ils le possible ? Prennent-ils le boulot par le bon bout ?

Nous ne dirons pas d'eux, comme certains de leurs chefs de file : encore une académie ! Nous dirons seulement qu'il faut commencer par le commencement et ne pas vouloir tout avaler au début, au moins en paroles. La première chose à faire, c'est de chercher ou retrouver dans les boîtes Citroën tous les copains qui ont quelque chose dans la tête et de leur rendre du cœur au ventre. Le reste viendra après, tout naturellement.



Au congrès de l'Union de la Seine F.O., le 27 avril, un camarade a fait cette déclaration si l'on en croit l'hebdo « Force Ouvrière » du 8 mai :

« Dans la situation présente l'opposition syndicat-Etat de 1906, le soutien conditionnel de 1936 ou la politique de la présence que nous pratiquons depuis la Libération ne sont plus de mise.

» Nous devons impulser un syndicalisme de responsabilités qui sache dire oui, mais aussi non, avec vigueur et fermeté. »

On voit assez bien ce qui n'est plus de mise. Mais moins bien ce qui est proposé à la place. A quoi faut-il dire oui et à quoi faut-il dire non ?

Par exemple faut-il dire oui au scandale Villiers-Bedes et voter avec Bothereau l'enterrement de la question, c'est-à-dire la survie du scandale ?

« Une scission parmi tant d'autres »

Pour l'Unité du 1<sup>er</sup> mai a publié un grand manifeste en faveur de l'unité d'action des syndicats libres.

Dans ce manifeste, quelques affirmations tout au début nous ont chiffonné. Pourquoi ne pas le dire ?

« ...La grande scission est antérieure à 1948. Elle remonte à 1917, date à laquelle est né un parti envahissant, totalitaire, supérieurement organisé et financé : le parti communiste russe.

...1948 n'apparaît plus dès lors que comme une scission parmi tant d'autres. »

La grande scission ne remonte-t-elle pas plutôt — en France tout au moins : et peut-être bien ailleurs — non à 1917 mais à 1914 où l'union sacrée a fait place à l'internationalisme prolétarien ?

Peut-on confondre le parti communiste russe de 1917 et de la Révolution d'octobre avec le parti stalinien de la Contre-Révolution ?

Quant à la scission de 1948 peut-on la banaliser ainsi alors qu'elle a été la conséquence du refus de laisser staliniser et totalitariser la France ?

Le cinquantenaire du congrès d'unité de Montpellier de 1902

La section des instituteurs de l'Hérault a eu la bonne idée de préparer la commémoration du congrès d'unité de Montpellier de 1902.

C'est en effet du 22 au 27 septembre 1902 que se tint à Montpellier le congrès qui scella l'unité entre la Confédération Générale du Travail et la Fédération des Bourses du Travail. On peut dire sans hésitation que c'est de là que partit véritablement la C.G.T.

On doit donc souhaiter bonne chance aux promoteurs de la commémoration d'une telle date de l'histoire ouvrière.

Mais il est difficile de ne pas remarquer combien les situations sont différentes.

Au sortir du millerandisme, C.G.T. et Fédération des Bourses étaient mûres en 1902 pour s'unir.

En plein stalinisme, en 1952, C.G.T., C.G.T.F.O., C.F.T.C., C.G.S.I., C.N.T. et Fédérations autonomes diverses sont-elles mûres, ou en voie de maturité, pour refaire leur unité ?

L'exploit du Machurat d'Oyonnax

Le samedi 17 mai, à Oyonnax, dans l'Ain, les « cocos » se sont livrés au saccage d'une exposition syndicale américaine de passage dans la localité.

Cela évidemment au nom de l'internationalisme, de la liberté syndicale et de la liberté tout court.

Il fut un temps où un esprit particulier animait cette région de l'Ain et du Jura. C'était le pendant français de la Suisse jurassienne. L'esprit ouvrier et ouvrieriste y était une réalité. Il imprégnait non seulement les syndicats, mais les coopératives et le parti socialiste lui-même.

La destruction d'une exposition syndicale américaine est une drôle de manifestation ouvrieriste et internationaliste. Surtout dans une pareille région.

Le secrétaire de la section stalinienne d'Oyonnax, Machurat, peut se vanter de « machurer » bougrement les principes communistes.

« Un mouvement syndical nationaliste et raciste »

Le 10 mai dernier, à Tunis, au cours du congrès des syndicats F.O. de Tunisie, André Lafond, secrétaire confédéral de la C.G.T.F.O. aurait dit, d'après le « Monde » du 13 mai :

« Si la C.I.S.L. laisse M. Ferhat Hached créer un mouvement syndical nationaliste et raciste en Tunisie pour combattre le stalinisme, elle commet une lourde erreur ! »

Quand on veut tuer son chien... on dit qu'il est enragé.

Il peut en être autant de son frère — en internationalisme — car, enfin, l'U.G.T.T. comme la C.G.T.F.O. est adhérente à la C.I.S.L.

Lafond ne peut supporter que les Tunisiens veuillent secouer toutes les tutelles. Et il vitupère l'U.G.T.T.

En pleine terreur policière. Alors que d'après la presse anglaise 30.000 ou 30.000 Tunisiens seraient en prison et dans les camps de concentration. Pendant que la répression s'acharne tout particulièrement sur les syndicalistes libres !

Un faux frère ? Pire. Un colonialiste honteux. Trop heureux, au fond, que le R.P.P. Hautecloque et autres Garbay facilitent sa besogne de recruteur pour syndicalisme d'eunuques.

Si les camarades du dernier C.C.N. de F.O. comptent sur les « syndicalistes » français des colonies — les plus racistes des racistes — pour barrer la route aux stalinien, ils se foutent le doigt dans... l'œil. Seule l'U.G.T.T. peut lutter efficacement et contre le colonialisme et contre le stalinisme.

« On vous masque une partie des réalités »

Du même Lafond, à la même occasion, à l'adresse des syndicalistes américains :

« Amants de la liberté et de la démocratie, prenez garde de ne pas être victimes de vos sentiments généreux ! Demain vous pourriez vous en repentir, car on vous masque une partie des réalités ! »

Ainsi nos camarades de l'A. F. L. et du C. I. O. ne seraient que des naïfs pour ne pas dire des ignorants. A qui Lafond veut-il faire croire qu'il n'a pas ouvert ses dossiers sur les « réalités » tunisiennes devant les syndicalistes américains ?

Ça n'a pas pris. Voilà tout. Mais allez faire comprendre à des esclavagistes qu'il y ait encore des hommes libres et de véritables démocrates qui veulent la liberté et la démocratie pour tous. Sans hypocrisie.

AMIS DE LA MAISON DE SEVRES

Le jeudi 19 juin et le samedi 28 juin à 14 h. 30 à la Maison d'Enfants, 14, rue Croix-Bosset, Sèvres :

Séances d'études, avec démonstrations et débats sur « l'initiation à la musique et l'éducation par la musique ».

Le samedi 12 juillet à 15 heures, Fête de fin d'année.

— La brochure « des Enfants dans leur maison » est envoyée franco contre 100 fr. Vente au profit exclusif des enfants de la maison. Ecrire : 14, rue Croix-Bosset, Sèvres (S.-et-O.).

LA VOIX SYNDICALISTE DES P.T.T.

est le nouvel organe d'un groupe de camarades postiers en lutte pour le redressement de la Fédération Syndicaliste. Souhaitons bon courage à nos camarades : pour un syndicalisme indépendant et actif, ce sont les objectifs chers aux lecteurs de la R.P. Et pour cela informer d'abord exactement.

Tous ceux qui voudront participer à cet effort et aider à son succès s'abonneront au journal : un an, 200 francs, La Voix Syndicaliste des P.T.T., 128, boulevard Davout, Paris-20<sup>e</sup>. C.C.P. 40.240 Paris.



# LIVRES

---

---

# REVUES

**Emile Guillaumin**, par Louis LANOIZELEE. Avant-propos d'Edouard Peisson. Une plaquette de 48 pages, 120 fr., franco de port. (Chez l'auteur, 7, rue Séguier, Paris (5<sup>e</sup>), C.C.P. 8669-08 Paris.)

Emile Guillaumin, l'auteur de l'immortelle *Vie d'un Simple*, ne fut pas ce paysan honoraire à la Pesquidoux, mais « l'homme à la bêche » qui vécut jusqu'à ses derniers jours par le dur travail des champs. Militant socialiste, il fut l'animateur et le théoricien de la Fédération des syndicats des travailleurs de la terre, premier jalon du syndicalisme agricole de gauche. Comme l'a écrit Edouard Peisson, Guillaumin fut « le porte-parole de l'homme de terre ».

Notre camarade Louis Lanoizelée vient de publier à la mémoire de Guillaumin, l'un des principaux « témoins » de la paysannerie française et l'animateur de l'action paysanne, une plaquette où, en termes simples mais combien émouvants, il campe l'homme, l'écrivain et le militant.

Pour tous, Guillaumin restera avec Eugène Le Roy le grand romancier de la glèbe, mais pour nous il est en plus un exemple de simplicité, de droiture et de ténacité. Faisons nôtre cette consigne que nous cueillons dans une de ses lettres adressées à Lanoizelée : « Ne perdons pas de vue l'idéal qui est nôtre, mais restons en contact avec le sol. Evitons l'enlèvement par le bas, évitons aussi de nous perdre dans les nuées. » — **F. TEULE.**

**Le Viol de la Pologne**, un modèle d'agression soviétique. Souvenirs de Stanislas MIKOLAJCZYK. (Picn. 372 p., 480 fr.). Traduction R. Jouan.

Livre de patriote et de partisan plus que d'historien. Mais l'ancien premier ministre polonais, l'ancien leader du parti paysan, ne s'est jamais caché de ce qu'il est.

Patriote nationaliste, contraint d'accepter les frontières orientales de la ligne Curzon, la frontière Oder-Neisse, à l'ouest, lui paraît un juste dédommagement dû à la Pologne. Les répercussions sur l'équilibre de l'Allemagne ne paraissent pas le préoccuper.

« Nous constituons la conscience de la nation », disait-il au nom du parti paysan. Il écrit : « Il va sans dire que le seul parti réellement indépendant était notre parti paysan polonais. » Le lecteur moins averti aurait préféré un examen plus critique des autres partis.

Enfin l'auteur s'abandonne à son éloquence quand il cite entre guillemets les paroles qu'il place dans la bouche de ses adversaires pour exprimer de façon claire la pensée qu'il leur prête. Le témoignage aurait eu plus de valeur en évitant les excès d'une passion au reste bien compréhensible.

Mais le témoignage est bouleversant par ce qu'il a d'irréfutable. Même si l'on ne partage pas les convictions politiques et sociales de l'auteur. L'intérêt est par delà ces divergences. Revivre tout le drame de la Pologne, de 1939 à 1948, le revivre en spectateur, c'est voir se dérouler la démonstration la plus claire de la vanité des « victoires » militaires et de la dérision des terribles sacrifices que celles-ci exigent. La guerre devait abattre l'hitlérisme et des hommes sont morts en croyant qu'ils aidaient à la réalisation des beaux principes de la Charte de l'Atlantique. Mais le peuple polonais est plus asservi aujourd'hui que jamais : sous la botte hitlérienne, il lui restait l'espoir de la fin de la guerre. Peut-il aujourd'hui espérer en une guerre libératrice ? La « libération » de 1945 doit l'avoir rendu prudent... ou désespéré. L'auteur qui nie à juste raison la possibilité pour le peuple polonais de se libérer seul, dénonce la guerre du stalinisme contre la dignité et les droits de l'homme et souhaite un plan constructif d'offensive anticommuniste. Peut-on croire qu'une troisième guerre restaurerait ces droits de l'homme en les niant et en abandonnant encore le sort des hommes aux mains des grands politiques ?

L'ouvrage a justement le mérite de consigner quelques déclarations faites par de tels grands hom-

mes à l'auteur. De Churchill, avant Yalta : « Ne vous tourmentez pas, je n'oublierai jamais la Pologne. » De Roosevelt ces deux confidences, en juin 44 : « Il n'y a qu'une chose dont je sois sûr, c'est que Staline n'est pas impérialiste. » « Vous savez, je suis venu à parler à Staline de ces prochaines élections américaines et il n'a même pas pu comprendre ce que je voulais dire. Je présume qu'il n'arrivera jamais à s'imaginer qu'il puisse exister certaines choses comme des élections libres qui peuvent bouleverser la situation politique dans un pays et même amener le changement des gens en place. »

Quol qu'on pense de l'auteur et de ses idées, son témoignage sur la Pologne dépasse ce malheureux pays et remet le lecteur en face du problème dramatique de notre temps : la guerre et la liberté. — **G. W.**

## AUX MILITANTS OUVRIERS

J'ai signalé, en avril 1949, aux lecteurs de la *R.P.* qu'un Institut d'Histoire sociale venait d'être créé à Paris sous la présidence de G. Bourgin et d'E. Dolléans qu'il est inutile de présenter ici. Cette création vise, écrivais-je, un triple but :

« Tout d'abord, faire savoir aux militants ouvriers qu'un Institut existe où ils peuvent adresser la brochure, le tract, la collection de journaux, la lettre à contenu social dont ils acceptent de se séparer. Ensuite leur dire que notre Institut — le leur — ne reçoit aucune subvention officielle et que leur cotisation sera la bienvenue. Enfin leur demander de devenir des correspondants fidèles en signalant au secrétaire tout renseignement qu'ils jugeront utile de lui soumettre. »

Je n'ai pas un mot à y retrancher. Je voudrais seulement donner, en un bref raccourci, le bilan de trois années d'efforts.

Les documents recueillis peuvent se diviser en manuscrits et en imprimés.

Manuscrits d'abord. Ils comprennent les papiers laissés par Amédée Dunois, militant et sociologue mort en déportation, la volumineuse correspondance entretenue par M. Brunellière, de Nantes, avec les hommes politiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les écrits divers de militants comme cette curieuse lettre de Moscou, de la main de Pierre Degeny, que nous avons donnée dans le *Bulletin* de l'Institut de décembre 1950, ou encore ce projet de constitution d'une république communio-fédérative, œuvre d'Emile Digeon, enfin la collection si précieuse des lettres de militants syndicalistes et anarchistes de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : écrits de P.-J. Proudhon, Elisée Reclus, P. Kropotkine, Jean Grave, Louise Michel, Fernand Pelloutier, James Guillaume, M. Nettelau, etc., ainsi que le manuscrit d'Aristide Briand, résolution sur la grève générale présentée au 5<sup>e</sup> Congrès national des Syndicats, Marseille 1892. Madame Delesalle, qui nous fit ce dernier don, fut vraiment la bonne fée qui se pencha sur le berceau de l'Institut naissant. Deux apports tout récents viennent d'enrichir encore nos collections. Il s'agit d'un volumineux dossier d'autographes de militants communards que nous a remis M. Foulon et des papiers de Blanqui, général sous la Commune et lieutenant de Blanqui.

Les imprimés comprennent des centaines de volumes et de brochures ainsi que d'importantes collections de journaux, d'affiches, de tracts, etc.

La bibliothèque de P. Delesalle intéresse particulièrement l'histoire socialiste au XIX<sup>e</sup> siècle, celle de la revue *Que faire ?* le mouvement communiste. E. Armand a fait de l'Institut l'héritier de ses collections en toutes langues relatives au mouvement anarchiste individualiste. P. Monatte nous a remis des journaux et revues syndicales, M. Texcier une série de brochures et écrits fouriéristes. Récemment A. Mougeot nous a fait tenir trois caisses de livres, brochures et revues d'une exceptionnelle richesse et M. Eudes nous a « vendu » pour un prix à la mesure de la modicité de notre bourse une collection très rare de journaux communards, classée et emballée par Pilotell, préfet de police sous la Commune. Enfin nous avons reçu de la direction du journal *L'Unité* une collection complète de leur publication syndicaliste.

Pour terminer cette revue rapide des acquisitions de l'Institut, je mentionnerai le tableau représen-



tant Louise Michel, œuvre du peintre R. Poggi, qui nous fut offert par Madame Laligant et ses frères, nièce et neveu de J. Grave ainsi que les céramiques : La Vierge Rouge, L'Ami du Peuple, L'Unique (E. Armand) que leur auteur J. Scarceux de Los Angeles nous a gracieusement envoyées.

..

Le deuxième problème qu'avaient à résoudre les amateurs de l'Institut était celui du local. M. Brabant, directeur des Archives de France, a bien voulu accorder asile aux collections réunies et mettre une salle de travail à la disposition des personnes qui en dressent l'inventaire. Aussi est-il permis d'espérer que, d'ici peu, le public pourra consulter les imprimés et manuscrits classés et inventoriés. Certains de nos documents : lettre de P. Degeyter, rapport d'A. Briand, autographe d'E. Pottier, auteur de « l'Internationale », ont mérité de figurer à la récente exposition : Un demi-siècle aux Archives.

..

Depuis sa fondation l'Institut français d'Histoire sociale a tenu régulièrement des Assemblées générales annuelles. Il a publié un Bulletin grâce à la bienveillante compréhension de la direction du Musée Pédagogique. Le prochain numéro sera consacré aux communications qui furent faites à l'Assemblée générale de janvier dernier. Je tiens le dernier Bulletin à la disposition de tous ceux qui m'en feront la demande.

..

Les fondateurs de l'Institut français d'Histoire sociale ne limitent pas à leurs espoirs. Ils envisagent d'établir les contacts nécessaires avec les Instituts nationaux déjà existants et de créer ainsi cette Fédération Internationale des Instituts sociaux qui permettrait, en même temps que de fructueux échanges de vues, l'élaboration d'une bibliographie du mouvement ouvrier.

..

Tel est le bilan que nous pouvons présenter. Je le dis sans fausse modestie, il est remarquable. Quand nous avons constitué l'Institut sur le papier, nous étions bien une quinzaine et parmi ces quinze combien de sceptiques ! Nous avons voulu et nous avons réussi. Nous avons réussi, il faut le dire aussi, grâce à de nombreux militants syndicalistes révolutionnaires et les noms de Dunois, Delesalle, Monatte, Mougeot, etc., l'attestent suffisamment. Qu'ils en soient remerciés.

Lecteurs et amis de la R.P., aidez-nous à faire mieux encore. Adhérez, cotisez mais surtout rassemblez documents, lettres, brochures, souvenirs, vestiges du passé, humbles ou glorieux, et envoyez-les nous.

**J. MAITRON.**

Secrétaire général : J. Maitron, 117 bis, rue A. Silvestre, Courbevoie (Seine).

Trésorier : F. Boudot, 22, rue Sadi Carnot, Montreuil (Seine). — CCP Paris 684581 (cotisation annuelle : 300 francs).

## ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE ARGOTIQUE

par Jean GALTIER-BOISSIÈRE

in-4° illus. ÉDITION ORIGINALE :

550 ex. sur couché, orné d'une eau-forte originale de Dignimont 1.800 »

3.000 ex. sur papier surglacé 975 »

**CRAPOUILLOT**

3, Place de la Sorbonne, PARIS

Chèque Postal : 417.26

## Faits et Documents

### Les transformations du Proche-Orient

D'un article du correspondant à Damas du *New York Herald*, A. T.

Steele, nous extrayons ces intéressants renseignements sur la Syrie :

Depuis quatre mois qu'à la suite du coup d'Etat militaire, la Syrie est régie par décrets, près de 200 lois nouvelles ont été édictées. Leur caractère est très divers : les unes sont nettement révolutionnaires; alors que d'autres paraissent n'être que l'expression de simples caprices. Elles frappent les riches, elles restreignent l'activité des étrangers, et, en même temps, elles posent les premiers jalons d'une réforme agraire et des réformes sociales.

L'un de ces décrets prévoit l'érection de statues, chose qui n'a jamais été du goût des musulmans fidèles à la tradition. Un autre abolit les titres, réduisant tous les citoyens au simple rang de « Monsieur ». Le gouvernement n'a pas encore aboli le fez — ou le tarbouch comme on dit ici — mais on pense qu'un décret sur ce sujet est en préparation. La procréation est encouragée, avec un décret conférant des médailles et des gratifications aux mères de trois enfants ou plus.

Mais celui de tous ces décrets qui a le plus d'importance est probablement celui qui concerne la division des terres de l'Etat. Cet édit, s'il est appliqué, inaugurerait une réforme agraire fondamentale, dans ce pays où le landiordisme et le semi-féodalisme sont encore bien trop la règle (1). Il permet la reprise par l'Etat des terres pour lesquelles leurs possesseurs actuels n'ont point de titres de propriété bien établis et en ordonne le partage entre les petits paysans. Etant donné que de grandes étendues de terre sont possédées sans titre par de très gros propriétaires, l'application de ce décret frappera très durement la classe des propriétaires fonciers de Syrie. Le manque d'une organisation administrative adéquate et ayant l'expérience nécessaire pour une réforme aussi complexe rendra sans doute très lente l'application de ce décret.

Cette réforme agraire ne fait d'ailleurs que mettre sous forme de loi l'un des principes posés par la constitution syrienne de 1951. Et le Parlement avait, avant sa dissolution, une loi semblable à son ordre du jour, mais dont le vote avait été retardé par l'opposition des propriétaires. Cette opposition a perdu son pouvoir depuis que l'armée s'est mise en selle.

(1) Ne pas oublier que la Syrie a été gouvernée et administrée par la France durant vingt-cinq ans, et que jamais la moindre réforme agraire n'y a même été ébauchée. Ceci pour ceux qui s'imaginent que le colonialisme est « progressif » et que l'indépendance des colonies signifierait pour elles le « retour » à la féodalité. — N.D.L.R.

### UN APPEL A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES DU MONDE DU COMITE EXECUTIF DU P.O.U.M.

A la veille du Congrès eucharistique de Barcelone, le gouvernement franquiste a déclenché une nouvelle vague de répression.

La police phalangiste de Barcelone, obéissant aux instructions de Madrid, a procédé ces jours derniers à un grand nombre d'arrestations dans les milieux de la résistance ouvrière catalane.

Les semaines antérieures, la répression a été dirigée contre la C.N.T. et le parti socialiste. Maintenant les franquistes sont passés d'une attaque brutale contre le P.O.U.M., organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs espagnols.

Jusqu'à présent trente militants de notre parti ont été arrêtés. Mais la répression — une répression impitoyable — se poursuit. Et les victimes, emprisonnées dans les cachots de la Préfecture Supérieure de Police de Barcelone, sont soumis à des tortures barbares.

Parmi les détenus se trouvent nos camarades David Rey, Manuel Alberich, Francisco Claramunt et A.



Ortega, vieux militants du P.O.U.M. et de l'Union Générale des Travailleurs. David Rey, qui a aujourd'hui 63 ans et qui a été condamné à mort en 1939 par un tribunal militaire de Franco, a passé dix ans dans les prisons phalangistes et est une des figures les plus représentatives du mouvement ouvrier espagnol.

Il y a quelques jours le ministre de la Justice de Franco a annoncé qu'à l'occasion du Congrès eucharistique de Barcelone il serait accordée une large amnistie. Une fois de plus, les promesses de « clémence » phalangistes se sont transformées en odieuses agressions contre les héros de la lutte clandestine pour la libération du peuple espagnol.

Les militants du P.O.U.M. incarcérés à Barcelone, contre lesquels se prépare un procès monstrueux, n'ont commis d'autre crime que celui de combattre, sous le drapeau du socialisme révolutionnaire, pour la défense des intérêts du prolétariat espagnol et contre la tyrannie totalitaire franquiste.

La nouvelle vague de répression répond à des objectifs bien précis. Le gouvernement de Franco tâche de transformer le Congrès eucharistique de Barcelone en une grande démonstration de propagande phalangiste. Et pour atteindre pleinement ce but il entreprend une tentative de destruction du mouvement de résistance à la dictature phalangiste.

Mais à présent, comme en d'autres occasions, la terreur n'empêchera pas le prolétariat de Barcelone de manifester clairement sa répulsion à la force de la tyrannie phalangiste.

En dénonçant ces faits devant l'opinion ouvrière et libérale de tous les pays, le P.O.U.M. réclame une action immédiate en faveur des emprisonnés de Barcelone et contre la recrudescence de la répression anti-ouvrière en Espagne.

Notre appel est une requête pressante à toutes les forces ouvrières du monde et en particulier aux grandes organisations politiques et syndicales du prolétariat qui disposent de moyens d'action considérables.

La résistance ouvrière de Catalogne doit être protégée énergiquement par la solidarité internationale des travailleurs.

Contre le monstrueux procès de Barcelone !

Pour la libération de David Rey et de ses camarades !

A bas la terreur franquiste !

Paris, le 12 mai 1952.

## La Vie des Cercles

### BULLETIN DE ZIMMERWALD

#### Assemblée générale du 4 mai 1952

Sur 38 adhérents inscrits, les 23 présents (ou représentés) ratifient les statuts et réélisent l'ancien comité avec adjonction des camarades Thalmann et Andrade pour les commissions. Le bureau est complété par Rosmer (comme président) et Ruffin (comme secrétaire-adjoint).

Les adhésions d'un camarade américain et d'un camarade allemand sont enregistrées. Monatte, Faucier et Martinet examinent les possibilités de contacts avec des camarades allemands, espérantistes et belges.

On décide l'édition de la brochure « Zimmerwald 1915 — Zimmerwald 1952 » que Rosmer prépare.

Au cours de la discussion qui suit, Chambelland précise le but même de notre Cercle : donner à la classe ouvrière une documentation sur les grands problèmes de l'heure ; depuis 1919, le mouvement ouvrier n'a jamais eu une position autonome sur la politique internationale ; il a toujours été à la remorque de ses gouvernants ou des partis politiques. Monatte souligne que la meilleure façon d'agir est d'abord de bien informer ; il considère que le Cercle Zimmerwald doit être le lien amical qui réunira les camarades des divers pays de passage à Paris.

Thalmann accepte de s'occuper de la commission qui fera une étude de notre point de vue sur le réarmement allemand et le plan Schuman.

Ho tentera de nous donner une vue d'ensemble des différents partis socialistes d'Extrême-Orient (buts immédiats, possibilités réelles, perspectives d'avenir).

A la suite d'une intervention de Delaunay, on discute la position anarchiste du « troisième front ».

Nous espérons la venue prochaine d'Ignazio Silone à Paris, et, dans ce cas, le Cercle organisera une réunion publique sur le thème : « L'Italie 1952 ».

N.-B. Nous rappelons que l'adhésion au Cercle Zimmerwald (après présentation par deux membres actifs et acceptation par le comité) s'accompagne d'une cotisation de 1.000 francs (78, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>, C.C.P. 8490-16 Paris), payable en plusieurs fois.

#### Le 15 juin...

Le dimanche 15 juin 1952, à 15 heures, les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront 78, rue de l'Université, salle des Nymphes (métro Solférino).

Nous les prions de vouloir bien retenir cette date : Dimanche 15 juin.

Alfred Rosmer parlera sur le sujet suivant : « Quelques jours en Allemagne... ».

Comme pour les réunions précédentes, il est recommandé aux membres du Cercle d'inviter et d'amener leurs amis.



### CERCLE PELLOUTIER

Réunion du 20 mai. — Réunion de prise de contact. On éprouve tout de suite une difficulté : quel jour et quelle heure choisir qui permette à tous les camarades d'être présents ; le temps des militants est rare ! On décide, en principe, de se réunir deux lundis par mois à 18 heures (en raison de la Pentecôte, la réunion aura lieu le 9 mai, à la Bourse du Travail, rue Turbigo).

La discussion qui suit porte sur la vie de nos syndicats respectifs (P.O., C.N.T., C.G.T., Autonomes). L'administration d'abord : quelles sont les cotisations ? Quelle est la situation des permanents ? A partir de ces questions pratiques, des problèmes d'ordre général se posent. Une étude plus complète est envisagée qui devrait conduire à des propositions à soutenir dans les assemblées syndicales.

Des explications sont données par le secrétaire sur l'édition de la première brochure du Cercle : « L'école russe ». Une discussion s'engage sur notre antistalinisme, ses raisons, ses perspectives. Il est radicalement différent de celui des officines spécialisées puisqu'il veut témoigner d'abord de la fidélité à la classe ouvrière et de la solidarité avec la classe ouvrière russe.

Cette brochure constituera le premier fascicule des Documents du Cercle Pelloutier qui devraient, chaque trimestre, mettre à la disposition des militants, une documentation d'ensemble sur une question importante.

Des dispositions pratiques sont prises pour diffuser la brochure : l'imprimeur nous fait deux mois de crédit. Il faudra tout de suite payer les frais d'envoi. Plus de deux cent mille francs à récupérer en deux mois. On doit réussir et prouver que sans « appareil », que sans subvention extérieure, que par ses propres moyens, on peut faire ce que les grandes « organisations » ou les « subventionnés » ne font pas.

Mais alors il faut « en mettre un coup » ! Que tous les lecteurs de la R.P. favorables à cet effort se reportent à notre annonce spéciale pour la brochure et qu'ils envoient leur commande.

Signalons tout de suite qu'une réunion de juin sera consacrée à un exposé d'un camarade de la C.N.T. espagnole sur la situation du syndicalisme en Espagne.

Rappelons que la correspondance pour le Cercle doit être adressée au siège, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-11<sup>e</sup>. OBE. 56-95.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>



# LES FAITS DU MOIS

**MARDI 29 AVRIL.** — Entre Francfort et Berlin, un avion d'Air-France est mitraillé par deux avions soviétiques.

Aux U.S.A., grève des Aciéries et grève dans les Raffineries de pétrole.

**JEUDI 1<sup>er</sup> MAI.** — A Tokio, bagarres sanglantes : 7 morts et 1400 blessés.

Bagarres à Douai et Valenciennes, entre Nord-Africains et C.R.S. — et à Oran.

**VENDREDI 2 MAI.** — Fin de la grève des Aciéries aux U.S.A.

**DIMANCHE 4 MAI.** — Elections municipales en Hesse. Avance légère des socialistes, importants reculs communiste et chrétien-démocrate.

**LUNDI 5 MAI.** — Nouvel échec des négociations sur le conflit des aciéries américaines.

Avance travailliste aux élections municipales en Angleterre.

**SAMEDI 10 MAI.** — Congrès de la Confédération Générale des Cadres.

**DIMANCHE 11 MAI.** — Manifestations communistes à Essen contre les accords contractuels.

**MARDI 13 MAI.** — Attentat à la poste centrale de Tunis : 4 morts et 11 blessés.

Protestation yougoslave contre les décisions allées sur Trieste.

**MERCREDI 14 MAI.** — Démarche du gouvernement français auprès du bey de Tunis.

**VENDREDI 16 MAI.** — Grève d'avertissement de une heure et demi dans les grands magasins, pour protester contre le régime de travail.

Voyage de M. Temple, ministre des Anciens Combattants à Tunis, où le bey condamne le terrorisme.

**SAMEDI 17 MAI.** — Comité National Confédéral de la C.G.T.F.O. et Comité National de la C.F.T.C. qui condamnent l'expérience Pinay.

Messali Hadj, leader du M.T.L.D. est expulsé d'Algérie et placé en résidence surveillée à Niort (Deux-Sèvres).

**DIMANCHE 18 MAI.** — Les Russes détournent le trafic ferroviaire vers Berlin-Ouest.

Violentes manifestations des travailleurs nord-africains à Paris contre la mise en résidence surveillée du leader algérien Messali Hadj.

**MERCREDI 21 MAI.** — Le Parlement français approuve l'émission de l'emprunt.

Congrès de la Fédération du Livre (C.G.T.) à Nice.

**JEUDI 22 MAI.** — Congrès du parti socialiste et du M.R.P.

**VENDREDI 23 MAI.** — Manifestations en province par les travailleurs nord-africains pour la libération de Messali Hadj. 3 Algériens tués : 2 à Montbéliard ; 1 au Havre.

## LES SYNDICATS ANGLAIS SOLIDAIRES DU SYNDICALISME TUNISIEN

Londres, 28 mai (Reuter). — Le conseil général des « Trade Unions Congress », réuni à Londres, a décidé de s'associer à la déclaration de la Confédération internationale des syndicats libres et exprimant sa solidarité avec l'Union générale des travailleurs de Tunisie.

Dans sa déclaration, le conseil général des Trade Unions déplore « les mesures extrêmes prises par les autorités françaises ».

« Ces mesures, poursuit la déclaration, ont eu pour résultat non seulement la mort de nombreuses personnes innocentes et l'arrestation et la déportation arbitraires de milliers de travailleurs tunisiens, mais aussi la paralysie de toute activité syndicale en Tunisie.

» Le mouvement syndical britannique, conclut le conseil général des T.U.C., espère sincèrement que la liberté démocratique sera rétablie en Tunisie sans délai. »

# D'où vient l'argent ?

DU 21 AVRIL AU 20 MAI 1952

RECETTES	
Abonnements :	
Ordinaires .....	72.475
Soutien .....	37.035
	109.510
Souscription R.P. ....	1.950
Vente .....	5.110
Publicité .....	2.000
Souscription pour les Tunisiens .....	17.300
	135.870
Caisse et Chèques postaux .....	100.460
	236.330
DEPENSES	
Impression et papier .....	90.394
Timbrage, routage, expédition .....	6.006
Téléphone .....	1.625
Frais généraux .....	1.129
Frais sur abonnements .....	1.860
	100.814
Solde au 20 mai	
Caisse .....	15.119
Chèques postaux .....	120.397
	135.516
	236.330

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Blondel (Seine) 1500 ; Loiseau (Rhône) 1000 ; Autuche (Haute-Loire) 1200 ; Rigal (Haute-Garonne) 1000 ; Bracops (Belgique) 1035 ; Courdavault (Charente-Inférieure) 1000 ; Lefèvre (Caiavados) 1000 ; Sauve (Dordogne) 1000 ; Franc (Loire) 1000 ; Noe (Pyrénées-Orientales) 1000 ; Fabre (Alpes-Maritimes) 1000 ; Antier (Paris) 1000 ; Maleysson (Haute-Loire) 1000 ; Petitjean (Côte d'Or) 1000 ; Claverolras (Rhône) 1000 ; Gilberton (Loire) 1000 ; Ballereau (Indre) 1000 ; Gorce (Gironde) 1000 ; Sougue (Gironde) 1000 ; Mons (S.-et-O.) 1000 ; Delaunay (Seine-Inférieure) 1000 ; Vallet (S.-et-O.) 1000 ; Mendelsson (U.S.A.) 1100 ; Castets (Landes) 1000 ; Puyoo (Landes) 1000 ; Gassies (Landes) 1000 ; Rooman (Belgique) 1000 ; Pompel (Maroc) 1000 ; Marquis (Paris) 1000 ; Marscadet (S.-et-O.) 1000 ; Taragnat (Seine) 1200 ; Letertré (Paris) 1000 ; Venot (Paris) 1000 ; Le Rai (Seine) 1000 ; Hallier (Seine) 1000 ; G. Mauploux (Seine) 1000. — Total : 37.035 francs.

## LA SOUSCRIPTION

Nenert (Vienne) 100 ; Allégre (Alger) 100 ; Léger (Paris) 300 ; Sauret (Allier) 100 ; Juliot (Paris) 100 ; Organde (Rhône) 100 ; Blanchet (Rhône) 150 ; Anonyme (Loire) 1000. — Total : 1950 francs.

## LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 3 ; Drôme 1 ; Loire-Inférieure 1 ; Nord 1 ; Rhône 1 ; Seine-Inférieure 1. — Total 8.

## MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 28 avril .....	1366
Abonnements nouveaux .....	8
Rétablissement (anciens abonnés) .....	2
	1376
Désabonnements et suppressions .....	6
Situation au 29 mai .....	1370



Le CERCLE PELLOUTIER présente sa première brochure

# L'ÉCOLE RUSSE

— HISTOIRE D'UN DEGONFLAGE

par Félix Franc

— L'ÉCOLE RUSSE AU SERVICE DU MILITARISME STALINIEN.

avec un avant-propos de PIERRE MONATTE

« Nous avons rêvé que la Révolution russe donnerait l'exemple merveilleux d'une école du travail préparant des générations d'ouvriers et de paysans intelligents et volontaires capables de mener eux-mêmes leur pays. »

Voilà, aujourd'hui, l'école russe au service du stalinisme et comment les stalinistes de France conçoivent l'information et la discussion !

Lisez la brochure et diffusez-la !

Le CERCLE PELLOUTIER commence, par cette première brochure, l'édition des DOCUMENTS DU CERCLE PELLOUTIER qui, chaque trimestre, présenteront une étude d'actualité syndicale.

Comme la R.P., les DOCUMENTS publieront leurs comptes, tous leurs comptes, car ils ne vivront que de l'aide de leurs lecteurs.

Pour couvrir les frais du premier Document, souscrivez.

La brochure : 60 francs. Envoi franco à domicile contre 75 francs (en timbres à 15 fr.).

Les 10 exemplaires franco : 500 francs. — Les 100 exemplaires franco : 4.500 francs.

Souscription à quatre fascicules : ordinaire : 240 francs ; soutien : 500 francs.

Adresser les commandes et les virements postaux à G. Wolusinski, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11<sup>e</sup>). C.C.P. Paris 1171-64.

## LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV<sup>e</sup>

C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 66-71

Francs

Georges Orwell : <i>Journal d'un Anglais moyen</i> .....	580
<i>(Ce roman si riche en réalité familière nous fait ainsi entrer, mieux qu'aucun commentaire, dans la vie quotidienne des Anglais d'aujourd'hui, et l'humour dont il est imprégné fera de sa lecture un régal de haut goût)</i>	
Communauté européenne du charbon et de l'acier (Conseil Economique) .....	350
Maurice Lime : <i>Gide, tel que je l'ai connu</i> .....	420
<i>(Par l'auteur des « Belles journées », l'évolution « politique » de Gide)</i>	
Georges Navel : <i>Sable et limon</i> .....	850
<i>(Quinze ans d'amitié et de confiance entre deux grands esprits, Navel et Groethuysen)</i>	
Paul Mus : <i>Viet-Nam, sociologie d'une guerre</i> .....	900
<i>(Paul Mus dégage ici le sens du conflit à partir de ses données sociologiques fondamentales)</i>	
Philippe Devillers : <i>Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952</i> .....	900
<i>(Philippe Devillers apporte les faits de base sans lesquels il n'est pas d'analyse objective possible. Il restitue la guerre du Viet-Nam dans son contexte historique et il en retrace les étapes diplomatiques et militaires)</i>	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT

DE « LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE »